

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.  
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

**SOMMAIRE** : Aperçu de la situation économique et financière de la Belgique au cours de l'actuelle expansion conjoncturelle — Fonds des Rentes : Rapport sur les opérations de l'année 1959 — Bibliographie sur la situation monétaire et financière de la Belgique — Législation économique — Statistiques.

## APERÇU DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA BELGIQUE AU COURS DE L'ACTUELLE EXPANSION CONJONCTURELLE.

La reprise conjoncturelle, amorcée dans l'économie belge vers la fin de 1958, n'a cessé de se développer au cours de 1959, au point qu'à partir du quatrième trimestre, l'indice de la production des industries manufacturières a dépassé les niveaux maxima de la précédente période de haute conjoncture. Le présent article examine quels sont les types de demandes qui se sont le plus développés, comment la production a évolué dans les différents secteurs industriels, quelles ont été les répercussions de l'essor économique sur le volume de l'emploi et du chômage, ainsi que sur les prix et salaires, et comment le redressement conjoncturel s'est reflété dans les domaines monétaire et financier.

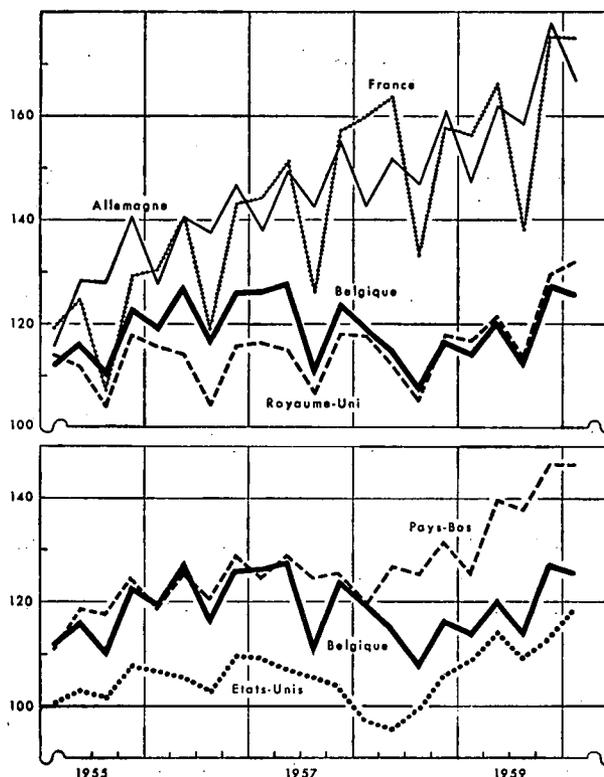
### 1. Evolution de la demande extérieure et intérieure.

La demande étrangère joue un rôle important au cours des phases conjoncturelles de recul et de reprise dans l'économie belge, ainsi qu'on a pu le mettre en évidence dans le dernier *Bulletin* consacré à la situation économique et financière. Il en a encore une fois été ainsi pour la reprise conjoncturelle actuellement en cours. Dans les zones économiques avec lesquelles la Belgique entretient des relations étroites, l'augmentation du Produit National Brut a été appréciable de 1958 à 1959. Tel a notamment été le cas aux Etats-Unis et dans les principaux pays de l'O.E.C.E.; aux Pays-Bas, par exemple, l'augmentation a été de quelque 6 p.c.

Pour l'ensemble des pays industrialisés, on note d'après les rapports de la Commission Economique

Graphique 1.

Indices de la production industrielle dans divers pays  
(Base 1953 = 100)



Sources : Belgique : Institut de Recherches Economiques et Sociales.  
France : Institut National de Statistique et des Etudes Economiques.  
Allemagne : Statistisches Bundesamt.  
Etats-Unis : Board of Governors of the Federal Reserve System.  
Royaume-Uni : Board of Trade.  
Pays-Bas : Centraal Bureau voor de Statistiek.

pour l'Europe et de la Commission Economique Européenne, que l'augmentation de la demande globale s'est produite sous l'impulsion de trois facteurs. Le rôle moteur revient sans doute à l'expansion de la construction et des investissements financés sur fonds publics, qui provient à la fois de la politique de relance conjoncturelle mise en œuvre par les pouvoirs publics et de l'abondance des disponibilités en quête d'emploi sur les marchés financiers. Favorablement influencés par le développement de la construction et des investissements publics, les revenus des ménages se sont maintenus, voire accrus et il s'en est suivi une hausse de la consommation privée, spécialement de biens de consommation durables. Devant le réveil de la demande de biens de consommation et l'épuisement des stocks, le commerce et l'industrie de transformation ont été amenés à les reconstituer; ce mouvement de stockage s'est étendu assez tardivement aux produits de base et aux matières premières au cours du second semestre de 1959, et a été accéléré pour les métaux par la grève de la sidérurgie et des mines de cuivre américaines.

Ce sont là les trois modalités de dépenses qui sont à l'origine de l'actuelle expansion conjoncturelle dans les pays industriels. Les dépenses d'équipement, assez déprimées au début de 1959, ont marqué une reprise vigoureuse en fin d'année, au moment où la

demande se rapprochait dans la plupart des pays de l'optimum des capacités de production. Toutefois, une exception doit être faite pour l'Allemagne et les Pays-Bas où les besoins d'investissement de rationalisation se sont fait sentir plus tôt en raison du manque de main-d'œuvre et ont suscité une demande importante sur les marchés extérieurs, et notamment en Belgique.

Si la demande globale, et notamment la demande pour les produits étrangers, y compris les produits belges, a sensiblement augmenté dans les pays industrialisés, il n'en a pas été de même dans les pays en voie de développement, qui ont restreint leurs importations à la suite de leur situation économique précaire et, dans le cas du Congo, de la conjoncture politique. Comme cependant les pays industrialisés absorbent les trois-quarts environ des exportations belgo-luxembourgeoises, l'augmentation de leur demande a eu beaucoup plus d'importance pour la Belgique que la faiblesse de la demande des autres pays, de sorte que la demande extérieure totale pour les produits belges s'est très sensiblement accrue depuis le début de 1959.

La demande intérieure s'est également raffermie.

La consommation privée s'est développée à mesure que le pouvoir d'achat des particuliers s'accroissait par suite de la résorption du chômage, de la hausse

Tableau I.

**Indices de la consommation privée et des investissements**

Périodes	Consommation privée		Investissements		
	alimentaire <sup>1</sup>	textile <sup>2</sup>	Outillage	Construction	
			Commandes en provenance du marché intérieur (Base 1953 = 100) <sup>3</sup>	Autorisations de bâtir (Source : I.N.S.)	
	(Base 1953 = 100)			Habitations	Autres usages
(en milliers)					
1957 1 <sup>er</sup> semestre .....	108	127	148	19,9	3,7
2 <sup>e</sup> semestre .....	110	122	137	14,9	3,4
1958 1 <sup>er</sup> semestre .....	110	108	132	17,6	2,9
2 <sup>e</sup> semestre .....	112	114	123	14,5	2,6
1959 1 <sup>er</sup> trimestre .....	113	111	130	8,7	1,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	115	108	140	11,7	1,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	113	120	p 147	9,6	1,7
4 <sup>e</sup> trimestre .....	115	129	p 158 <sup>4</sup>	8,8	1,5

<sup>1</sup> Indice de la consommation alimentaire, variations saisonnières éliminées (Source : Institut de Recherches Economiques et Sociales).

<sup>2</sup> Volume des livraisons de tissus sur le marché intérieur (Source : Calculs du Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale).

<sup>3</sup> Source : Ministère des Affaires Economiques.

<sup>4</sup> Moyenne octobre-novembre.

des salaires réels et de l'extension des crédits finançant des ventes à tempérament.

Les commandes d'outillage en provenance du marché intérieur ont graduellement augmenté en 1959.

Les commandes d'outillage en provenance du marché intérieur ont graduellement augmenté en 1959.

Les autorisations de bâtir des habitations ont fortement progressé l'année passée. Les décisions de bâtir des particuliers ont sans doute été favorablement influencées par l'assouplissement des conditions d'octroi des primes à la construction. Les enga-

gements des trois sociétés d'habitation parastatales, la S.N.L., la S.N.P.P.T. et le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses se sont maintenus au niveau de l'année précédente.

Dans le cadre de la politique de relance conjoncturelle, l'Etat a sensiblement accru ses engagements en matière de travaux publics et de communications. L'ampleur des travaux exécutés par les pouvoirs subordonnés a également connu une expansion considérable.

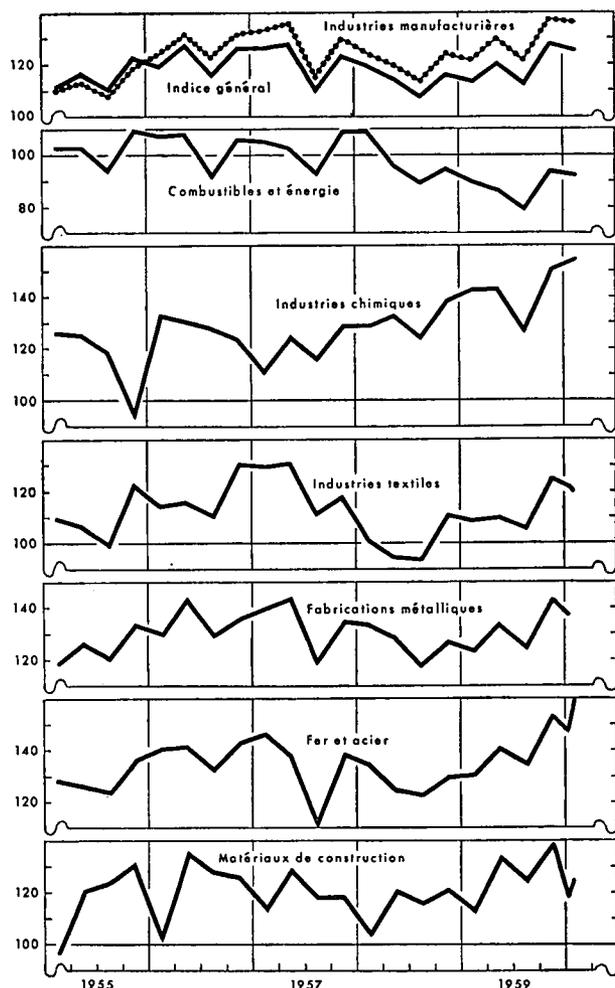
Les dépenses ordinaires de l'Etat ont aussi nettement augmenté en 1959.

## 2. Production industrielle.

Le relèvement de la production industrielle en cours depuis le début de 1959 a gagné en intensité et a subi une nette accélération dans les derniers mois de l'année. Du premier trimestre de 1959 au premier trimestre de 1960, la hausse a atteint 10,3 p.c. pour l'indice de la production globale et 11,1 p.c. pour celui des industries manufacturières. La différence entre les deux taux d'accroissement s'explique essentiellement par les effets de la crise qui touche durement l'industrie charbonnière et l'oblige à réduire la production de manière substantielle et durable.

Graphique 2.

**Indices de la production dans différents secteurs industriels**  
(Base 1953 = 100)



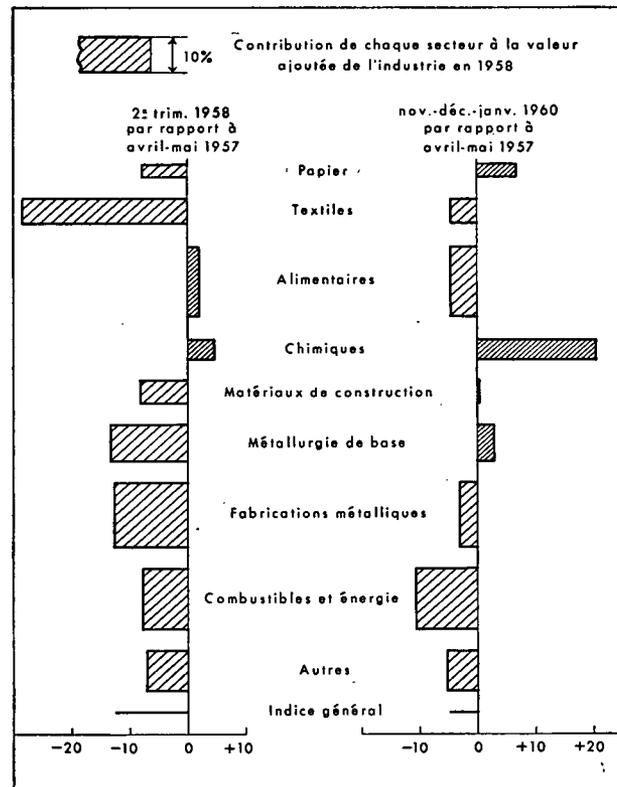
Source : Institut de Recherches Economiques et Sociales.

Le graphique 3 montre que la plupart des industries ont participé au mouvement de reprise : chimie, textile, papier, métallurgie de base et matériaux de construction ; la situation s'est également améliorée pour les fabrications métalliques, tout spécialement dans les branches fabriquant des produits de première transformation et des articles de consommation. Ces diverses industries ont porté leur activité

à un niveau voisin du maximum conjoncturel de 1957 et certaines d'entre elles (chimie, papier, matériaux de construction, métallurgie de base) l'ont même dépassé.

Graphique 3.

**Evolution de la production industrielle au cours de la récession et de la reprise**  
(Exprimée en pour cent des moyennes mensuelles)



Sources : D.U.L.B.E.A.  
Institut de Recherches Economiques et Sociales.

Dans l'industrie sidérurgique, la rapide progression des ordres, caractéristique de l'année 1959, s'est ralentie au cours des premiers mois de 1960. La demande étrangère, exceptionnellement élevée à la suite de la grève de la sidérurgie américaine, s'est stabilisée ; la réduction des commandes en provenance de l'Amérique du Nord a été compensée par une intensification des achats émanant des pays européens, où l'industrie sidérurgique ne pouvait plus suivre l'expansion de l'activité dans l'industrie de transformation des métaux.

Alors que les commandes des marchés extérieurs ont été en 1959 supérieures de 12 p.c. au chiffre atteint en 1956, qui est le maximum de la précédente période de haute conjoncture, les ordres du marché intérieur n'ont pas encore rejoint le niveau record de 1956. La demande intérieure ne s'est vraiment raffermie que ces derniers mois.

Le chiffre global des commandes d'acier fini a néanmoins dépassé de 4,6 p.c. en 1959 celui de 1956, de sorte que l'industrie sidérurgique a pu porter sa production à des niveaux records à la fin de 1959 et

au début de 1960. Elle a pu répondre sans difficulté à l'augmentation de la demande en raison des extensions de capacité de production réalisées au cours des dernières années.

L'expansion de l'activité dans l'*industrie des métaux non ferreux* relève de causes identiques à celles que l'on vient de citer pour l'industrie sidérurgique. Elle accuse toutefois des différences fort nettes suivant les métaux. Alors que des applications nouvelles ne cessent d'élargir les débouchés de l'aluminium, du cuivre et du zinc, ceux-ci tendent à se rétrécir pour le plomb et l'étain.

L'amélioration de la demande concerne tout particulièrement les demi-produits et elle est liée au développement de l'activité industrielle en Europe occidentale qui est le principal débouché de l'industrie belge des métaux non ferreux.

Dans l'*industrie de transformation des métaux*, la valeur globale des ordres reçus a progressé de 34 p.c. entre le quatrième trimestre de 1958 et le quatrième trimestre de 1959.

L'augmentation est la plus prononcée dans le secteur des produits de première transformation dont la conjoncture a évolué de manière parallèle à celle de la métallurgie de base. Elle émane plus spécialement des marchés étrangers, la demande intérieure ayant progressé à un rythme plus lent.

Dans le secteur des biens de consommation, l'impulsion est venue, en ordre principal, du marché intérieur, bien qu'il y ait lieu de ne pas négliger le développement des commandes étrangères, notamment des Pays-Bas et des Etats-Unis pour ce qui concerne les automobiles. En fin d'année, le chiffre des commandes avait atteint un niveau très élevé, bien supérieur au maximum de la précédente période de haute conjoncture. C'est tout spécialement le cas dans l'assemblage automobile, l'équipement électro-ménager et dans le secteur des producteurs de radio et de télévision. L'amélioration s'est marquée par un allongement continu de la durée assurée de l'activité.

Dans le secteur des biens d'équipement, un accroissement de la demande s'est également produit durant 1959, mais de façon d'abord plus hésitante. Il a été fortement influencé en fin d'année par la passation de commandes des chemins de fer belges aux constructeurs de matériel roulant, qui ont quelque peu compensé la régression de la demande étrangère, entre autres de la part du Congo et de quelques autres pays en voie de développement. De leur côté, la construction mécanique, les machines textiles et la construction d'équipement électrique ont bénéficié d'une augmentation des commandes tant intérieures qu'étrangères dès que se sont manifestés les premiers signes d'une reprise des investissements en Europe occidentale, et plus particulièrement aux Pays-Bas et en Allemagne. Pour l'ensemble du secteur, la valeur globale des commandes dépassait en fin d'année le maximum atteint lors de la précédente période de haute conjoncture.

La reprise de l'activité constatée en fin d'année 1958 dans l'*industrie de la construction* s'est progres-

sivement accentuée durant l'année 1959, principalement sous l'effet des mesures de relance des pouvoirs publics. Durant le dernier trimestre de l'année passée, le nombre d'ouvriers occupés a dépassé de 8 p.c. le chiffre correspondant de 1958, tandis que le chômage diminuait de 20 p.c. Par rapport à la même période de 1958, les primes De Taeye payées au second semestre de 1959 ont plus que doublé.

Les perspectives sont favorables. La hausse des adjudications publiques et des autorisations de bâtir, particulièrement sensible au second semestre de 1959 (+35 p.c. et +26 p.c. respectivement par rapport au second semestre de 1958), va faire sentir tous ses effets. D'ores et déjà, la durée moyenne assurée d'activité à fin de mois est en hausse sensible tant en travaux publics qu'en travaux privés : +13 p.c. environ pour les deux premiers mois de 1960 par rapport à la période correspondante de 1959.

L'accroissement des dépenses de construction a entraîné une amélioration de l'activité dans les *industries productrices de matériaux de construction*.

La production des cimenteries et celle des carrières ont enregistré des progrès particulièrement marqués au cours des derniers mois de 1959. Dans les briqueteries, la hausse de la demande a été satisfaite en ordre principal par des prélèvements sur les stocks, la production ayant été légèrement réduite de 1958 à 1959. L'essor s'est poursuivi dans les verreries qui n'ont d'ailleurs guère connu la récession.

La reprise s'est fortement accentuée dans l'*industrie chimique* au cours du deuxième semestre de 1959. L'indice de la production, établi sur base 1953 = 100 par la Fédération des Industries Chimiques de Belgique, est passé de 132 en 1958 à 158 en 1959, soit une augmentation de 20 p.c. d'une année à l'autre. Le maximum antérieur, qui était de 140 en 1957, a été ainsi largement dépassé.

L'expansion de l'activité dans l'industrie chimique présente un caractère structurel. Elle a été stimulée par la fermeté de la demande étrangère. Au cours de l'année 1959, les exportations de produits chimiques ont atteint un nouveau sommet avec 14,3 milliards de francs contre 12,5 milliards de francs en 1958.

L'activité de l'*industrie textile* qui fut une des premières à bénéficier de la reprise conjoncturelle, s'est développée à un rythme plus rapide au cours des derniers mois sans atteindre cependant le niveau maximum de la précédente haute conjoncture. L'indice de la production a atteint le niveau de 127,1 au dernier trimestre de 1959 contre 131,2 pour la période correspondante de 1956.

Le redressement est dû principalement à l'expansion de la demande extérieure. Sur le marché intérieur pourtant, le commerce a augmenté ses achats à l'industrie depuis plusieurs mois pour reconstituer les stocks.

L'augmentation de la production est très marquée dans la bonneterie et le secteur du tapis. Le dévelop-

pement de l'activité dans ces deux secteurs a eu des répercussions favorables sur les filatures. Toutefois, la demande de produits intermédiaires s'est surtout développée à l'exportation.

Pour l'ensemble de l'industrie textile, les exportations sont passées de 21,7 milliards en 1958 à 24,6 milliards en 1959, soit une hausse de 13,4 p.c. malgré les réductions des prix de vente; au premier trimestre de 1960, elles ont dépassé de 30 p.c. leur niveau du trimestre correspondant de 1959. De leur côté, les importations d'articles finis ont atteint 6,7 milliards en 1959 contre 5,8 milliards l'année antérieure, soit une hausse de 16 p.c.; elles ont eu pour effet d'accentuer la concurrence sur le marché intérieur.

Le développement de l'activité industrielle a accru les besoins d'énergie. Depuis la reprise conjoncturelle jusqu'au dernier trimestre de 1959, la consommation apparente de combustibles solides sur le marché intérieur a enregistré une progression d'environ 10 p.c. Celle-ci est essentiellement imputable aux centrales électriques, aux cokeries et aux cimenteries. Par contre, les autres utilisateurs ont encore réduit leurs achats. Toutefois, l'augmentation de la consommation intérieure de combustibles a davantage profité à l'industrie charbonnière belge, puisque les importations ont poursuivi leur régression. Elles ne représentaient plus au premier trimestre de 1960 que 60 p.c. du chiffre du trimestre correspondant de 1959.

Etant donné que les exportations ont aussi baissé pendant cette période, l'écoulement de la production charbonnière n'a accusé qu'une faible amélioration. Elle a cependant suffi pour amener une légère réduction des stocks depuis octobre, pour stabiliser le volume de production et atténuer quelque peu le chômage dans les mines.

Le redressement de la conjoncture économique n'a en fin de compte apporté aucun allègement aux difficultés structurelles de l'industrie charbonnière. Il a davantage mis en évidence la nécessité d'accélérer la fermeture des mines marginales, si l'on veut mettre fin à la surproduction charbonnière. Les pouvoirs publics ont été amenés à renforcer en fin d'année le programme d'assainissement. La réduction de la capacité de production à obtenir entre 1958 et 1963 devra porter sur 11 millions de tonnes au lieu de 7 millions initialement admis. En même temps, la Haute Autorité de la C.E.C.A. a autorisé la Belgique à contingenter les importations et à interdire aux charbonnages belges de disposer de plus de 20 p.c. de leurs stocks existant au 31 décembre 1959, à l'effet de prévenir un bradage des prix sur le marché intérieur et d'assurer un équilibre financier satisfaisant aux charbonnages capables de s'intégrer dans le marché commun.

Il n'en reste pas moins que l'industrie charbonnière ne peut toujours maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande qu'au prix de la mise en chômage d'un nombre élevé d'ouvriers mineurs.

### 3. Emploi et chômage.

L'essor de l'activité économique a exercé une influence croissante sur le marché de l'emploi. La résorption du chômage, assez limitée au premier semestre, s'est poursuivie à un rythme plus rapide dans les derniers mois de 1959. La moyenne journalière

Tableau II.

#### Evolution du chômage

Source : Office National du Placement et du Chômage.

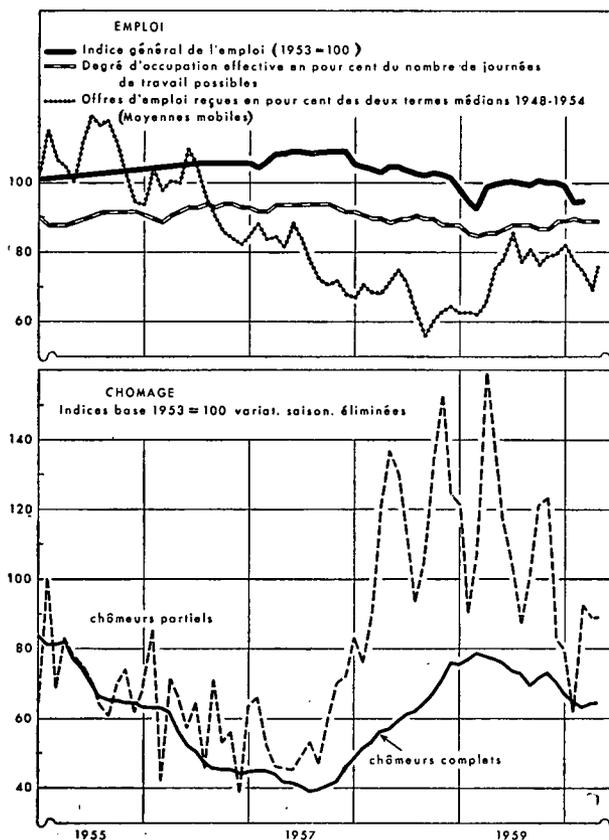
Moyenne journalière du nombre de chômeurs	1er trimestre 1959	1er trimestre 1960
	(en milliers)	
Chômeurs complets et partiels ...	292	221
Chômeurs occupés par les pouvoirs publics .....	10	7
Chômage « économique » .....	302	228
Chômage dans les mines <sup>1</sup> .....	— 18	— 16
Chômage « économique » sans les mines .....	284	212

<sup>1</sup> Le chômage dans les mines comprend le chômage partiel de loin le plus important, et le chômage complet.

lière des chômeurs complets et partiels a diminué de 25 p.c. environ entre le premier trimestre de 1959 et celui de 1960. Il convient toutefois de signaler que le chômage était tout particulièrement élevé au début de 1959 pour trois raisons : la rigueur relativement

Graphique 4.

#### Emploi et chômage



Sources : I.R.E.S. et B.N.B.

forte des intempéries hivernales a retardé la reprise de la construction, les ouvriers frontaliers ont été considérés comme chômeurs lors d'un conflit social avec les employeurs français, enfin, les difficultés sociales dans le Borinage ont contraint de nombreuses entreprises à suspendre leur activité.

La diminution du chômage rencontre cependant des obstacles d'ordre structurel. La crise charbonnière a exercé une influence déprimante sur le marché de l'emploi depuis la fin de 1957. En deux ans, les effectifs ouvriers occupés par les charbonnages ont été réduits de 34.000 unités <sup>(1)</sup>. De plus, la fermeture des charbonnages a déterminé une baisse de la production dans les industries « complémentaires » et par conséquent, une diminution de l'emploi d'environ 15.000 unités.

En vue d'apprécier les possibilités de résorption complète du chômage, dans la phase actuelle de la conjoncture, il y a lieu de tenir compte aussi de l'existence d'un nombre élevé de chômeurs qui ne sont pas en mesure de trouver facilement un emploi en raison de leur âge, de déficiences physiques ou d'une insuffisante qualification professionnelle. La proportion de ces chômeurs difficilement employables tend du reste à croître, ainsi que le met en évidence l'évolution du chômage depuis 1951, donnée au tableau III.

Tableau III.

#### Chômeurs complets difficilement employables

Source : Recensements semestriels de l'O.N.P.C.

Au 15 mai	Chômeurs âgés de 50 ans et plus	Manœuvres
	(en p.c. du total des chômeurs complets)	
1951 .....	33	36
1953 .....	35	39
1955 .....	44	38
1957 .....	58	45
1959 .....	46	44

En Belgique, l'insuffisance d'adaptation de l'offre de travail constitue une cause importante du chômage complet. Ainsi, même en période de maximum conjoncturel, il subsiste un nombre appréciable de chômeurs, qui pourraient difficilement être intégrés dans le processus de production. En réalité, le chômage dû à des facteurs économiques est moins élevé que ne l'indiquent les statistiques établies du reste sur des critères d'assurances sociales et non suivant des règles économiques.

A la fin de 1959, l'indice de l'emploi dans l'industrie et les transports avait à peine progressé par rapport au fond de la récession, alors que l'activité indus-

(1) Pendant cette période cependant, 7.500 mineurs étrangers ont quitté le pays.

trielle avait rejoint le niveau de la haute conjoncture précédente. Pour une part, cette situation s'explique par un allongement de la durée réelle du travail et par la diminution du chômage partiel. En effet, le degré d'occupation effective se redresse depuis le début de 1959. Mais la raison principale réside dans les progrès appréciables de la productivité dans l'industrie manufacturière belge. L'indice de la productivité horaire du travail <sup>(1)</sup> dans l'industrie manufacturière a progressé de 2,5 p.c. en 1957, de 1,6 p.c. en 1958 et de 9,5 p.c. en 1959. La rapide augmentation tient évidemment aux investissements de rationalisation auxquels les entreprises belges ont procédé ces dernières années en vue d'abaisser leurs coûts de production et de sauvegarder ainsi leur position concurrentielle.

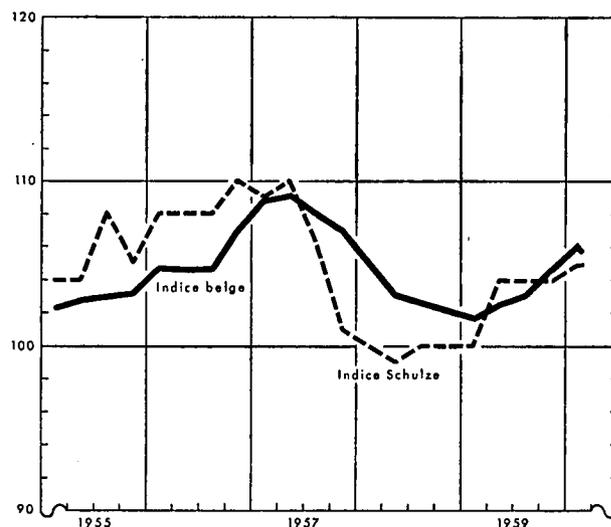
#### 4. Prix et salaires.

L'amélioration de la conjoncture a d'abord provoqué une hausse progressive des *prix de gros* des produits industriels, mais plus récemment les prix de divers produits, tels que l'acier, les fabrications métalliques et les peaux et cuirs, qui avaient souffert de pénuries accidentelles en 1959, ainsi que ceux des textiles, ont quelque peu fléchi. L'indice du Ministère des Affaires Economiques (base 1953=100) est passé de 101,3 en janvier 1959 à 106,4 un an plus tard pour retomber à 105,8 en mars-avril 1960.

Graphique 5.

#### Indices des prix de gros industriels

Moyennes trimestrielles  
(Base 1953 = 100)



Sources : Indice belge : Ministère des Affaires Economiques.  
Indice Schulze : Volkswirt.

Les indices disponibles ne donnent pas des indications univoques concernant l'évolution relative des

(1) La productivité horaire du travail dans l'industrie manufacturière a été calculée en divisant l'indice de la production par le produit de l'indice de l'emploi et de celui de la durée de travail hebdomadaire. Les indices sont calculés sur la base de 1953 = 100 et ont atteint successivement en 1956 : 121, en 1957 : 124, en 1958 : 126 et en 1959 : 138.

prix de gros des produits industriels aux trois stades de la production depuis le début de la reprise actuellement en cours, quoiqu'il semble bien que les prix des matières premières aient haussé un peu plus rapidement que ceux des demi-produits et des produits finis.

Par rapport à 1957 cependant, l'évolution est claire : les prix des produits finis ont nettement moins baissé que ceux des matières premières et des produits demi-finis. Si l'intensification de la concurrence a pesé sur les prix des produits finis, il y a aussi lieu de tenir compte du fait que la demande globale est restée néanmoins soutenue, notamment à la suite du maintien des dépenses de consommation et de l'accroissement des dépenses publiques. Par contre, les prix des matières premières et des produits demi-finis ont été affectés par l'augmentation considérable des capacités de production à ce stade au cours des dernières années, qui permettent de répondre d'autant plus facilement à une demande accrue que celle-ci n'a pas subi jusqu'à présent d'emballage spéculatif.

En sidérurgie, la reprise a contribué au raffermissement du marché, sans que des tensions se soient produites dans les prix. La marge entre les produits finis et les matières brutes n'a cessé de s'élargir jusqu'à la fin de 1959, puis s'est rétrécie au début de 1960.

L'évolution a été différente dans l'industrie textile, où, après une longue chute, les prix de gros des matières premières et des demi-produits se sont relevés plus fortement depuis le début de l'année passée que les prix de gros des produits finis. L'industrie textile est, en effet, plus sensible à la concurrence, notamment de la part des pays asiatiques et des pays de l'Est en ce qui concerne les produits finis, et de ce fait, la pression à la baisse des prix y a été beaucoup plus marquée. Ne voit-on pas, en effet, l'indice des articles finis en textiles se tenir au-dessous du niveau de 1953, alors que celui des produits sidérurgiques n'est jamais tombé aussi bas et a même atteint 120 à la fin de 1959.

L'intense concurrence sur les marchés de l'énergie, due à la surproduction charbonnière et pétrolière dans le monde, a entraîné une chute du prix du charbon tant domestique qu'industriel. Quant à l'énergie électrique, les producteurs poursuivent une politique d'abaissement des prix qui s'est matérialisée par une nouvelle baisse, à partir du début de 1960, d'environ 14 p.c. du prix payé par le consommateur industriel. Si la surproduction d'énergie ne s'est pas traduite par une baisse du pétrole, cela est dû notamment à la majoration du droit d'accise en décembre 1959 ainsi qu'au souci des producteurs de ne pas accentuer la concurrence faite au charbon par les huiles minérales.

La fermeté des prix des matériaux de construction traduit le caractère abrité de cette industrie, qui a par ailleurs largement profité de la relance des travaux publics et de la construction de bâtiments. Les

prix s'y sont encore considérablement raffermis au début de 1960.

Une grande stabilité caractérise également les produits chimiques. Le caractère abrité de certains débouchés intérieurs constitue sans doute un facteur d'explication.

En fabrications métalliques, le raffermissement de la demande a donné lieu à une hausse progressive des produits de première transformation qui s'est cependant ralentie au début de 1960; une augmentation plus modérée s'est dessinée depuis le second semestre de 1959 pour les biens d'équipement. Cette industrie est soumise à une vive concurrence ainsi que l'attestent les progrès appréciables des importations belgo-luxembourgeoises.

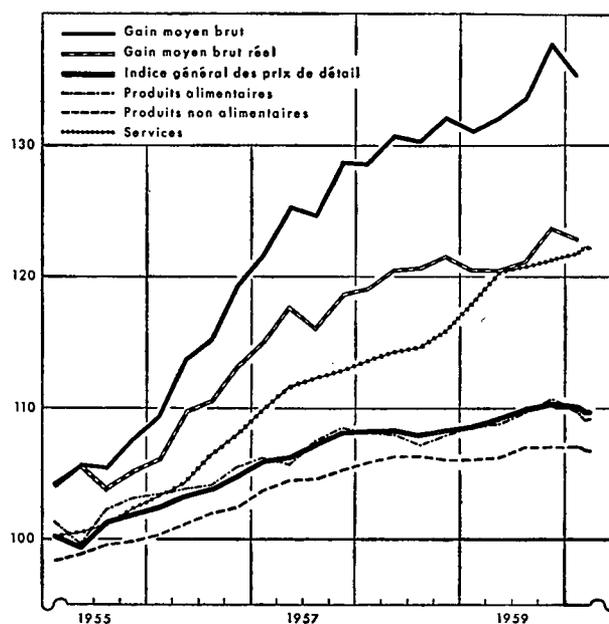
Les papiers et cartons ont vu leurs prix se stabiliser à un niveau très bas depuis le début de 1959, notamment sous l'influence de la concurrence accrue.

Les mouvements des marchés mondiaux influencent évidemment d'une manière directe les prix du caoutchouc, des peaux et cuirs, et des métaux non ferreux. Pour ces derniers, bien que l'accroissement de la consommation ait pu être facilement satisfait, les cours sur les marchés mondiaux se sont raffermis graduellement dans le cas du cuivre et du zinc; ils ont légèrement haussé pour le plomb dont les prix n'ont cependant pu retrouver le niveau de 1953; quant à l'étain, le comité directeur de l'accord international a réussi à stabiliser les cours, à réduire les stocks et même à assouplir les mesures restreignant la production dans les pays membres.

La tendance à la hausse qui caractérisait l'index des prix de détail depuis septembre 1958, s'est ren-

Graphique 6.

**Indices des prix de détail  
et du gain moyen brut par heure prestée**  
(Base 1953 = 100)



Sources : Ministère des Affaires Economiques.  
Calculs du Département d'Etudes et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique.

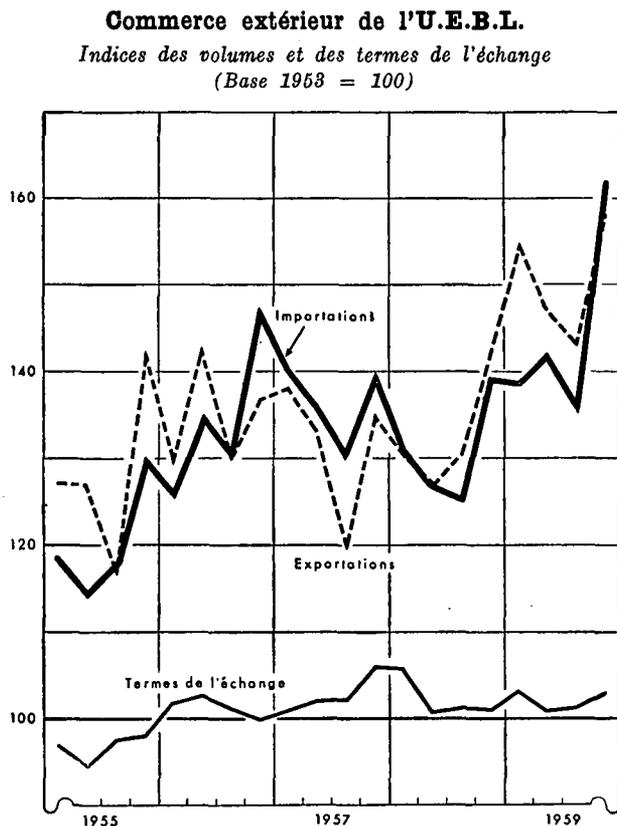
versée à partir de décembre 1959. Après avoir atteint en novembre le niveau maximum de 110,62 points, l'index est en diminution continue à la suite de la baisse des produits alimentaires, due au fléchissement des prix agricoles tant sur le marché intérieur qu'à l'importation.

En un an, depuis la fin de 1958, l'index des prix de détail a progressé de 1,6 p.c. alors que le gain horaire brut s'est relevé de 3,5 p.c. sous l'effet d'un rajustement des salaires nominaux à la hausse des prix de détail au second semestre de 1959 et de hausses extra-conventionnelles consécutives à l'essor de la conjoncture. De cette façon, les salaires réels se sont améliorés et la baisse récente des prix de détail favorise cette évolution qui constitue un facteur de soutien supplémentaire à l'essor de la conjoncture; elle est, en effet, de nature à stimuler la consommation des ménages.

### 5. Commerce extérieur.

La reprise des échanges extérieurs de l'U.E.B.L., amorcée au dernier trimestre de 1958, s'est progressivement accélérée pour se transformer en expansion vigoureuse depuis le milieu de l'année 1959. Bien que les prix, tant à l'importation qu'à l'exportation, soient restés inférieurs durant la majeure partie de

Graphique 7.



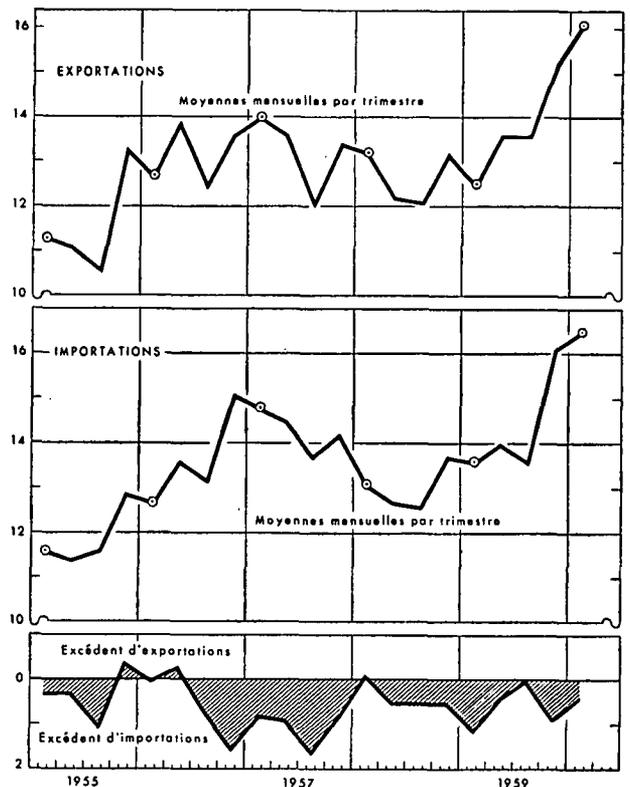
l'année écoulée à ceux pratiqués en 1958, la valeur des transactions avec l'étranger en 1959 a dépassé de 9 p.c. le chiffre correspondant de l'année précé-

dente et rejoint ainsi le niveau de l'année 1957. Le progrès des échanges exprimés en volume a été plus important encore. Comparativement à l'année 1957, la hausse des importations a atteint 6 p.c. et celle des exportations 11 p.c.

Le solde déficitaire global des échanges s'est élargi de 4,2 milliards en 1958 à 7,3 milliards en 1959, le pourcentage de couverture des importations par les exportations revenant d'une année à l'autre de 97 à 96 p.c. Cette évolution est due, pour une part au moins, à une détérioration des termes de l'échange.

Graphique 8.

**Commerce extérieur de l'U.E.B.L.**  
(En milliards de francs)



© Premier trimestre de l'année.  
Source : Institut National de Statistique.

Par rapport à 1958, la hausse des volumes exportés se chiffre en 1959 à 11 p.c. pour les demi-produits et les matières brutes et à 10 p.c. pour les produits finis. Parmi les produits qui ont le plus bénéficié de la demande étrangère, citons les matériaux de construction (+30 p.c. par rapport à 1958), les combustibles et lubrifiants (+17 p.c.) ainsi que les demi-produits et produits finis textiles (respectivement +24 p.c. et +17 p.c.).

Le rôle prépondérant joué par la demande des pays industrialisés, au premier rang desquels se trouvent les Etats-Unis et l'ensemble formé par les pays de la C.E.E., dans la reprise conjoncturelle en Belgique, n'a cessé de s'affirmer, favorisant ainsi l'essor des derniers mois.

Au contraire, les exportations à destination des pays sous-développés ont continué à fléchir en 1959.

Tableau IV.

## Orientation géographique du commerce extérieur de l'U.E.B.L.

(Moyennes mensuelles en milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Pays	Importations			Exportations		
	1957 2 <sup>e</sup> trimestre	1958 2 <sup>e</sup> trimestre	1959 4 <sup>e</sup> trimestre	1957 2 <sup>e</sup> trimestre	1958 2 <sup>e</sup> trimestre	1959 4 <sup>e</sup> trimestre
Pays industrialisés <sup>1</sup> .....	10,6	9,4	11,9	9,8	8,7	11,8
dont : C.E.E. ....	6,2	6,0	7,6	6,3	5,6	7,3
Royaume-Uni .....	1,2	0,9	1,3	0,7	0,7	0,9
Amérique du Nord .....	2,0	1,5	1,8	1,4	1,1	2,0
Pays socialistes <sup>2</sup> .....	0,3	0,2	0,4	0,3	0,4	0,5
Autres pays principalement sous-dévelop- pés .....	3,6	3,1	3,8	3,5	3,1	2,9
dont : Amérique latine .....	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8
Congo belge et Ruanda-Urundi	0,9	0,6	0,9	0,6	0,5	0,4
Total ...	14,5	12,7	16,1	13,6	12,2	15,2

<sup>1</sup> C.E.E., pays scandinaves, Royaume-Uni, Irlande, Amérique du Nord, Suisse, Autriche, Japon.<sup>2</sup> Zone Soviétique, Yougoslavie, Chine, Nord-Vietnam, Corée du Nord.

La baisse affecte particulièrement les envois de biens d'équipement, spécialement de machines et de matériel électrique, dont ces pays sont traditionnellement acheteurs. Les baisses les plus importantes ont été enregistrées dans les livraisons de machines et de matériel de transport au Congo belge et de produits sidérurgiques et de matériel de chemin de fer à l'Inde. Les derniers mois de l'année n'ont pas vu le retournement de la tendance. Ainsi que l'indique le tableau IV, la valeur des envois au quatrième trimestre est même restée inférieure à celle enregistrée au deuxième trimestre de l'année 1958, période de pleine récession.

L'allure des prix à l'exportation est devenue plus ferme au cours des derniers mois de 1959. La hausse reste cependant inférieure à l'augmentation de la valeur des exportations.

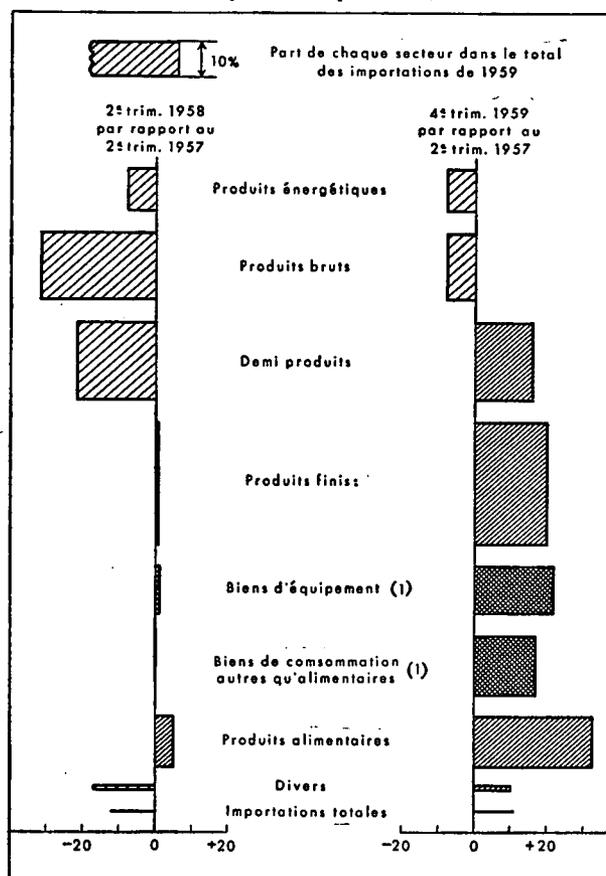
L'augmentation du volume des achats à l'étranger de l'U.E.B.L. en 1959 comparativement à 1958 traduit à la fois la nécessité de satisfaire les besoins accrus des industries en matières premières et biens d'équipement et de répondre à la hausse de la demande finale intérieure. Ceci explique que la progression du volume des achats concerne aussi bien les matières brutes (+8 p.c.) que les demi-produits (+13 p.c.) et les produits finis (+12 p.c.) et favorise à la fois les pays industrialisés, en particulier les États membres de la C.E.E., et les pays peu industrialisés. Les produits pour lesquels la demande en U.E.B.L. a été la plus vive ont été les articles textiles finis (+21 p.c.), les demi-produits métalliques (+17 p.c.), et le matériel de transport (+19 p.c.). Depuis le dernier trimestre de l'année passée, on observe également une hausse sensible du volume des achats de produits alimentaires, de minerais et de produits chimiques.

Quant aux prix à l'importation, ils manifestent, depuis le dernier trimestre de 1959, de légers signes de raffermissement.

Graphique 9.

## Evolution de la valeur des importations de l'U.E.B.L. au cours de la récession et de la reprise

(Exprimée en pour cent)

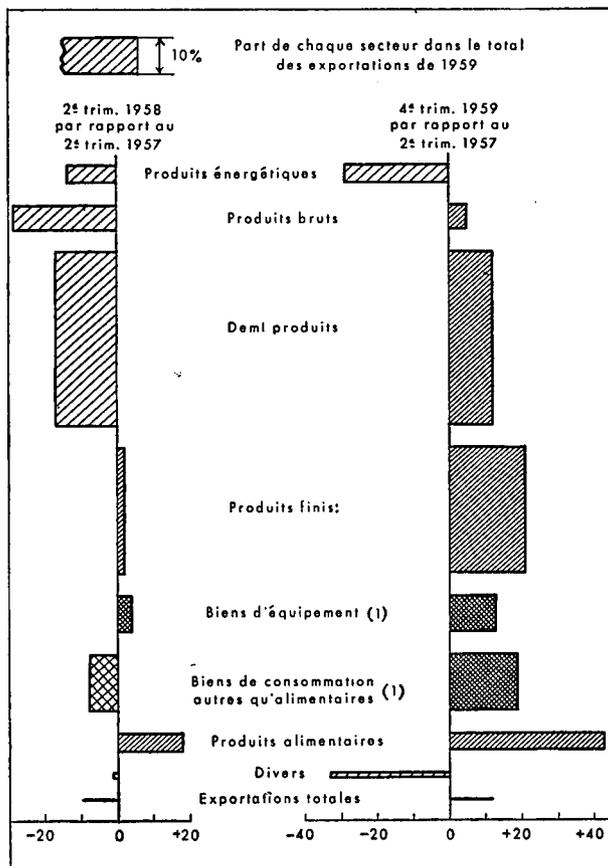


<sup>1</sup> Compris dans les « produits finis ».  
Source : Institut National de Statistique.

Les graphiques 9 et 10 permettent de prendre une vue de l'évolution de la valeur des échanges de l'U.E.B.L. pour diverses catégories de produits au cours des phases conjoncturelles récentes.

Graphique 10.

**Evolution de la valeur des exportations  
de l'U.E.B.L. au cours de la récession  
et de la reprise**  
(Exprimée en pour cent)



1 Compris dans les « produits finis ».  
Source : Institut National de Statistique.

L'évolution décrite ci-dessus des courants d'échanges n'a pas été sans entraîner certains changements importants dans les balances commerciales de l'U.E.B.L. à l'égard des diverses zones de transactions.

Les soldes des balances à l'égard des régions peu industrialisées du globe se sont détériorés en raison du fléchissement de la demande de biens d'équipement de ces pays. A l'inverse, la balance commerciale de l'U.E.B.L. avec les Etats-Unis, constamment déficitaire dans le passé, est devenue excédentaire (+5,5 milliards) sous l'effet d'une avance sensible des ventes de produits sidérurgiques et chimiques, de laine et de verre. Un autre fait important à signaler réside dans l'accroissement de près de 5 milliards du déficit vis-à-vis de la France, causé à la fois par une augmentation des importations d'automobiles et de produits sidérurgiques et un recul des ventes d'acier et de combustibles solides.

En ce qui concerne l'évolution récente des échanges, les chiffres disponibles indiquent un renforcement de l'expansion du commerce extérieur de l'U.E.B.L. durant le premier trimestre de l'année en cours. En mars, les importations et les exporta-

tions ont atteint des niveaux records : 17,2 milliards pour les ventes contre 17 milliards pour les achats. Du premier trimestre de 1959 à celui de 1960, la hausse des exportations se chiffre à 29 p.c. et celle des importations à 22 p.c. Le progrès plus rapide des exportations indique que l'économie de l'U.E.B.L. a maintenant dépassé le stade de la reprise et se trouve en pleine expansion. L'évolution des échanges par produits entre le premier trimestre de 1959 et celui de 1960 montre une avance très sensible des ventes des produits sidérurgiques, textiles et chimiques, ainsi que de machines et de matériel de transport. Géographiquement, les progrès les plus importants ont été enregistrés dans les livraisons aux pays membres de la C.E.E., et particulièrement à l'Allemagne Fédérale. Quant à l'accroissement des importations, il concerne surtout les acquisitions de produits textiles, de métaux, de machines et de matériel de transport. Les pays fournisseurs les plus favorisés ont été le Congo belge et les Etats-Unis.

## 6. Aspects monétaires et financiers (1).

La reprise économique décrite ci-avant a donné lieu à une augmentation des paiements. On ne peut malheureusement en mesurer l'ampleur de façon exhaustive, par manque de données statistiques. Les seules informations qui soient disponibles à ce propos concernent les paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue et ceux qui sont réalisés par prélèvements sur des avoirs en comptes de chèques postaux : elles indiquent qu'en moyenne mensuelle les premiers sont passés de 85,7 milliards en 1958 à 90,3 milliards en 1959 et les seconds de 80,4 milliards à 83,4 milliards.

La progression de ces paiements ayant pourtant été moins importante que l'augmentation du volume de la monnaie scripturale, le coefficient de rotation des dépôts bancaires à vue et celui des avoirs en comptes de chèques postaux se sont réduits. Le coefficient de rotation des dépôts bancaires à vue est descendu de 1,99 en 1958 à 1,91 en 1959; simultanément, celui des avoirs en comptes de chèques postaux est revenu de 3,25 à 3,10.

Le volume de monnaie fiduciaire à la disposition de l'économie n'ayant pratiquement pas augmenté dans le courant de l'année 1959, le rythme de progression du *stock monétaire* s'est ralenti. En 1959, le stock monétaire ne s'est accru qu'à concurrence d'une moyenne mensuelle de 0,6 milliard, alors que, pour l'ensemble de la période constituée par le quatrième trimestre de 1957 et l'année 1958 qui correspond à peu près à la période de récession, il avait augmenté en moyenne de 1 milliard par mois.

Par contre, l'augmentation des liquidités quasi monétaires a été plus importante en 1959 que pendant la période octobre 1957-décembre 1958.

(1) Les tableaux relatifs à cette partie de l'aperçu figurent en annexe.

Cette évolution provient exclusivement du mouvement des dépôts en devises de résidents. Ces placements auprès du système bancaire, qui avaient diminué en moyenne de 0,1 milliard par mois pendant la période correspondant à l'ensemble du dernier quart de 1957 et de l'année 1958, ont augmenté à une cadence de 0,1 milliard par mois en 1959; l'augmentation s'est produite en majeure partie durant le dernier trimestre lorsque des disparités sont apparues entre les taux d'intérêt à court terme belges et étrangers.

Au total, l'ensemble du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires n'a pas augmenté proportionnellement beaucoup moins en 1959 que pendant l'ensemble des quinze mois antérieurs; pour ces deux périodes, l'accroissement exprimé en moyenne mensuelle est respectivement de 1,1 milliard et de 1,3 milliard. Mais les origines de cette augmentation sont essentiellement différentes.

L'accroissement des avoirs du système monétaire en devises consécutif aux opérations des entreprises et des particuliers avec l'étranger qui, pendant l'ensemble de l'année 1958 et des trois derniers mois de 1957, avait atteint un montant moyen mensuel de 1,3 milliard, n'a porté que sur 0,1 milliard par mois en moyenne en 1959. Par contre, le financement monétaire des pouvoirs publics et la monétisation d'effets publics se sont accrus; le financement monétaire des pouvoirs publics qui, en moyenne, avait été de 0,3 milliard par mois, d'octobre 1957 à décembre 1958, a porté sur 0,4 milliard en moyenne en 1959; parallèlement, d'une période à l'autre, le montant moyen mensuel de la monétisation d'effets publics est passé de 0,2 milliard à 0,3 milliard. Enfin, un renversement s'est produit dans l'évolution de l'encours dans le système monétaire des crédits aux entreprises et particuliers résidents; à une diminution moyenne mensuelle de 0,5 milliard pendant la période octobre 1957-décembre 1958, s'est substituée en 1959 une augmentation de 0,4 milliard.

Du point de vue des opérations avec l'étranger, l'année 1959 peut être scindée en deux périodes; d'une part, l'ensemble des trois premiers trimestres qui, selon la statistique de l'analyse monétaire, s'est soldé par un déficit de 2,1 milliards, d'autre part le dernier quart de l'année au cours duquel un boni de 2,8 milliards a été réalisé.

Le déficit de la période janvier-septembre 1959 résulte surtout de l'évolution des transactions invisibles influencées en partie par des facteurs accidentels, tels que la grève des ouvriers frontaliers. Une détérioration très nette du solde des déplacements à l'étranger s'est également produite, mais ce chiffre avait été anormalement favorable en 1958 du fait de l'Exposition de Bruxelles.

L'augmentation des encours de fabrication et la reconstitution des stocks liées à la reprise conjoncturelle n'ont pas provoqué l'apparition d'un solde débiteur net dans les opérations sur marchandises

avec l'étranger. Il semble que les raisons de la persistance d'un boni doivent être recherchées dans la stabilité relative d'ensemble des prix des matières premières et dans les brefs délais de réaction aux impulsions extérieures dont ont fait preuve certains secteurs industriels.

De décembre 1958 à décembre 1959, le montant des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers résidant en Belgique a augmenté de 3,3 milliards.

Parmi ces crédits, ceux qui sont financés par les organismes monétaires eux-mêmes se sont accrus de 4,2 milliards. Cet accroissement correspond à concurrence de 1,5 milliard au développement des crédits financés par les banques de dépôts et pour 2,7 milliards à l'augmentation des encours à la Banque Nationale. L'expansion du recours au réescompte de la Banque Nationale qui s'est produite en décembre a été tout à fait temporaire.

Parmi les secteurs économiques qui, traditionnellement, recourent assez largement au crédit des banques de dépôts, ceux qui sont mentionnés ci-après ont augmenté leur endettement en 1959 : commerce de gros, industrie textile, entreprises de transport, entreprises financières, industrie alimentaire, industrie de la construction, métallurgie du fer, intermédiaires et courtiers, charbonnages. Par contre, endéans la même période, l'industrie des fabrications métalliques et l'industrie chimique ont réduit leurs engagements.

Le financement monétaire des pouvoirs publics et la monétisation d'effets publics ont atteint ensemble 7,7 milliards en 1959.

Le financement monétaire des pouvoirs publics par achats de devises a été négatif : le système bancaire a vendu 4,1 milliards au Trésor qui les a utilisés au profit du Congo et du Ruanda-Urundi, pour effectuer un versement au Fonds Européen et pour financer une partie de ses engagements à l'égard de la Banque Européenne d'Investissement et du Fonds de Développement des Territoires d'Outre-Mer.

Le financement monétaire des pouvoirs publics par octroi de crédits et la monétisation d'effets publics ont porté ensemble en 1959 sur 11,8 milliards. Ces acquisitions d'actifs ont notamment été financées par les banques privées grâce à l'augmentation des dépôts des résidents et des engagements envers l'étranger, et par le Fonds des Rentes grâce au placement de certificats dans les banques et à une dotation de 2,8 milliards de l'Etat. Conformément aux dispositions de la loi du 19 juin 1959, l'Etat a, en effet, remis au Fonds, pour lui permettre d'élargir son action, les 2,8 milliards qu'il avait reçus de la Banque Nationale en contrepartie de la reprise par la Banque de la souscription en or de la Belgique au Fonds Monétaire International.

En 1959, le financement monétaire du Trésor a progressé de 2,9 milliards. Ce chiffre peut être sub-

divisé en deux parties : un montant négatif de 3,2 milliards représentant des dépenses budgétaires que le Trésor a effectuées à l'étranger (amortissements de dette extérieure consolidée, aide financière au Congo belge, avances au Ruanda-Urundi, versements au Fonds de Développement des Territoires d'Outre-Mer, libération d'une fraction de la souscription de la Belgique au capital de la Banque Européenne d'Investissement, etc.) et un montant positif de 6,1 milliards représentant les recettes nettes de trésorerie qu'a procurées le recours au crédit des organismes monétaires ou de l'étranger.

En d'autres termes, le déficit budgétaire de l'année 1959, évalué par le Ministère des Finances à 25,8 milliards, a provoqué une destruction de monnaie de 3,2 milliards <sup>(1)</sup>, tandis que son financement a entraîné une création de monnaie de 6,1 milliards, les 19,7 milliards restants ayant été financés par l'utilisation de monnaie existante.

Le déficit budgétaire de 1959 a dépassé de 1,1 milliard celui de l'année précédente. Cette augmentation a été déterminée par un accroissement des dépenses ordinaires supérieur à celui des recettes ordinaires; ces dernières se sont accrues de 5,9 milliards et les dépenses ordinaires de 7,1 milliards.

On a vu plus haut comment le financement du déficit budgétaire de 1959 se subdivisait suivant qu'il a entraîné ou non création de monnaie. Il peut encore être ventilé selon qu'il s'est fait par un appel au marché intérieur des capitaux (émissions publiques d'emprunts consolidés ou d'emprunts à moyen terme sous déduction des remboursements de ces derniers) ou sous d'autres formes (souscription de certificats de trésorerie par des parastataux, les banques et la Banque Nationale, augmentation des avoirs des particuliers à l'Office des Chèques Postaux, émission d'emprunts consolidés en devises ou de certificats de trésorerie en devises, etc.) La première de ces modalités de financement a porté sur 17,8 milliards en 1959 contre 13,6 milliards en 1958 et la seconde sur 8 milliards en 1959 contre 11,1 milliards en 1958. Ces chiffres reflètent l'élargissement du marché belge des capitaux en 1959.

Pour les *premiers mois de 1960*, les variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires et leurs origines ne peuvent encore être mesurées avec exactitude. Des données partielles permettent cependant de dégager les grandes tendances.

On a vu ci-avant que les opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital des pouvoirs publics et des donations officielles) avaient laissé un solde positif pendant le quatrième trimestre de 1959. Il en a été de même au début de 1960; les avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale se sont notamment accrus de 5 milliards pendant l'ensemble

des quatre premiers mois et cet accroissement n'est pas dû aux opérations en capital des pouvoirs publics et aux donations officielles.

L'ensemble des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation logés dans le système monétaire et accordés aux entreprises et particuliers résidents paraît avoir poursuivi au premier trimestre de 1960 la progression qu'il avait commencée au dernier trimestre de 1959.

Nos informations actuelles indiquent que le Trésor a eu recours au financement monétaire pendant la période janvier-avril 1960. Cette augmentation des facilités accordées au Trésor par les organismes monétaires n'a toutefois pas beaucoup de signification en soi, la période considérée étant relativement courte; en courte période, en effet, les prélèvements du Trésor sur sa marge auprès de la Banque Nationale subissent de brusques oscillations en rapport avec l'émission sur le marché intérieur d'emprunts consolidés.

Envisagé sur une plus longue période, le financement monétaire du Trésor est fonction de l'importance des déficits budgétaires et des possibilités d'emprunts du Trésor sur le marché intérieur, en dehors des organismes monétaires. Par comparaison avec l'année 1959, on peut s'attendre à une diminution du déficit budgétaire global. Le budget ordinaire de 1960 a été déposé en équilibre alors que le budget de 1959 s'est clôturé par un déficit d'environ 8 milliards. Pour la période janvier-avril 1960, les recettes fiscales effectives sont inférieures de 0,8 milliard aux prévisions, mais cette moins-value est attribuable à concurrence de 0,5 milliard à des circonstances exceptionnelles : il s'agit de l'utilisation en 1960 des stocks d'huiles minérales constitués en 1959 en prévision du relèvement du droit sur ces huiles. D'autre part, il paraît raisonnable de prévoir pour 1960 une aggravation du déficit du budget extraordinaire, étant donné les dépenses que la Belgique effectue en faveur du Congo et du fait de la progression en 1959 des engagements de dépenses qui donnera lieu en 1960 à un accroissement des décaissements. Au total, le déficit budgétaire demeure important, mais dans les circonstances actuelles, on peut, semble-t-il, émettre l'hypothèse qu'il sera financé en grande partie par l'émission d'emprunts consolidés sur le marché intérieur.

En conclusion, il s'est produit au début de 1960 une augmentation des actifs des organismes monétaires, surtout des créances nettes sur l'étranger. La contrepartie de cette augmentation a pris en ordre principal la forme d'une progression des dépôts bancaires et plus particulièrement, au cours des deux premiers mois, d'une progression des dépôts à terme. L'accumulation de ces derniers a été favorisée par la hausse de leurs rendements, consécutive au relèvement du taux d'intérêt des certificats du Fonds des Rentes et des certificats de la tranche B de l'emprunt spécial de novembre 1957, qui constituent pour les banques une partie importante de leurs placements.

(1) Ce montant ne représente pas le total des dépenses budgétaires à l'étranger, mais uniquement celles d'entre elles qui constituent des opérations en capital et des donations officielles. En effet, seuls ces deux types de transactions sont repris dans le financement monétaire du Trésor.

L'accroissement de leurs moyens d'action et le dénouement d'opérations faites dans un but de « window-dressing » à la fin de 1959 ont permis aux banques d'assumer la charge du financement d'une plus grande partie des crédits octroyés au secteur privé et d'accroître leurs créances sur le secteur public.

Le fait que les banques ont financé une plus grande partie des crédits accordés par elles aux entreprises et particuliers et que l'Institut de Réescompte et de Garantie a pu se procurer tout le call money dont il avait besoin pour financer son portefeuille grâce aux apports du Fonds des Rentes, explique que le portefeuille commercial de la Banque Nationale se soit maintenu à un niveau très bas dans les premiers mois de l'année en cours.

La baisse des *taux d'intérêt* qui avait commencé en 1958, s'est poursuivie au début de 1959. Les taux d'escompte de la Banque Nationale ont été réduits de 0,25 p.c. le 8 janvier 1959; à cette date, le taux d'escompte des traites acceptées, domiciliées en banque, s'établissait à 3,25 p.c. Le taux de l'argent au jour le jour est descendu de 1,10 p.c. en décembre 1958 à 1 p.c. en janvier 1959; dans le même laps de temps, celui des certificats de trésorerie à très court terme (4 mois) est revenu de 2,50 p.c. à 2,25 p.c.; enfin, le taux des certificats de trésorerie à 12 mois émis par adjudication est passé de 3,922 p.c. lors de l'adjudication de décembre 1958 à 3,696 p.c. lors de l'adjudication d'avril 1959. Quant au rendement des emprunts d'Etat de 5 à 20 ans, il est descendu d'une moyenne mensuelle de 4,96 p.c. pendant le quatrième trimestre de 1958 à une moyenne de 4,88 p.c. pour l'ensemble des trois premiers mois de 1959.

Pendant les mois suivants de l'année 1959 et jusqu'en novembre, l'évolution de ces différentes catégories de taux a été moins uniforme. D'une part, le taux de l'argent au jour le jour et celui des certificats de trésorerie à très court terme (4 mois) sont demeurés au niveau atteint en janvier; d'autre part, le taux des certificats de trésorerie émis par adjudication et le rendement moyen des emprunts d'Etat de 5 à 20 ans ont amorcé un mouvement de hausse qui les a portés respectivement à 4,07 p.c. et à 5,11 p.c. en novembre.

De nouvelles hausses de taux se sont produites en fin d'année; elles doivent être rapprochées, pour l'argent au jour le jour, de la réforme du marché du call money et, en ce qui concerne les autres taux à court terme, du relèvement du taux d'escompte officiel qui a eu lieu le 24 décembre 1959.

La réforme du marché de l'argent à très court terme, intervenue le 17 novembre 1959, a été décrite dans le numéro d'avril de ce *Bulletin* <sup>(1)</sup>. Le taux de l'argent au jour le jour, qui était de 1 p.c. avant cette réforme, s'est situé à 2,17 p.c. en décembre 1959 (moyenne pondérée des taux journaliers moyens).

Au début de décembre 1959, les rendements des placements à court terme étaient en Belgique nettement inférieurs à ce qu'ils étaient à l'étranger. Alors que les dépôts en francs belges à trois mois de terme dans les banques belges rapportaient un intérêt de 1,6 p.c., le rendement des bons du Trésor à trois mois était d'environ 4,5 p.c. aux Etats-Unis, 3,5 p.c. au Royaume-Uni et 5 p.c. au Canada.

La reprise économique étant moins avancée en Belgique qu'à l'étranger, les disparités de taux tendaient encore à s'accroître et suscitaient des sorties de capitaux privés et un déplacement des réserves de la Banque Nationale vers les banques privées qui les détenaient pour compte du public. Cette évolution était de nature à restreindre le volume des liquidités au moment où la tendance conjoncturelle et le déficit budgétaire requéraient que des ressources suffisantes fussent maintenues à la disposition de l'économie; aussi, la Banque majora-t-elle ses taux le 24 décembre.

A cette date, le taux d'escompte des traites acceptées domiciliées en banque a été porté de 3,25 p.c. à 4 p.c.; cependant, pour éviter une majoration trop importante des taux débiteurs dans les banques, le relèvement du taux a été limité à 0,50 p.c. pour l'escompte de traites non acceptées et à 0,25 p.c. pour les avances sur effets publics dont l'échéance est à plus d'un an. En outre, pour permettre aux banques de relever le barème des taux qu'elles paient aux titulaires de dépôts à terme, l'écart entre, d'une part, le taux des traites acceptées domiciliées en banque et, d'autre part, le taux des certificats du Fonds des Rentes et celui des certificats de trésorerie de la tranche B de l'emprunt spécial, a été réduit de 0,75 p.c. à 0,25 p.c. le premier janvier 1960.

Le taux des certificats de trésorerie à très court terme (4 mois) a été majoré de 0,75 p.c. lors du relèvement du taux d'escompte officiel. Cette majoration et d'autres de moindre ampleur qui ont eu lieu avant et après l'ont porté de 2,25 p.c. le 19 novembre 1959 à 3,75 p.c. le 5 janvier 1960, niveau auquel il se situait encore à la fin d'avril.

En janvier 1960, lors de la première adjudication après le relèvement du taux d'escompte officiel, le taux des certificats à 12 mois a progressé de 0,287 p.c., soit sensiblement plus que pendant aucun mois depuis le début du mouvement de hausse en cours depuis avril 1959. Après avoir encore augmenté, bien que dans une mesure moindre, à l'adjudication de février, il est resté stable les deux mois suivants. Le 3 mai, aucun certificat à 12 mois n'a été adjugé, mais les taux des certificats à 6 et à 9 mois ont dépassé ceux qui avaient été enregistrés lors de l'adjudication précédente.

L'incidence du relèvement du taux d'escompte officiel sur le taux de l'argent au jour le jour a été plus que compensée par l'abondance des liquidités: en avril 1960, la moyenne pondérée des taux journaliers moyens n'a plus atteint que 1,745 p.c. contre 2,17 p.c. en décembre 1959.

(1) Pp. 172-173.

La hausse du rendement moyen des emprunts d'Etat de 5 à 20 ans s'est poursuivie en 1960. Elle reste cependant modérée puisque l'écart entre le minimum de février 1959 et le niveau d'avril 1960 est de 0,39 p.c. seulement.

## 7. Conclusions.

Un des traits saillants de la reprise conjoncturelle actuellement en cours en Belgique est son caractère équilibré.

En volume, l'augmentation des exportations, qui a été la cause principale de la reprise, a été sensiblement égale en 1959 à celle des importations. Ce fait, ainsi que la lenteur avec laquelle les crédits bancaires aux entreprises et particuliers résidents ont progressé, indiquent que les stocks n'ont pas été anormalement gonflés. Les perspectives d'évolution des prix de gros n'ont, en effet, jamais été de nature à inciter les industriels et les commerçants à procéder à un stockage spéculatif.

Le déficit budgétaire important, qui a constitué un facteur de soutien conjoncturel, a pu être financé sans difficulté sérieuse grâce à l'abondance des apports de fonds sur le marché intérieur des capitaux et à la grande liquidité du système bancaire. Aux fonds apportés sur le marché des capitaux par des résidents sont sans doute venus s'ajouter, en plus grand nombre que dans le passé depuis le début de 1959, des fonds en provenance du Congo. Les banques de dépôts ont, de leur côté, accru considérablement leur portefeuille d'effets publics parce que la demande de crédit privé est restée faible et parce que les entreprises et particuliers ont augmenté leurs dépôts à vue, à terme et en devises plutôt que leurs encaisses en billets; le rapport entre la monnaie fiduciaire et la monnaie scripturale est tombé de 57,4 p.c. à la fin de 1958 à 56,1 p.c. à la fin de 1959; ce fléchissement peut être considéré comme un mouvement structurel (le rapport le plus bas enregistré précédemment pour une fin d'année était de 57,5 p.c. en 1955) qui a été renforcé par des influences conjoncturelles et par les exportations de capitaux privés du Congo vers la Belgique.

Les souscriptions d'effets publics par les banques ont porté notamment sur des certificats du Fonds des Rentes dont les moyens d'action ont ainsi été renforcés, comme ils l'ont été par la reprise par la Banque Nationale de la souscription en or de la Belgique au Fonds Monétaire International. Le Fonds des Rentes sera dès lors en mesure d'empêcher qu'un manque de liquidités n'entrave le développement des investissements privés qui devrait constituer dans les mois qui viennent un facteur important d'expansion économique.

Le caractère équilibré de la reprise s'est également traduit par l'absence de tensions en matière de prix et de salaires.

L'expansion conjoncturelle en Belgique n'a donc pas soulevé de problèmes, mais certaines difficultés sont apparues ou pourraient apparaître du fait qu'elle

a été plus tardive et plus lente que dans certains pays étrangers où se sont déjà manifestés des déséquilibres. Ceux-ci ont été combattus par diverses mesures de politique monétaire et notamment par des relèvements de taux d'intérêt.

Ces relèvements risquant de provoquer en Belgique un exode de capitaux, les autorités belges y ont répondu, comme on l'a vu plus haut, en suscitant une majoration sensible des taux créditeurs dans les banques, tout en limitant, dans toute la mesure du possible, la hausse des taux débiteurs payés par les entreprises et les particuliers que ne réclamait pas la situation intérieure.

Il faut espérer que les mesures prises à l'étranger réussiront à redresser les déséquilibres qui y sont apparus et y permettront le maintien à un niveau élevé de l'activité économique. Si cette dernière venait à fléchir, en effet, le mouvement d'expansion conjoncturelle actuellement en cours en Belgique pourrait être arrêté par une baisse de la demande extérieure avant d'avoir atteint son apogée dont il est encore assez éloigné comme le montrent les chiffres de l'emploi et du chômage.

Le décalage qui s'est produit entre la conjoncture belge et la conjoncture de certains pays étrangers devrait, pour être expliqué de façon complète, faire l'objet d'une étude approfondie. Il est certain cependant que deux facteurs y ont contribué : l'un est la crise que traverse depuis plusieurs années l'industrie charbonnière belge, l'autre est la place relativement restreinte qu'occupent en Belgique certaines industries productrices de biens de consommation durables tels que les voitures automobiles et l'équipement ménager dont le vigoureux développement a précisément été l'une des principales causes de l'expansion actuellement en cours dans le monde.

La lenteur relative de la reprise économique au cours de la phase actuelle de la conjoncture semble accréditer l'opinion suivant laquelle la croissance de l'économie belge se caractériserait par un retard prononcé par rapport aux pays industriellement aussi avancés. A l'appui de cette thèse, on avance des comparaisons internationales de la progression du

Tableau V.

### Evolution à long terme du volume du Produit National Brut par habitant

(En indices 1938 = 100)

Sources : O.E.C.E. et Deutsches Statistisches Jahrbuch.

	1950	1953	1957	1958
Pays du Marché Commun :				
Belgique .....	121	131	147	145
Allemagne .....	88	110	141	142
Italie .....	96	114	139	143
Pays-Bas .....	111	122	143	144
France .....	121	132	158	159
Royaume-Uni .....	107	112	124	122
Etats-Unis .....	154	169	174	168

Produit National Brut depuis 1953. Pareille comparaison montre en effet que, de 1953 à 1958, le volume du P.N.B. par tête d'habitant a progressé de 10 p.c. en Belgique contre 18 p.c. aux Pays-Bas, 20 p.c. en France, 30 p.c. en Allemagne, 9 p.c. au Royaume-Uni. Cependant, il s'agit là d'une période fort courte pour mesurer le taux de croissance économique, d'autant plus qu'en 1953 des pays avaient largement dépassé le stade de leur reconstruction économique de l'après-guerre, alors que d'autres étaient loin d'avoir achevé la restauration d'une économie, parfois durement éprouvée par les hostilités et par des amputations territoriales.

La comparaison internationale du rythme de croissance offre une image très différente, si l'on prend pour base l'année 1938.

De 1938 à 1953, c'est en Belgique, aux Etats-Unis et en France que le rythme de la croissance

économique a été le plus élevé. Par la suite, il a en général été le plus élevé dans les pays qui ont été particulièrement éprouvés par la guerre et ont souffert dans l'immédiat après-guerre d'un retard dans la restauration de leur économie. Si l'on considère toute la période de 1938 au dernier maximum qui se situe en 1957 ou en 1958 selon les pays, on constatera que le rythme de la croissance économique de la Belgique n'a été inférieur qu'à celui des Etats-Unis et de la France.

Sans attacher une valeur absolue aux écarts dans les rythmes de croissance mis en lumière par cette comparaison internationale, on est néanmoins amené à contester le fait que le développement économique de la Belgique accuse actuellement le retard prononcé que certains se croient en droit de dénoncer sur la base de séries statistiques portant sur une courte période.

\*  
\*\*

Tableau VI.

**Variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires**  
Moyenne mensuelle pour chaque période  
(En milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires				Total (6) = (1) + (5)
		Dépôts à terme et en carnets ou livrets (2)	Dépôts en devises de résidents (3)	Liquidités du Trésor (4)	Total (5) = (2) + (3) + (4)	
Année 1955 et 1 <sup>er</sup> semestre 1956 .....	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,1	—	+ 0,3	+ 0,9
2 <sup>e</sup> semestre 1956 et 1 <sup>er</sup> semestre 1957 ...	+ 0,6	— 0,2	—	—	— 0,2	+ 0,4
3 <sup>e</sup> trimestre 1957 .....	— 2,5	+ 0,1	+ 0,2	—	+ 0,3	— 2,2
4 <sup>e</sup> trimestre 1957 et année 1958 .....	+ 1,0	+ 0,4	— 0,1	—	+ 0,3	+ 1,3
Année 1959 .....	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,1	—	+ 0,5	+ 1,1

Tableau VII.

**Vitesse de rotation des dépôts bancaires à vue et des avoirs en comptes de chèques postaux**  
Montants globaux des paiements effectués au moyen de ces avoirs \*  
(Moyennes mensuelles par mois type de 25 jours)

Périodes	Coefficient de rotation des :		Montants globaux des paiements effectués au moyen de :		
	Dépôts bancaires à vue (1)	Avoirs en C.C.P. ** (2)	Dépôts bancaires à vue	Avoirs en C.C.P. **	Total
			(3)	(4)	(5)
1955 .....	1,92	3,06	75,4	66,8	142,2
1956 .....	1,95	3,01	83,5	70,3	153,8
1957 .....	2,08	3,25	89,8	76,6	166,4
1958 .....	1,99	3,25	85,7	80,4	166,1
1959 .....	1,91	3,10	90,3	83,4	173,7

\* Approximations données par le total des débits en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

\*\* Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements de compte à compte constituant double emploi, qui résultent de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

Tableau VIII. Origines des variations du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires

Moyenne mensuelle pour chaque période

(En milliards de francs)

Périodes	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital des pouvoirs publics)	Financement monétaire des pouvoirs publics	Monétisation d'effets publics	Crédits aux entreprises et particuliers résidents (encours dans le système monétaire) *	Divers	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (8) du tableau VI
Année 1955 et 1 <sup>er</sup> semestre 1956 .....	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,2	—	—	+ 0,9
2 <sup>e</sup> semestre 1956 et 1 <sup>er</sup> semestre 1957 ...	— 0,3	— 0,1	+ 0,1	+ 0,7	—	+ 0,4
3 <sup>e</sup> trimestre 1957 .....	— 0,9	— 1,0	— 0,1	—	— 0,2	— 2,2
4 <sup>e</sup> trimestre 1957 et année 1958 .....	+ 1,3	+ 0,3	+ 0,2	— 0,5	—	+ 1,3
Année 1959 .....	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,4	— 0,1	+ 1,1

\* Le mouvement du total des crédits aux entreprises et particuliers résidents pour chacune des cinq périodes se mesure par les moyennes mensuelles suivantes : + 150 millions, + 700 millions, — 800 millions, — 250 millions et + 275 millions.

Tableau IX. Evolution des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires

(En milliards de francs)

Périodes	Opérations avec l'étranger (à l'exception des opérations en capital des pouvoirs publics)	Opérations en capital des pouvoirs publics	Augmentation (—) ou diminution (+) des engagements envers les sociétés coloniales et ajustements divers	Mouvement des avoirs extérieurs nets dans la balance des paiements
	(1)	(2)	(8)	(4) = (1) + (2) + (8)
Année 1955 et 1 <sup>er</sup> semestre 1956 .....	+ 9,2	+ 0,9	— 2,9	+ 7,2
2 <sup>e</sup> semestre 1956 et 1 <sup>er</sup> semestre 1957 ...	— 3,6	— 3,0	+ 2,2	— 4,4
3 <sup>e</sup> trimestre 1957 .....	— 2,5	+ 0,5	+ 0,3	— 1,7
4 <sup>e</sup> trimestre 1957 et année 1958 .....	+ 20,1	+ 2,4	— 0,6	+ 21,9
3 premiers trimestres de 1959 .....	— 2,1	— 0,9	+ 0,6	— 2,4
4 <sup>e</sup> trimestre de 1959 .....	+ 2,8	— 3,2	— 1,3	— 1,7

Tableau X. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers

(En milliards de francs)

Fin de mois	Crédits aux entreprises et particuliers résidant en Belgique							Crédits aux entreprises et particuliers résidant à l'étranger			Total général	dont : crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts
	financés par les organismes monétaires				financés en dehors des organismes monétaires	Total	dont : crédits pour le financement des ventes à tempérament *	financés par les organismes monétaires	financés en dehors des organismes monétaires	Total		
	logés dans les banques de dépôts	logés à la B.N.B.	logés dans les autres organismes	Total								
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (8) + (9)	(11) = (6) + (10)	(12)	
1954 Décembre .....	30,5	9,2	2,0	41,7	8,1	49,8	3,2	1,7	1,6	3,3	53,1	51,0
1955 Décembre .....	35,5	7,4	1,5	44,4	7,6	52,0	3,6	3,1	1,0	4,1	56,1	53,8
1956 Juin .....	36,4	3,9	1,8	42,1	10,6	52,7	3,9	3,1	2,0	5,1	57,8	55,9
Décembre .....	36,3	10,7	2,0	49,0	9,4	58,4	3,9	3,2	1,1	4,3	62,7	60,6
1957 Juin .....	36,4	12,3	2,2	50,9	10,1	61,0	4,2	3,2	1,3	4,5	65,5	63,5
Décembre .....	37,8	13,4	1,2	52,4	9,1	61,5	4,0	3,2	1,2	4,4	65,9	63,3
1958 Décembre .....	39,5	2,9	1,5	43,9	12,4	56,3	3,4	4,4	1,6	6,0	62,3	60,3
1959 Mars .....	40,2	3,8	1,1	45,1	10,8	55,9		3,7	2,0	5,7	61,6	59,4
Juin .....	39,9	3,2	1,7	44,8	11,0	55,8	3,4	4,5	1,7	6,2	62,0	59,6
Septembre .....	40,3	3,6	1,2	45,1	10,8	55,9		4,5	1,8	6,3	62,2	60,5
Décembre .....	41,0	5,6	1,5	48,1	11,5	59,6	3,2	4,7	1,4	6,1	65,7	63,8

\* Source : Institut National de Statistique.

Tableau XI.

**Financement monétaire des pouvoirs publics**  
(En milliards de francs)

Périodes	Financement monétaire du Trésor			Financement monétaire d'autres pouvoirs publics (4)	Total (5) = (3) + (4)
	par crédits directs (1)	par cession de devises (2)	total (3)		
Année 1955 et 1 <sup>er</sup> semestre 1956 .....	+ 2,1	+ 0,6	+ 2,7	+ 0,4	+ 3,1
2 <sup>e</sup> semestre 1956 et 1 <sup>er</sup> semestre 1957 .....	+ 2,5	- 3,0	- 0,5	- 0,5	- 1,0
3 <sup>e</sup> trimestre 1957 .....	- 3,5	+ 0,5	- 3,0	+ 0,1	- 2,9
4 <sup>e</sup> trimestre 1957 et année 1958 .....	+ 2,9	+ 2,4	+ 5,3	—	+ 5,3
Année 1959 .....	+ 7,0	- 4,1	+ 2,9	+ 1,6	+ 4,5

Tableau XII.

**Monétisation d'effets publics**  
(En milliards de francs)

Périodes	Par l'intermédiaire du Fonds des Rentes	Achats sur le marché par des organismes monétaires	Monétisation d'effets publics *
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)
Année 1955 et 1 <sup>er</sup> semestre 1956 .....	+ 0,3	+ 3,3	+ 3,6
2 <sup>e</sup> semestre 1956 et 1 <sup>er</sup> semestre 1957 .....	+ 0,3	+ 1,3	+ 1,6
3 <sup>e</sup> trimestre 1957 .....	- 0,6	+ 0,3	- 0,3
4 <sup>e</sup> trimestre 1957 et année 1958 .....	+ 1,5	+ 2,1	+ 3,6
Année 1959 .....	+ 1,4	+ 1,8	+ 3,2

\* Signe + : facteur de création de monnaie; signe - : facteur de destruction de monnaie.

Tableau XIII.

**Opérations budgétaires \***  
(En milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde global
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde	
1956 .....	81,4	87,8	+ 6,4	14,7	0,3	- 14,4	- 8,0
1957 .....	88,0	95,8	+ 7,8	15,3	0,3	- 15,0	- 7,2
1958 .....	101,4	94,3	- 7,1	18,0	0,4	- 17,6	- 24,7
1959 .....	108,5	100,3	- 8,3	17,7	0,2	- 17,5	- 25,8

\* A l'exclusion des opérations qui ne donnent pas lieu à des rentrées ou sorties de fonds.

Tableau XIV. **Mouvements des créances et engagements « divers » des organismes monétaires et de leurs fonds propres, immobilisations et emprunts obligataires \***  
(En milliards de francs)

Périodes	Créances et engagements divers ** (1)	Fonds propres et immobilisations *** (2)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (3)	Solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds Monétaire et de la C.N.C.P. et comptes pour balance (4)	Total (5)
				(4)	
Année 1955 et 1 <sup>er</sup> semestre 1956 .....	+ 0,3	- 0,6	- 1,2	+ 0,7	- 0,8
2 <sup>e</sup> semestre 1956 et 1 <sup>er</sup> semestre 1957 .....	- 0,9	- 0,6	- 0,3	+ 0,5	- 1,3
3 <sup>e</sup> trimestre 1957 .....	—	- 0,4	- 0,1	- 0,4	- 0,9
4 <sup>e</sup> trimestre 1957 et année 1958 .....	+ 2,0	- 0,7	- 2,1	- 1,5	- 2,3
Année 1959 .....	+ 0,6	- 0,8	- 0,3	+ 0,3	- 0,2

\* Signe + : facteur de création de monnaie; signe - : facteur de destruction de monnaie.

\*\* Opérations spécifiques de prêts et d'emprunts avec des organismes financiers non monétaires; solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux.

\*\*\* Banque Nationale, banques de dépôts et Institut de Récompte et de Garantie; à partir de 1959 uniquement Banque Nationale et banques de dépôts.

Tableau XV.

## Taux d'intérêt et de rendement

Fin de mois	Argent au jour le jour	Certificats de trésorerie à très court terme (4 mois)	Certificats de trésorerie émis par adjudication (12 mois) <sup>3</sup>	Emprunts d'Etat de 5 à 20 ans <sup>5</sup>
1958 Décembre .....	1,10	2,50	3,86	4,85
1959 Janvier .....	1,0	2,25	3,714	4,90
Février .....	1,05	2,25	3,700	4,87
Mars .....	1,0	2,25	3,696	4,88
Avril .....	1,0	2,25	3,700	4,95
Mai .....	1,0	2,25	3,701	4,97
Juin .....	1,0	2,25	3,741	5,04
Juillet .....	1,0	2,25	3,750	5,04
Août .....	1,0	2,25	3,850	5,04
Septembre .....	1,0	2,25	3,861	5,18
Octobre .....	1,0	2,25	3,900	5,06
Novembre .....	2,85 <sup>1</sup>	2,50	4,067	5,11
Décembre .....	2,166 <sup>2</sup>	3,50	4,354	5,21
1960 Janvier .....	2,193 <sup>3</sup>	3,75	4,393	5,32
Février .....	2,076 <sup>2</sup>	3,75	4,400	5,31
Mars .....	1,951 <sup>2</sup>	3,75	4,397	5,23
Avril .....	1,745 <sup>2</sup>	3,75		5,26

<sup>1</sup> Taux fait à la séance en clôture de la compensation.

<sup>2</sup> Moyenne pondérée des taux journaliers moyens.

<sup>3</sup> Adjudication du mois suivant.

<sup>4</sup> Aucun certificat de trésorerie à 12 mois n'a été adjudgé lors de l'adjudication du 3 mai 1960.

<sup>5</sup> Début du mois suivant.

## FONDS DES RENTES

### RAPPORT SUR LES OPERATIONS DE L'ANNEE 1959

En introduction au présent rapport, figure un bref rappel des dispositions légales ou conventionnelles qui, dans le courant de 1959, ont modifié le statut légal du Fonds des Rentes et/ou élargi ses moyens d'action.

Pour le surplus, le rapport est établi suivant le même plan que celui de l'an dernier, c'est-à-dire qu'il consacre des chapitres séparés aux opérations de régularisation du marché des rentes et aux interventions du Fonds sur le marché monétaire.

Viennent ensuite le tableau de financement des opérations du Fonds pendant l'année 1959, le bilan et le compte de pertes et profits au 31 décembre 1959 et divers tableaux statistiques.

#### I. — MODIFICATIONS AU STATUT LEGAL DU FONDS DES RENTES ET ELARGISSEMENT DE SES MOYENS D'ACTION

Au cours de l'année 1959, le Ministre des Finances, la Banque Nationale de Belgique et le Fonds des Rentes sont convenus de compléter la réforme du marché monétaire intervenue en novembre 1957 (réforme décrite dans le rapport du Fonds des Rentes sur l'exercice 1957) en vue de régulariser non seulement le marché des fonds publics à long terme, mais également le marché des effets publics à court terme et le marché monétaire; d'exercer dans le secteur à court terme une action plus efficace sur les taux d'intérêt; d'aider le Trésor à poursuivre une politique conjoncturelle des finances publiques.

A cet effet, une loi du 19 juin 1959 a apporté à l'arrêté-loi du 18 mai 1945 organique du Fonds des Rentes, les modifications indiquées ci-après :

1) Le Fonds des Rentes a été formellement habilité à régulariser non plus seulement le marché des rentes, mais également le marché des fonds publics à court terme;

2) Le Fonds a été habilité à recevoir et à utiliser, pour l'exercice de sa mission, tous fonds qui lui seraient attribués, temporairement ou définitivement, en vertu d'une dotation budgétaire spéciale ou de toute autre disposition légale ou réglementaire particulière;

3) En vue d'assurer l'harmonie nécessaire entre l'action du Fonds des Rentes et la politique monétaire de la Banque Nationale, le comité de gestion

du Fonds des Rentes a été élargi et se compose dorénavant de six membres nommés par le Roi, dont trois présentés par la Banque Nationale et les trois autres proposés par le Ministre des Finances.

Afin de donner au Fonds des Rentes les moyens de faire face à sa mission élargie, des ressources supplémentaires ont été mises à sa disposition, indépendamment de celles qu'il se procure par l'émission de certificats.

Tout d'abord, la loi précitée du 19 juin 1959 a attribué au Fonds la recette de 2.812.500.000 francs provenant de la reprise, par la Banque Nationale, de la souscription en or de la Belgique au Fonds Monétaire International.

D'autre part, la convention intervenue le 5 mars 1959 entre le Ministre des Finances, la Banque Nationale et le Fonds des Rentes prévoit qu'à concurrence d'un montant de 7,2 milliards, le Fonds d'égalisation des budgets institué par une deuxième loi du 19 juin 1959 mettra à la disposition du Fonds des Rentes les sommes dont il sera crédité aux termes de ladite loi. Un arrêté royal décidera si les montants dont le Fonds d'égalisation serait crédité au-delà de 7,2 milliards seront également mis à la disposition du Fonds des Rentes.

Dans ce cas, la réserve supplémentaire ainsi créée serait remboursée au Trésor par le Fonds des Rentes, si une récession économique amenait à débiter le Fonds d'égalisation des budgets, conformément à la loi, pour faire face au déficit du budget ordinaire.

Enfin, la Banque Nationale a accepté d'ouvrir au Fonds des Rentes une marge de crédit en compte courant d'avances, dont le montant est actuellement fixé à 2 milliards de francs, mais uniquement pour les opérations d'« open market » du Fonds et à l'exclusion d'un soutien systématique des cours au profit du Trésor.

#### II. — LES OPERATIONS DE REGULARISATION DU MARCHE DES FONDS PUBLICS EN 1959

##### A. Considérations générales

Dans son ensemble, la situation économique mondiale s'est nettement améliorée en 1959. Le redressement a été moins rapide en Belgique que dans d'autres pays. Pendant les derniers mois, cependant, la reprise s'est franchement accélérée.

Les marchés financiers internationaux ont été influencés par la forte hausse de l'intérêt aux Etats-Unis, où les taux ont atteint, en fin d'année, des niveaux que l'on n'avait plus connus depuis fort longtemps. La hausse du loyer de l'argent a été également très marquée au Canada.

En Europe aussi, l'abondance des liquidités qui avait régné en 1958 s'est progressivement réduite. Les taux officiels d'escompte ont été relevés dans bon nombre de pays.

En Belgique, la baisse des taux d'intérêt constatée en 1958 s'est poursuivie pendant les premiers mois de 1959. Plus avant dans l'année, un revirement s'est fait jour et une tendance à la hausse s'est manifestée, tendance qui s'est accentuée jusqu'à la fin de l'année, sous la double influence des relèvements de taux intervenus à l'étranger et des appels répétés des pouvoirs publics belges à l'emprunt.

La hausse des taux d'intérêt a naturellement rendu plus difficile la mission de régularisation qui est celle du Fonds des Rentes. De surcroît, la tâche du Fonds s'est trouvée alourdie par l'incidence que les événements politiques survenus au Congo belge n'ont pas manqué d'avoir sur le marché des fonds publics congolais en particulier et sur le marché des rentes en général.

\* \*

Notre rapport antérieur a signalé que pendant les deux derniers mois de 1958, le marché des rentes était resté acheteur. La baisse du taux officiel d'escompte de la Banque Nationale, ramené de 3,50 à 3,25 p.c. le 8 janvier 1959, ne put exercer sur le marché son incidence habituelle, eu égard aux graves événements qui, à la même époque, se déroulèrent à Léopoldville.

La situation du marché permit cependant à l'Etat de lancer, avec succès, à partir du 19 janvier, l'émission de l'emprunt 1959-1971 au taux de 4,75 p.c. et au prix de 98,25 (rendement réel 4,95 p.c.), alors que l'emprunt précédent, émis en septembre 1958, était au taux facial de 5 p.c. avec un prix d'émission de 99, c'est-à-dire un rendement réel de 5,13 p.c.

Vendeur jusqu'au 27 janvier, date de clôture de la souscription à l'emprunt 4,75 p.c. 1959-1971, qui atteignit 8.194 millions, le marché redevint ensuite acheteur jusqu'à la fin du mois de février, en dépit de l'émission par la Société Nationale des Chemins de Fer belges d'un emprunt 4,75 p.c. 1959-1969 de 700 millions de francs, cédé à 98,25 p.c. (rendement réel 5,02 p.c.).

Pendant le mois de mars, le marché se montra, dans l'ensemble, équilibré, pour se retrouver vendeur pendant tout le deuxième trimestre. C'est au 23 juin que le portefeuille du Fonds en titres cotés à la Bourse atteignit son maximum de l'année (5.210 millions). La lourdeur qui marqua le marché pendant ce deuxième trimestre est évidemment la

conséquence des émissions qui furent lancées dans cette période par le Fonds des Routes (2.500 millions), par la Régie des Télégraphes et des Téléphones (1.500 millions) et par l'Etat lui-même (4.098 millions). Ces trois emprunts purent être placés au taux facial de 4,75 p.c., avec un rendement réel de 4,95 p.c. pour les deux premiers, d'une durée de dix ans, et de 4,98 p.c. pour l'emprunt de l'Etat 1959/1969/1974.

Ces trois émissions réalisées, le marché des rentes redevint une nouvelle fois légèrement acheteur, jusqu'à la fin du mois d'août, tout en laissant parfois transparaître des signes de lassitude. Ceci, joint au fait qu'à l'étranger la hausse des taux se développait, amena les autorités compétentes à assortir l'emprunt à dix ans de 400 millions de francs que la Ville de Liège lança au début de juillet, d'un taux d'intérêt facial de 5 p.c. qui, compte tenu du prix d'émission fixé à 98 p.c., représentait un rendement réel de 5,26 p.c.

Au mois de septembre, l'Etat lança son troisième emprunt de l'année, l'emprunt 5 p.c. 1959-1970, au prix d'émission de 99 p.c., c'est-à-dire avec un rendement effectif de 5,13 p.c. L'emprunt rencontra un accueil très favorable, le capital nominal souscrit ayant atteint 8.166 millions. Le marché des rentes se ressentit évidemment de cette importante émission et il resta vendeur pendant tout le mois de septembre.

Acheteur pendant le mois d'octobre, d'allure partagée pendant le mois de novembre, le marché redevint légèrement vendeur dès les premiers jours de décembre et le resta jusqu'à la fin de l'année. A noter que l'augmentation du taux officiel d'escompte, relevé de 3,25 p.c. à 4 p.c. à partir du 24 décembre, n'influença pratiquement pas le marché.

Au cours du dernier trimestre, furent lancés deux emprunts 5 p.c. à 10 ans, de 2 milliards chacun, émis à 98,50 (rendement effectif 5,20 p.c.), respectivement par la Société Nationale des Chemins de Fer belges et par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Ces deux émissions rencontrèrent un succès réel.

\* \*

L'évolution du marché pendant l'année 1959 a donc été plutôt irrégulière. Dans l'ensemble, elle reflète une tension assez nette des taux d'intérêt.

Les tableaux ci-après illustrent ce qui précède.

Le premier de ces tableaux compare, pour un certain nombre de valeurs, la moyenne mensuelle des cours des mois de janvier et décembre 1959 et indique les cours extrêmes enregistrés pendant l'année écoulée.

Le second tableau compare, pour quelques valeurs, les rendements correspondant aux cours cotés respectivement le 5 janvier et le 15 décembre 1959.

Tableau I.

## Evolution des cours des principales rentes pendant l'année 1959

	Moyenne des cours janvier 1959	Cours extrêmes		Moyenne des cours décembre 1959		
		Plus bas	Plus haut			
4 % Unifiée .....	93,300	93,30	5- 1-1959	94,90	4-12-1959	94,886
4 % Libération .....	90,785	90,20	19- 6-1959	92,20	14- 5-1959	90,504
4 ½ % Belge 1952/1962 .....	102,295	101,40	24- 9-1959	102,50	13- 4-1959	102,545
4 ½ % Belge 1953/1973 .....	97,785	95,80	22- 9-1959	98,10	5- 1-1959	96,077
4 ½ % Belge 1953/1968 .....	98,525	96,60	21- 9-1959	98,80	8- 1-1959	97,078
4 ¼ % Belge 1954/1974, I .....	95,450	93,20	16- 9-1959	95,50	8- 1-1959	93,795
4 ½ % Belge 1956/1967 .....	98,350	96,20	22- 9-1959	98,90	8- 1-1959	96,750
5 % Belge 1958/1968 .....	99,635	98,20	29-12-1959	100,20	2- 3-1959	98,936
4 ¾ % Belge 1959/1971 .....	—	95,70	28-12-1959	98,10	29- 4-1959	96,190
4 % Trésor 1943/1963 .....	110,095	109,90	26- 1-1959	113,00	10- 3-1959	111,113
4 % Lots 1941 .....	941,050	935,00	7- 4-1959	958,00	29-12-1959	954,180
2 % Lots 1953 .....	1.009,750	1.008,00	5- 1-1959	1.075,00	11-12-1959	1.072,571
4 % Dommages de Guerre 1923 .....	1.013,750	1.010,00	5- 1-1959	1.024,00	14- 8-1959	1.020,500
4 % Priv. S.N.C.F.B. ....	471,550	464,00	24-12-1959	484,00	9- 4-1959	466,220
4 % R.T.T. 1950/1960 .....	104,645	104,20	29- 1-1959	105,20	25- 6-1959	104,836
5 % Chemins de fer 1957/1972 .....	101,070	99,50	22- 6-1959	101,20	12- 2-1959	99,800
4 ¼ % Congo 1955/1967 .....	92,965	76,30	19-11-1959	94,90	5- 1-1959	77,222
5 ½ % Congo 1958/1964 .....	100,135	90,50	16-11-1959	101,60	5- 1-1959	91,865
4 ½ % Bruxelles 1952/1962, I .....	102,085	102,00	5- 1-1959	102,90	23- 4-1959	102,745
5 ½ % Bruxelles 1958/1963 .....	101,370	100,80	22- 1-1959	102,50	20- 2-1959	100,972

Tableau II.

## Evolution des rendements de quelques valeurs

	5 janvier 1959		15 décembre 1959	
	Cours	Rendement	Cours	Rendement
4 ½ % Belge 1953/1973 .....	98,10	4,89	96,10	5,21
4 ½ % Belge 1953/1968 .....	98,50	4,82	97,10	5,10
4 ½ % Belge 1954/1972 .....	97,10	4,94	95,70	5,16
4 ¼ % Belge 1954/1974, I .....	95,40	4,94	93,90	5,19
4 % Belge 1955/1975 .....	92,50	4,93	90,70	5,24
5 % Belge 1957/1969 .....	100,40	4,90	99,40	5,02
5 % Belge 1958/1968 .....	99,80	4,97	99,00	5,09

## B. Emissions et remboursements d'emprunts

Les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public ont émis par souscription publique, en 1959, les emprunts figurant au tableau ci-après.

Au montant des émissions précitées, il y a lieu d'ajouter les titres de la huitième série de l'Emprunt

de l'Assainissement monétaire, admis aux cotations officielles le 10 août 1959, à concurrence de 1.635.824.000 francs, et remboursables par moitié le 1<sup>er</sup> janvier 1967 et le 1<sup>er</sup> janvier 1968.

De plus, un montant de 907.881.000 francs, représentant les titres de la sixième tranche des obligations à 5,25 p.c. remises aux sinistrés par la Caisse

Tableau III.

## Emissions

	Dates d'émission	Nominal (En millions de francs)	Taux nominal (En pour cent)	Durée	Prix d'émission (En pour cent)	Rendement moyen pour le souscripteur (En pour cent)
Etat belge 1959/1971 .....	19- 1	8.194	4 ¾	12 ans	98,25	4,95
Société Nationale des Chemins de Fer belges 1959/1969 .....	16- 3	700	4 ¾	10 ans	98,25	5,02
Fonds des Routes 1959/1971 .....	15- 4	2.500	4 ¾	12 ans	98,25	4,95
Régie des Télégraphes et des Téléphones 1959/1970 .....	12- 5	1.500	4 ¾	11 ans	98,25	4,99
Etat belge 1959/1974 .....	8- 6	4.098	4 ¾	15 ans	98,25	5,06
Ville de Liège 1959/1969 .....	6- 7	400	5	10 ans	98,00	5,26
Etat belge 1959/1970 .....	14- 9	8.166	5	11 ans	99,00	5,06
Ville d'Anvers 1959/1969 .....	19-10	750	5	10 ans	98,00	5,26
Société Nationale des Chemins de Fer belges 1959/1969, II .....	16-11	2.000	5	10 ans	98,50	5,19
Société Nationale de Crédit à l'Industrie 1959/1969 .....	10-12	2.000	5	10 ans	98,50	5,23
		30.308				

Autonome des Dommages de Guerre, du 1<sup>er</sup> octobre 1958 au 30 septembre 1959, a été introduit à la cote le 16 février 1959.

Le tableau ci-dessus fait abstraction des placements opérés en 1959, par les institutions d'intérêt public, à leurs guichets ou par cession directe.

#### Remboursements effectués en 1959

		(En francs)
2-2	Certificats de Trésorerie 4 % 1954/1959 admis en paiement des souscriptions à l'emprunt 1959/1971 .....	131.185.000
15-3	Certificats de Trésorerie 4 % 1954/1959 (remboursement à l'échéance) .....	1.443.163.000
19-5	3 % Verviers 1893 .....	106.500
20-7	Certificats de Trésorerie 3,75 % 1954/1959 .....	875.443.000
		<u>2.449.897.500<sup>1</sup></u>

<sup>1</sup> A ce chiffre, il y a lieu d'ajouter le remboursement, le 1<sup>er</sup> janvier 1959, des titres impairs de la quatrième série de l'Emprunt de l'Assainissement monétaire, remboursables à cette date, pour un montant de 1.120.748.000 francs.

Le montant net des appels au marché des capitaux en 1959 s'élève donc à 27,9 milliards (émissions 30,3 milliards moins remboursements 2,4 milliards) contre 21,2 milliards en 1958, 16,9 milliards en 1957, 19,9 milliards en 1956 et 14,2 milliards en 1955.

Tenant compte des mouvements du portefeuille du Fonds des Rentes, on obtient les chiffres ci-après :

	1958	1959
	(En milliards de francs)	
Emissions .....	26,6	30,3
Remboursements .....	— 5,4	— 2,4
	<u>21,2</u>	<u>27,9</u>
Solde des opérations effectuées en Bourse et dont le Fonds a été la contrepartie .....	+ 0,8	— 1,3
	<u>22,0</u>	<u>26,6</u>

#### C. Fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes pendant l'année 1959

Le tableau ci-dessous résume les fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes pendant l'année 1959.

Tableau IV.

#### Fluctuations du portefeuille du Fonds des Rentes

	Solde général	Mouvement	
		+	—
(Capital nominal en millions de francs)			
30 décembre 1958 .....	3.310,8		
31 mars 1959 .....	4.152,1	841,3	
30 juin 1959 .....	5.107,1	955,0	
30 septembre 1959 .....	4.784,8		322,3
30 décembre 1959 .....	4.582,3		202,5
		<u>1.796,3</u>	<u>524,8</u>
		+ 1.271,5 <sup>1</sup>	

<sup>1</sup> L'augmentation de 1.271,5 millions s'établit comme suit :

	(En francs)
Achats du Fonds au marché (par solde) .....	1.154.000.000
Achats du Fonds hors Bourse à des organismes du secteur public .....	248.500.000
	<u>1.402.500.000</u>
Encaissement de titres remboursables .....	128.000.000
	<u>1.274.500.000</u>
Net ...	1.271.500.000

Les mouvements du portefeuille ont été commentés plus haut.

Le montant le plus bas, soit 3.306 millions, a été enregistré le 5 janvier 1959.

Le montant le plus élevé, soit 5.210 millions, a été atteint le 23 juin 1959.

Le chiffre du portefeuille du Fonds a subi au cours des années antérieures les variations suivantes :

	(En millions de francs)
1952 .....	— 824
1953 .....	— 580
1954 .....	+ 1.491,0
1955 .....	— 489
1956 .....	+ 1.396,0
1957 .....	— 1.818
1958 .....	— 801
1959 .....	+ 1.271,5

#### D. Volume des transactions

Le volume général des transactions effectuées en Bourse, sur le marché des rentes, s'établit comme suit :

	1958	1959	Différence
	(Valeur nominale, en millions de francs)		
Titres offerts .....	14.449	15.975	+ 1.526
Titres demandés .....	16.255	14.821	— 1.434
	<u>30.704</u>	<u>30.796</u>	+ 92

Le volume global se répartit comme suit entre les quatre Bourses du Royaume :

Tableau V.

#### Volume des transactions

	Capitaux offerts		Capitaux demandés		Total des transactions
	Ventes notées en carnets par les agents de change		Achats notés en carnets par les agents de change		
(En millions de francs)					
Bruxelles :					
Portefeuille A ...	7.921		8.258		
Portefeuille B ...	4.827		4.407		
		12.748		12.665	25.413
Anvers :					
Portefeuille A ...	931		844		
Portefeuille B ...	767		535		
		1.698		1.379	3.077
Gand :					
Portefeuille A ...	610		243		
Portefeuille B ...	356		193		
		966		436	1.402
Liège :					
Portefeuille A ...	317		230		
Portefeuille B ...	246		111		
		563		341	904
		15.975		14.821	30.796

Tableau VI.

**Nombre d'ordres inscrits  
dans les carnets des teneurs de marché**

	Capitaux offerts Ventes notées en Bourse par les agents	Capitaux demandés Achats notés en Bourse par les agents	
Bruxelles :			
Portefeuille A ...	264.135	75.072	151.475
Portefeuille B ...	158.531	76.403	
	422.666		
Anvers :			
Portefeuille A ...	23.881	9.372	19.804
Portefeuille B ...	19.055	10.432	
	42.936		
Gand :			
Portefeuille A ...	23.138	6.043	10.781
Portefeuille B ...	13.244	4.738	
	36.382		
Liège :			
Portefeuille A ...	6.432	2.700	4.931
Portefeuille B ...	5.252	2.231	
	11.684		
	513.668	186.991	
Total général ...		700.659	

La situation générale du portefeuille s'établit comme suit, au 30 décembre 1959, comparativement au 30 décembre 1958 :

	30 décembre 1958	30 décembre 1959
	<i>(Valeur nominale)</i>	
Portefeuille A :		
Emprunts émis par l'Etat ou à charge de l'Etat .....	2.374.891.255	2.660.871.065
Portefeuille B :		
Emprunts garantis par l'Etat, emprunts des provinces et communes, du Crédit Communal, emprunts du Congo belge, etc. ....	935.931.828	1.921.488.935
Solde capital nominal ...	3.310.823.083	4.582.360.000

La classification des valeurs en portefeuille, au 30 décembre 1959, tenant compte de la durée restant à courir jusqu'à leur date de remboursement, donne les chiffres ci-dessous :

	(En millions de francs de capital nominal)
Portefeuille A :	
Moins de cinq ans .....	393
De cinq à dix ans .....	1.297
Plus de dix ans .....	971
	2.661
Portefeuille B :	
Moins de cinq ans .....	349
De cinq à dix ans .....	900
Plus de dix ans .....	672
	1.921

Au 31 décembre 1959, le contrôle du Fonds s'exerçait sur 233 emprunts, totalisant un capital nominal en circulation de 269.100 millions.

Le portefeuille du Fonds au 31 décembre 1959 représente 1,70 p.c. du capital en circulation.

En 1958, le rapport s'établissait à 1,33 p.c.  
En 1957, le rapport s'établissait à 1,81 p.c.  
En 1956, le rapport s'établissait à 2,76 p.c.  
En 1955, le rapport s'établissait à 2,25 p.c.

Pour la seule Bourse de Bruxelles, les opérations du Fonds se sont traduites par les mouvements matériels ci-après :

Entrées dans les coffres : .....	1.819.254 titres contre 1.858.064 en 1958.
Sorties .....	1.689.209 titres contre 2.027.713 en 1958.
Mouvement total	3.508.463                      3.885.777

Ce mouvement représente une manipulation d'environ 14.034 titres par journée de travail.

Les livraisons de titres ont été accompagnées de 73.427 bordereaux de dépôt numériques, ce qui détermine une moyenne journalière de 295 bordereaux.

### III. — RAPPORT SUR LES OPERATIONS EFFECTUEES PAR LE FONDS DES RENTES SUR LE MARCHE MONETAIRE EN 1959

Pendant toute l'année 1959, le marché monétaire belge est demeuré fort liquide en dépit de la tendance haussière des taux de l'intérêt, résultant de la contagion internationale, et malgré la reprise économique qui, vers la fin de l'année, s'est affermie suffisamment pour faire entrer l'économie nationale dans la phase conjoncturelle de la prospérité.

Cette abondance de liquidités, exceptionnelle dans les périodes de reprise et de prospérité caractérisées d'ailleurs par des mouvements de hausse des taux de l'intérêt, semble, dans une grande mesure, trouver son origine dans l'évolution des prix. Alors que les périodes de conjoncture ascendante se caractérisent traditionnellement par un redressement relativement accéléré des prix des matières premières par comparaison avec ceux des produits finis, on observe actuellement une stabilité prolongée des prix des matières premières et des demi-produits, bien que les prix des produits finis se redressent globalement. Cette évolution particulière des prix favorise non seulement la reconstitution des marges bénéficiaires des entreprises, mais les incite à maintenir leurs stocks de matières premières au niveau le plus bas, deux facteurs qui leur permettent par ailleurs de ne pas augmenter leur recours au système bancaire malgré le développement de leur chiffre d'affaires.

Comme il est exposé plus haut, et malgré la grande liquidité qui n'a cessé de caractériser le marché monétaire, le marché des rentes a été vendeur

pendant la plus grande partie de l'année 1959. Aussi le *portefeuille du Fonds en valeurs cotées* a-t-il accusé une augmentation de 1.271 millions, dont 243 millions proviennent toutefois d'achats effectués hors Bourse.

Le *portefeuille du Fonds en certificats de Trésorerie de la tranche B*, qui atteignait 1.370 millions le 31 décembre 1958, par suite de la tension propre à l'échéance de fin d'année et des opérations de « window dressing » des banques qui clôturent leur bilan à cette date, a été souvent réduit à zéro au cours de l'année et n'a dépassé à aucun moment le montant de 745 millions atteint le 6 octobre. A l'échéance de fin d'année, ce portefeuille ne s'élevait qu'à 623 millions.

Ainsi qu'il a été exposé ci-dessus, la loi du 19 juin 1959 a modifié le statut du Fonds des Rentes et a étendu ses attributions en l'habilitant à régulariser, non plus seulement le marché des rentes, mais également le marché des effets publics à court terme.

Le 1<sup>er</sup> septembre, le Fonds a étendu pour la première fois ses opérations à ces titres en achetant un montant global de 525 millions de certificats de Trésorerie à court et à très court terme qui n'avaient plus qu'un temps relativement court à courir et qui furent remboursés à leur échéance. Par la suite, des opérations de même nature ont été effectuées à plusieurs reprises. Au 31 décembre, le *portefeuille du Fonds en certificats de Trésorerie autres que ceux de la tranche B* s'élevait à 2.700 millions; ce portefeuille avait atteint son niveau maximum, soit 3.100 millions, du 1<sup>er</sup> au 17 décembre (1).

Ces interventions du Fonds sur le marché des effets publics à court terme ne résultaient ni d'un resserrement aigu des liquidités, ni d'un déplacement des ressources du marché vers l'octroi de crédits commerciaux. Elles ont été décidées essentiellement en considération de mouvements de fonds provoqués par certaines échéances.

Le Fonds a cependant veillé à respecter constamment deux règles. D'une part, ses achats n'ont porté que sur des encours existants d'effets publics. D'autre part, ce financement a gardé un caractère tout à fait temporaire de régularisation. En effet, le rôle même du Fonds serait fondamentalement altéré s'il dérogeait à ces deux principes; ses interventions cesseraient d'être effectuées en faveur du marché si elles consistaient en souscriptions directes de certificats de Trésorerie; elles ne seraient plus à court terme si les certificats achetés n'étaient pas remboursés à leur échéance.

Enfin, lors de ces interventions sur le marché des effets publics à court terme, le Fonds s'est aussi laissé guider, mais à titre tout à fait accessoire et étant donné l'ampleur de ses liquidités non employées, par des considérations de rendement.

Les modalités de financement du portefeuille du Fonds, qui avaient été modifiées sensiblement lors

(1) A leur échéance, ces certificats ont été remboursés et au 1<sup>er</sup> mars 1960, le Fonds n'en détenait plus en portefeuille.

de la réforme du marché monétaire en novembre 1957, n'ont pas subi de changement fondamental en 1959. On observe simplement l'accentuation d'un mouvement déjà constaté l'année précédente, en ce sens que l'émission des *certificats du Fonds des Rentes* est devenue la principale source de financement de son portefeuille au détriment des emprunts d'argent à très court terme. Ceci a eu pour conséquence d'alourdir les charges d'intérêt supportées par le Fonds.

En effet, les dépôts bancaires s'étant fortement accrus au cours de l'année écoulée, les banques ont souscrit des certificats du Fonds des Rentes pour des montants relativement importants. L'encours de ces certificats a atteint son niveau maximum, soit 7.763 millions, le 19 novembre, accusant ainsi une augmentation de 4.126 millions par rapport au montant minimum atteint le 24 février.

Le 31 décembre, sous l'effet des opérations de « window dressing » de certaines banques, l'encours des certificats du Fonds ne s'élevait qu'à 4.608 millions, contre 4.059 millions un an plus tôt.

Dans la mesure où le Fonds a pu utiliser le produit de ses émissions de certificats pour financer son portefeuille global, il a remboursé, à leur échéance, les bons de caisse souscrits antérieurement et réduit ses emprunts d'argent à très court terme ou même le plus souvent renoncé à tout emprunt.

C'est ainsi que, depuis le remboursement du solde des *bons de caisse*, soit 30 millions le 4 février et 15 millions le 11 février, le Fonds n'a plus recouru à ce mode de financement.

Quant aux *emprunts de « call money »*, ils ont continué à constituer une source de financement d'appoint jusque dans le courant du mois de mars; mais, pendant toute cette période, ils n'ont dépassé à aucun moment 303 millions. A l'échéance de fin d'année, le Fonds a dû emprunter à nouveau pour financer son portefeuille global, mais cet emprunt de « call money » ne s'est élevé qu'à 72 millions.

Pendant toute l'année 1959, les moyens de financement du Fonds ont été relativement amples, grâce surtout au produit de l'émission de ses certificats. Aussi le Fonds a-t-il pu disposer d'abord momentanément et ensuite d'une façon permanente d'un *solde créditeur à la Banque Nationale*.

Les ressources supplémentaires dont il est question dans la loi du 19 juin 1959, c'est-à-dire les 2,8 milliards provenant de la reprise par la Banque Nationale de la souscription en or de la Belgique au Fonds Monétaire International, ont été mises à la disposition du Fonds le 1<sup>er</sup> août et sont venues à leur tour accroître les disponibilités du Fonds.

A la suite de cette augmentation de ses disponibilités, le Fonds s'est trouvé confronté avec un nouveau problème de gestion. C'est pourquoi il a accepté de participer à la réorganisation du marché du « call money » intervenue le 17 novembre.

Cette réorganisation, qui sera décrite ci-dessous, fournit au Fonds les garanties nécessaires quant à la

mobilité de ses opérations sur le marché du « call money », tout en assurant un certain rendement à ses liquidités. De plus, le Fonds a accepté de jouer un rôle régulateur sur ce marché en comblant les insuffisances d'offres.

C'est ainsi que le Fonds a fait sans interruption, depuis le 17 novembre jusqu'au 30 décembre, des *prêts d'argent au jour le jour*, pour des montants allant de 50 millions à 2.200 millions.

Ces prêts, de même que les opérations temporaires de placement en certificats de Trésorerie, ont entamé

les avoirs du Fonds en compte courant à la Banque Nationale au point que, depuis le début du mois de décembre, ces avoirs ont presque toujours été inférieurs aux 2,8 milliards provenant de la cession par l'Etat au Fonds des disponibilités résultant de la reprise, par la Banque Nationale, de la souscription en or du quota de la Belgique au Fonds Monétaire International.

La réorganisation du marché du « call money » entreprise par la Banque Nationale s'inscrit dans le prolongement de la réforme du marché monétaire

Tableau VII.

**Situation du Fonds des Rentes et financement de ses opérations**

(En millions de francs)

Dates	Actifs du Fonds des Rentes				Financement			
	Portefeuille (valeur nominale)			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts de « call money »	Emission de certificats	Emprunts de « call money »	Bons de caisse
	Valeurs cotées	Certificats de Trésorerie tranche B	Autres certificats de Trésorerie					
31 décembre 1958 .....	3.307	1.370	—	—	—	4.059	274	45
31 janvier 1959 .....	4.298	90	—	—	—	3.893	107	45
28 février 1959 .....	3.985	20	—	—	—	3.651	68	—
31 mars 1959 .....	4.152	—	—	427	—	4.300	—	—
30 avril 1959 .....	4.339	420	—	1.098	—	5.512	—	—
31 mai 1959 .....	4.715	40	—	1.351	—	5.757	—	—
30 juin 1959 .....	5.107	204	—	729	—	5.706	—	—
31 juillet 1959 .....	4.044	160	—	1.072	—	4.949	—	—
31 août 1959 .....	4.228	50	—	4.883	—	6.021	—	—
30 septembre 1959 .....	4.784	453	—	3.479	—	5.514	—	—
31 octobre 1959 .....	4.292	187	300	5.056	—	6.663	—	—
30 novembre 1959 .....	4.368	184	1.000	3.342	1.510	7.211	—	—
31 décembre 1959 .....	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—

de novembre 1957. Elle avait pour objet d'élargir et d'assouplir ce marché et de faciliter ainsi l'action monétaire de la banque centrale et du Fonds des Rentes.

Les nouvelles dispositions, entrées en vigueur le 17 novembre 1959, comportent la suppression de la distinction entre le marché « en compensation » et « hors compensation »; la possibilité pour tous ceux qui opèrent dans le marché d'être soit prêteurs, soit emprunteurs; la fluctuation des taux d'intérêt sur ce marché en fonction de l'offre et de la demande; l'accès, pour les banques, à des ressources nouvelles et enfin l'obligation, pour tous les emprunteurs de « call » qui ne bénéficient pas de la garantie de l'Etat, de nantir leurs emprunts de « call money » par un gage composé d'effets publics ou d'effets commerciaux réescomptables.

En vue de faciliter l'intervention des banques comme prêteurs et emprunteurs de « call », la Commission Bancaire a aménagé les dispositions réglementaires applicables aux prêts au jour le jour de ces établissements.

Le Fonds des Rentes, de son côté, a accepté de régulariser, en accord et par l'intermédiaire de la Banque Nationale, le marché du « call money » ainsi unifié, en agissant sur les volumes et les taux.

Il a toutefois été entendu que le Fonds donnerait dans tous les cas, pour les placements « on call » de ses liquidités, la préférence aux organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat et en particulier à l'Institut de Réescompte et de Garantie.

Toutefois si, pour équilibrer le marché, d'autres interventions du Fonds étaient nécessaires, la préférence serait donnée aux organismes dont les emprunts de « call » sont nantis par un gage composé d'effets publics.

Ce n'est que dans l'hypothèse où les prêts supplémentaires seraient encore nécessaires, dans le cadre de la politique visant à régulariser le marché de l'argent à très court terme, que le Fonds consentirait des prêts à des organismes dont les emprunts sont nantis par des effets commerciaux réescomptables.

♦♦

Les *taux d'intérêt* qui intéressent directement le Fonds des Rentes — c'est-à-dire en plus du taux de ses propres certificats, celui des certificats de Trésorerie de la tranche B et les taux pratiqués sur le marché de l'argent au jour le jour —, après avoir été abaissés au début de l'année, ont tous été relevés vers la fin de l'année.

La réduction de 0,25 franc des taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale, intervenue le 8 janvier 1959, a entraîné l'abaissement de 2,75 p.c. à 2,50 p.c. du taux des certificats de Trésorerie de la tranche B et des certificats du Fonds des Rentes.

Le relèvement du taux d'escompte officiel à 4 p.c., le 24 décembre 1959, a porté le taux de ces certificats à 3,25 p.c.

Le relèvement de 0,75 franc de ces taux a cependant été estimé insuffisant pour pouvoir porter les taux d'intérêt créditeurs bancaires sur les dépôts à terme en francs belges à des niveaux comparables à ceux appliqués à l'étranger. Aussi fut-il décidé de réaliser le rapprochement des taux créditeurs bancaires belges et étrangers, sans hausse supplémentaire du taux d'escompte, par une réduction de 0,75 franc à 0,25 franc de l'écart conventionnel entre ce taux et celui des certificats de Trésorerie de la tranche B et des certificats du Fonds des Rentes dont le taux atteint donc 3,75 p.c. depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1960.

Le taux de l'argent au jour le jour, qui était descendu de 1,10 p.c., en décembre 1958, à 1 p.c., en

janvier, s'est maintenu à ce niveau — abstraction faite d'une légère hausse passagère, en février — jusqu'à la réforme du marché du « call money », le 17 novembre.

Depuis cette réforme, dont les modalités ont été décrites ci-dessus, il n'existe donc plus qu'un seul marché, alors qu'antérieurement il existait un marché en compensation et hors compensation; par ailleurs, outre les opérations qui se font librement au cours de la journée, entre tous les participants, une séance du marché de l'argent à très court terme se tient en clôture de la compensation.

Sur ce marché unifié, les taux ont fluctué suivant l'état de l'offre et de la demande, tout en dépassant constamment le niveau des mois antérieurs; les taux extrêmes faits pendant la journée ont fluctué entre un maximum de 2,85 et 3,10 p.c. le 31 décembre et un minimum de 1,10 et 1,25 p.c. le 19 novembre, tandis que le taux pratiqué à la séance, en clôture de la compensation, qui ne correspond pas nécessairement aux taux faits pendant la journée, est passé par une pointe de 2,90 p.c. le 27 novembre et par un minimum de 1,10 p.c. le 18 novembre.

\*

\*\*

## BILAN ET COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 1959

*Bilan au 31 décembre 1959*

*Résultats au 31 décembre 1959*

ACTIF	Valeur comptable	CREDIT	
Fonds publics en portefeuille .....	5.139.355.282	Revenus des fonds publics .....	185.792.426
Certificats de Trésorerie, tranche « B » .....	623.000.000	Intérêts des certificats de Trésorerie, tranche « B » .....	9.094.113
Certificats de Trésorerie « D » .....	2.700.000.000	Moins prorata d'intérêts non courus .....	6.592.174
Banque Nationale de Belgique, compte courant	784.835		2.501.939
Ventes de titres, à liquider : (valeur nominale 50.622.900) .....	51.455.801	Intérêts des certificats de Trésorerie « D » .....	5.222.396
Prorata d'intérêts acquis au 31 décembre 1959 sur fonds publics en portefeuille .....	91.981.032	Plus prorata d'intérêts courus .....	6.583.611
Prorata d'intérêts courus sur certificats de Trésorerie « D » .....	6.583.611		11.806.007
	8.613.160.561	Intérêts des prêts à court terme .....	4.244.723
			204.345.095
PASSIF		DEBIT	
Emprunts à court terme .....	72.000.000	Intérêts des emprunts à court terme .....	429.263
Certificats Fonds des Rentes en circulation ...	4.607.750.000	Intérêts des bons de caisse remis à l'escompte	186.667
Trésor public (article 9 de la loi du 19 juin 1959) .....	2.812.500.000	Intérêts des certificats Fonds des Rentes en circulation .....	116.821.552
Achats de titres, à liquider : (valeur nominale 76.329.520) .....	75.596.221	Plus prorata d'intérêts courus ...	22.266.389
Prorata d'intérêts courus sur certificats Fonds des Rentes en circulation .....	22.266.389		139.087.941
Prorata d'intérêts non courus sur certificats de Trésorerie, tranche « B » .....	6.592.174	Courtages .....	21.077.503
Réserve générale au 31 décembre 1958 .....	977.563.787	Commissions sur opérations « call money » ...	103.013
Résultat au 31 décembre 1959 ...	38.891.990	Frais généraux .....	291.292
	1.016.455.777	Soldes des postes de titres complètement liquidés	4.277.426
			165.453.105
	8.613.160.561	Solde bénéficiaire à virer à la réserve générale	38.891.990
			204.345.095

Le bilan reproduit ci-dessus fait apparaître une réserve générale de 1.016 millions de francs.

Cette réserve est basée sur la valeur comptable des fonds publics en portefeuille, qui est supérieure de

890 millions à la valeur boursière au 31 décembre 1959. Compte tenu de cette moins-value, la réserve effective s'établit à 126 millions, contre 230 millions au 31 décembre 1958.

Le 7 mars 1960.

Le Président,  
M. WILLIOT.

## 1959 — Moyenne des cotations

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Portefeuille « A » :												
3 % Belge, II	98,430	98,755	98,945	99,100	99,100	99,259	99,395	99,733	99,900	99,900	99,900	99,900
3 ½ % Belge 1937	88,485	88,660	88,700	88,700	88,788	88,800	88,800	88,800	88,872	88,895	88,800	88,722
3 ½ % Belge 1943	84,635	85,160	85,685	85,800	85,764	85,445	84,935	84,900	84,681	84,622	84,936	85,290
4 % Unifiée	93,300	93,560	93,525	93,500	93,500	93,568	93,605	93,700	93,700	94,000	94,626	94,886
4 % Libération	90,785	91,215	91,415	91,640	92,117	91,072	90,500	90,938	90,686	90,554	90,684	90,504
4 ½ % Belge 1951	100,850	100,480	100,505	100,772	100,764	100,414	100,320	100,314	100,159	100,581	100,852	100,718
4 ½ % Belge 1952/1962	102,295	102,040	102,050	102,422	102,147	101,981	101,645	101,747	101,704	101,881	102,236	102,545
4 ½ % Belge 1952/1964	100,970	100,890	100,990	101,113	100,947	100,631	100,755	101,000	100,418	100,850	101,047	101,140
4 ½ % Belge 1953/1973	97,785	97,595	97,625	97,359	97,305	97,240	96,905	96,604	96,186	95,990	96,052	96,077
4 ½ % Belge 1953/1968	98,525	98,420	98,250	98,132	97,964	97,650	97,300	97,209	96,900	97,054	97,247	97,078
4 ½ % Belge 1954/1972	96,680	96,845	97,035	96,295	95,594	95,409	95,245	95,995	95,109	95,150	95,473	95,559
4 ¼ % Belge 1954/1974, I	95,450	95,455	95,500	95,500	95,229	95,068	94,850	93,766	93,359	93,704	94,015	93,795
4 % Belge 1955/1975	92,280	92,105	91,915	91,690	91,347	90,941	90,740	91,147	90,518	90,581	90,900	90,704
4 ¼ % Belge 1956/1971	97,065	97,260	97,605	97,263	96,894	96,504	96,230	96,995	96,281	96,654	96,926	96,777
4 ¼ % Belge 1956/1973	96,515	97,190	97,395	96,991	96,752	96,086	95,605	95,600	95,354	95,159	95,042	94,968
4 ½ % Belge 1956/1967	98,350	98,560	98,700	97,809	97,394	96,986	96,800	96,800	96,459	96,613	96,800	96,750
5 % Belge 1957/1969	100,165	100,000	100,200	99,927	100,000	99,840	99,870	99,995	99,250	99,543	99,257	99,336
5 % Belge 1958/1968	99,635	99,910	99,920	99,731	99,764	99,272	99,340	99,857	98,618	99,009	99,136	98,936
4 ¾ % Belge 1959/1971						97,958	97,127	96,735	96,036	95,922	96,094	96,190
4 % Trésor 1943/1963	110,095	110,720	112,475	112,804	112,588	112,190	112,200	112,200	111,900	111,304	111,300	111,113
4 % Trésor 1949/1960	104,780	104,610	104,690	104,613	104,705	104,750	104,750	104,895	104,977	104,986	105,063	104,772
5 ½ % Trésor 1957/1963	102,770	102,840	102,955	103,050	102,723	102,740	102,690	102,909	102,140	101,890	102,263	102,313
4 % Belge à lots 1933	1.014,900	1.022,600	1.033,200	1.035,000	1.039,176	1.050,863	1.050,700	1.052,809	1.051,136	1.056,613	1.058,050	1.059,250
4 % Belge à lots 1941	941,050	944,550	944,000	937,136	941,058	944,409	947,750	950,238	952,090	950,770	948,260	954,180
2 % Belge à lots 1953	1.009,750	1.023,400	1.031,550	1.033,590	1.037,588	1.045,727	1.047,400	1.053,047	1.055,863	1.058,545	1.061,680	1.072,571
4 % Dévastées 1923	1.013,750	1.015,600	1.017,050	1.017,590	1.018,000	1.019,181	1.022,300	1.023,047	1.022,681	1.022,272	1.021,000	1.020,500
4 % Chemins de Fer belges 1955, II	92,470	92,500	92,255	92,031	91,994	91,795	91,490	91,185	90,736	90,336	90,531	90,568
4 ¼ % Fonds des Routes 1955/1965	97,740	97,585	97,790	97,400	97,358	96,854	96,620	97,233	96,659	96,800	97,052	97,168
5 % Fonds des Routes 1957/1967	100,525	100,500	100,400	100,213	100,100	99,809	99,985	100,042	99,800	99,727	99,763	99,822
4 % Priv. Chemins de Fer belges, tranche belge	471,550	476,100	481,450	483,270	478,411	474,180	471,150	473,380	472,954	472,454	469,789	466,220
Portefeuille « B »												
2 % Reconstruction, III	998,750	1.009,050	1.010,700	1.009,772	1.022,411	1.039,714	1.039,250	1.037,857	1.029,409	1.022,772	1.024,315	1.019,040
3 % Vicinaux J.-J., IV	66,287	67,625	68,412	68,255	67,875	67,480	67,185	66,900	66,288	65,750	65,425	65,157
3 ½ % Régie T.T. 1943	84,122	84,000	83,970	83,837	84,657	87,835	90,837	90,520	90,250	89,855	89,962	90,200
4 % Régie T.T. 1950	104,645	104,645	104,655	104,695	104,770	104,818	104,945	104,942	104,754	104,990	105,047	104,836
4 ½ % Régie T.T. 1952, I	103,460	103,530	103,930	103,700	103,417	103,336	103,330	103,500	103,368	103,413	104,121	104,318
4 ½ % Régie T.T. 1953, I	99,815	99,885	100,295	99,786	99,488	99,181	99,030	99,100	98,786	98,545	98,805	98,827
4 ¼ % Régie T.T. 1954/1974, I	95,555	95,300	95,300	95,104	94,900	94,940	94,750	94,719	94,181	94,000	93,978	93,977
4 ¼ % Régie T.T. 1956/1971	97,445	97,205	97,635	97,404	96,788	96,813	96,980	97,585	96,759	96,754	96,710	96,431
4 ½ % Chemins de Fer belges 1953/1965	100,995	100,950	101,345	101,190	101,323	101,159	101,095	101,252	101,145	101,218	101,768	102,109
4 ½ % Chemins de Fer belges 1954/1972	97,210	96,925	97,110	96,672	95,841	95,895	96,130	96,752	96,631	96,381	96,173	96,277
5 % Chemins de Fer belges 1957/1972	101,070	101,145	100,920	100,590	100,252	99,640	99,905	100,119	99,754	99,804	99,847	99,800
4 ½ % S.N.C.I. 1951/1961	102,055	102,025	102,150	101,895	101,635	101,504	101,800	102,457	102,163	101,940	102,136	101,818
4 ½ % S.N.C.I. 1952/1962, I	103,800	103,615	103,900	103,713	103,800	103,745	103,625	103,700	103,522	103,345	104,078	104,472
4 % Distributions d'Eau 1953	98,660	98,650	99,650	99,368	99,217	99,195	99,005	99,000	98,868	98,800	98,800	98,831
4 % Congo 1936	83,255	82,800	82,580	81,728	81,515	81,372	81,200	81,333	81,235	80,850	80,453	80,617
4 % Décennales Congo 1950, II	99,650	99,170	99,000	98,954	98,776	99,463	99,700	99,623	99,400	99,513	99,705	99,444
4 ¼ % Congo 1954/1974	92,725	89,495	89,260	88,459	87,270	85,609	83,870	81,842	77,350	76,281	74,989	74,309
4 ¼ % Congo 1955/1967	92,965	91,360	91,365	89,863	88,511	86,613	84,725	84,500	81,613	80,572	77,378	77,222
4 % Congo 1950, I	104,255	103,595	103,900	103,959	104,017	104,022	104,305	104,838	104,590	104,568	104,600	104,559
5 ½ % Congo 1958/1964	100,135	99,265	100,135	99,559	98,811	96,263	95,270	96,233	93,413	93,636	91,205	91,863
4 % Crédit Communal, I	87,200	87,640	87,975	89,766	90,088	89,827	89,500	88,957	88,786	88,431	88,742	88,800
4 % Crédit Communal, IV	93,675	93,700	93,610	93,486	93,364	93,300	93,000	93,004	92,918	92,850	92,900	93,081
4 ½ % Crédit Communal 1952	102,935	103,265	103,315	103,136	103,464	102,972	102,880	103,247	102,922	103,004	103,031	102,986
3 % Crédit Communal à lots 1957/1972	997,950	1.002,900	1.008,400	1.002,810	1.004,705	1.005,318	1.008,800	1.015,809	1.010,000	1.008,318	1.007,105	1.012,220
4 % Chemins de Fer belges 1937	828,730	825,882	822,176	821,750	821,588	824,952	827,684	831,473	834,136	837,681	841,052	842,470
4 % Anvers 1919	96,600	97,900	99,800	100,000	100,000	100,000	100,000	100,000	100,000	99,933	99,800	99,800
4 % Anvers 1931	92,500	92,660	92,700	92,871	93,000	93,000	93,060	93,100	93,200	93,437	93,650	93,700
4 ½ % Anvers 1953/1968, I	99,100	99,100	99,100	99,100	99,029	98,822	98,875	99,000	98,877	98,800	98,800	98,727
4 % Anvers 1955	91,575	91,470	91,380	91,218	91,200	91,090	90,830	90,895	90,777	90,209	90,100	90,027
4 % Bruxelles 1930	83,521	83,650	84,257	84,800	84,800	84,754	84,700	84,433	84,477	84,631	84,980	85,747
4 ½ % Bruxelles 1952, I	102,085	102,455	102,755	102,827	102,900	102,900	102,900	102,900	102,650	102,500	102,594	102,745
4 ½ % Bruxelles 1956/1972	97,280	97,175	97,325	97,263	97,200	97,154	96,935	96,800	96,745	96,600	96,600	96,527
5 ½ % Bruxelles 1958/1963	101,370	102,030	101,655	101,618	101,464	101,536	101,500	101,724	101,554	101,531	100,942	100,972
4 ¼ % Gand 1954/1974	94,595	94,585	94,500	94,500	94,552	94,490	94,415	94,328	94,300	94,250	94,200	94,200
4 ½ % Gand 1956/1971	98,555	98,450	98,530	98,445	98,335	98,268	98,110	98,075	97,909	97,500	97,400	97,345
4 ½ % Liège 1956/1970	97,125	97,100	97,080	96,914	96,900	96,900	96,810	96,800	96,722	96,654	96,573	96,450
5 % Liège 1957/1967	100,250	100,300	100,300	100,300	100,300	100,227	100,110	100,100	100,081	99,981	99,768	99,700
2 % Bruxelles à lots 1905	711,375	711,750	714,444	710,777	712,285	724,000	708,428	727,620	731,666	717,785	718,000	711,900

## BIBLIOGRAPHIE SUR LA SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* d'avril 1960. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

### 1. MONNAIE — BANQUE

VAN GELDER F., Creditexport. (*Bulletin officiel de la Chambre de Commerce de Bruxelles, LXXVII, n° 18, 29 avril 1960, p. 323.*)

### 2. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS

BLONDEEL J., Legal Conditions Governing Foreign Investment in Belgium. (*extrait de « Legal Aspects of Foreign Investment »*). (Boston, Little & Brown, 1959, pp. 55-76.)

La comptabilité nationale du Grand-Duché de Luxembourg, année 1958. (*Ministère des Affaires Economiques, Luxembourg, 1959, 43 p.*)

VANBINST E., Les fonds communs de placement en Belgique. (*Épargner et Investir, Bruxelles, n° 80, mai 1960, pp. 6-11.*)

VERVIER E., Etude des notions de « Revenu national », « Prélèvement fiscal national » et des liens qui unissent ces deux notions. (*Revue pratique des Questions commerciales et économiques, Liège, n° 1, mars 1960, pp. 2-19.*)

### 4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES

La dette publique du Congo belge. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XV, n° 18, 30 avril 1960, pp. 157-160.*)

MIESSEN M., Das belgische Steuersystem im Rahmen der Wirtschafts- und Sozialstruktur nach dem zweiten Weltkrieg. (Bonn, 1960, 175 p.)

The Belgian System of Taxation in its Relation to Corporations. (*Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, Bruxelles, 1959, 61 p.*)

### 7. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

GEMMIL R., Notes on the Measurement of International Liquidity. (*The Journal of Finance, Chicago, XV, n° 1, mars 1960, pp. 53-61.*)

PENGLAOU C., Aperçus statistiques sur la liquidation de l'Union Européenne de Paiements et le financement de l'Accord Monétaire Européen.

(*Journal de la Société statistique de Paris, Paris, CI, nos 1-2-3, janvier-février-mars 1960, pp. 21-52.*)

REMEDIO M., Aspectos recentes dos movimentos internacionais de capitais a longo prazo. (*Revista de Economia, Lisbonne, XII, n° 3, septembre 1959, pp. 115-124.*)

### 9. INTEGRATION EUROPEENNE

BAFFI P., Problems of European Economic Integration. (*Banca Nazionale del Lavoro, Rome, n° 52, mars 1960, pp. 24-41.*)

DELL' AMORE G., La politica monetaria della Comunità Economica Europea. (*Bancaria, Rome, XVI, n° 3, mars 1960, pp. 267-276.*)

Fonds européen de développement pour les pays et territoires d'outre-mer. (*Bulletin de la Communauté Economique Européenne, Bruxelles, n° 2, février 1960, pp. 10-19.*)

FORMENTINI P., La Banque Européenne d'Investissement. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 2, février 1960, pp. 93-108.*)

KREININ M., Flexible Exchange Rates in a Common Market and Suggested Implementation. (*Social Research, New-York, XXVII, n° 1, 1960, pp. 105-110.*)

REBOUD L., Influence des fiscalités sur les mouvements de capitaux dans le cadre du Marché commun. (*Revue de Science Financière, Paris, LII, n° 2, avril-juin 1960, pp. 314-340.*)

VAN DER SCHEUREN J., Vouloir l'Europe... (*Bulletin officiel de la Chambre de Commerce de Bruxelles, Bruxelles, LXXVII, n° 18, 29 avril 1960 pp. 305-311.*)

### 10. GENERALITES

BRENU H., L'emprise des groupes financiers sur l'économie belge. (*Numéro spécial de « Informations ouvrières », n° 18, 1956*), (Liège, 1956, pp. 7-17.)

DECHAMPS J., Le Congo devant ses problèmes économiques et financiers. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XXXVII, n° 3, mars 1960, pp. 185-202.*)

DELSINNE L., La Société Nationale des Chemins de Fer, service public ou entreprise privée. (*Socialisme, Bruxelles, VII, n° 38, mars 1960, pp. 188-202.*)

FRANTZEN P., Economische groei en economische politiek in België. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, XLV, n° 2.232, 27 avril 1960, pp. 464-467.*)

HUYBRECHTS A., L'économie congolaise en 1959, Crise politique, redressement conjoncturel, difficultés financières. (*Zaire, Bruxelles, XIII, n° 8, 1959, pp. 843-861.*)

## LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — *Législation économique générale*
- II. — *Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière*
- III. — *Législation agricole*
- IV. — *Législation industrielle*
- V. — *Législation du travail*
- VI. — *Législation relative au commerce intérieur*
- VII. — *Législation relative au commerce extérieur*
- VIII. — *Législation des transports*
- IX. — *Législation relative aux prix et aux salaires*
- X. — *Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)*
- XI. — *Législation en matière de dommages de guerre*

### II. — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

#### Loi du 23 mars 1960

contenant le budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1960 (Moniteur du 1<sup>er</sup> avril 1960, p. 2.388).

##### Titre I. — Dépenses ordinaires.

Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1960 (...) des crédits s'élevant à la somme de 217.465.000 francs.

##### Titre II. — Dépenses extraordinaires.

Art. 4. — Des crédits de paiement résultant des obligations contractées en exécution des autorisations accordées par la présente loi et par les lois antérieures sont ouverts jusqu'à concurrence de 1.300.000 francs (...).

#### Arrêté royal du 25 mars 1960

autorisant la société coopérative « Fonds du logement de la Ligue des familles nombreuses de Belgique », à contracter, sous la garantie de l'Etat, un dix-huitième emprunt de 200 millions de francs (Moniteur du 7 avril 1960, p. 2.556).

Article 1<sup>er</sup>. — La garantie de l'Etat est attachée au dix-huitième emprunt, de 200 millions de francs, à contracter

par la société coopérative « Fonds du logement de la Ligue des familles nombreuses de Belgique ».

Art. 2. — L'emprunt portera intérêt au taux de 4,50 p.c. l'an; il sera remboursable en vingt ans, par annuités égales calculées au même taux d'intérêt de 4,50 p.c.

Le service des intérêts de l'emprunt est assuré par le Fonds national du logement.

Art. 5. — A titre de quote-part dans les charges d'intérêt de l'emprunt, le Fonds du logement de la Ligue des familles nombreuses de Belgique interviendra à concurrence de 1,90 p.c. dans le taux d'intérêt de 4,50 p.c., fixé ci-dessus.

#### Loi du 25 mars 1960

contenant le budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960 (Moniteur du 8 avril 1960, p. 2.587).

##### Titre I<sup>er</sup>. — Dépenses ordinaires.

Article 1<sup>er</sup>. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1960 (...) des crédits s'élevant à la somme de 1.966.304.000 francs.

##### Titre II. — Dépenses extraordinaires.

Art. 6. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 25.000.000 francs (...).

Art. 7. — Des crédits de paiement résultant des obligations contractées en exécution des autorisations accordées par la présente loi et par les lois antérieures sont ouverts jusqu'à concurrence de 42.750.000 francs (...).

### Loi du 31 mars 1960

*ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1960 et ajournant la clôture des opérations de dépenses relatives à l'exercice 1959 (Moniteur du 2 avril 1960, p. 2.418).*

### Arrêté royal du 31 mars 1960

*approuvant deux conventions intervenues entre la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement et le Congo belge pour l'octroi à ce dernier de deux prêts d'un montant total de 35 millions de dollars U.S.A. maximum et attachant la garantie de l'Etat belge au paiement des intérêts et au remboursement des obligations qui pourraient être émises en représentation des deux prêts (Moniteur du 13 avril 1960, p. 2.743).*

Article 1<sup>er</sup>. — Sont approuvées les deux conventions conclues à Washington le 30 mars 1960, entre le Congo belge et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, relatives à l'octroi au Congo belge de deux prêts en diverses monnaies équivalant en principal à un montant maximum de trente-cinq millions de dollars des Etats-Unis (...).

Art. 2. — Chacun des emprunts sera réalisé par la mise à la disposition du Congo belge, dans un compte ouvert auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, d'un crédit en dollars, ou l'équivalent en d'autres monnaies, représentant le montant de l'emprunt.

Art. 3. — Pour ce qui concerne chacun des emprunts, une commission d'ouverture de crédit de 3/4 p.c. l'an est allouée à la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement sur les montants non utilisés depuis le soixantième jour suivant la date de signature du contrat d'emprunt y relatif jusqu'à la date des prélèvements successifs opérés sur le crédit consenti.

Art. 4. — Chacun des emprunts porte intérêt au taux de 6 p.c. l'an à partir de la date des prélèvements effectués sur le crédit consenti.

Art. 5. — Les intérêts et autres charges de chaque emprunt sont payables semestriellement le 1<sup>er</sup> avril et le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année.

Art. 6. — Chaque emprunt est remboursable au pair de la valeur nominale (...), étant entendu que les montants prélevés en d'autres monnaies qu'en dollars sont remboursables dans ces mêmes monnaies ou en monnaies que la Banque aurait dû céder pour se les procurer.

Art. 7. — Le principal, les intérêts et autres charges et les primes éventuelles de remboursement anticipé des emprunts ainsi que des obligations qui peuvent être émises en représentation desdits emprunts sont exempts de tous impôts ou taxes quelconques, présents ou futurs, au profit de l'Etat belge, des provinces, des communes, du Congo belge ou de toute autorité de Belgique ou du Congo belge ayant un pouvoir de taxation.

Art. 8. — Pour chaque emprunt, le paiement des intérêts et des autres charges, ainsi que le remboursement du capital seront effectués auprès des établissements à désigner par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, en dollars des Etats-Unis ou dans la même monnaie que celle des prélèvements sur le crédit ou en monnaies que la Banque aurait dû céder pour se les procurer.

Art. 9. — Le Congo belge se réserve la faculté de rembourser à tout moment, selon les modalités fixées par les contrats d'emprunt, tout ou partie de chaque emprunt ou des obligations y afférentes restant en circulation, moyennant un préavis de quarante-cinq jours au moins et de soixante jours au plus à donner à la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement et aux porteurs d'obligations.

Art. 11. — Sont approuvées les deux conventions conclues à Washington, le 30 mars 1960, entre l'Etat belge et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, relatives à la garantie par l'Etat belge des deux prêts visés à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Art. 12. — L'Etat belge garantit le remboursement du principal, le paiement des intérêts et autres charges, aussi bien des emprunts que des obligations qui peuvent être émises en représentation desdits emprunts, le paiement de ces obligations, ainsi que des primes éventuelles de remboursement anticipé des emprunts ou des obligations, et l'exécution des engagements de l'emprunteur, tels que ces engagements sont stipulés dans les contrats d'emprunt.

### Arrêté ministériel du 31 mars 1960

*approuvant la convention intervenue entre la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement et l'Office d'Exploitation des Transports coloniaux, pour l'octroi à ce dernier d'un prêt de 5 millions de dollars U.S.A. maximum et attachant la garantie du Congo belge au paiement des intérêts et au remboursement des obligations qui pourraient être émises en représentation de ce prêt (Moniteur du 13 avril 1960, p. 2.747).*

Article 1<sup>er</sup>. — Est approuvée la convention conclue à Washington, le 30 mars 1960, entre l'Office d'Exploitation des Transports coloniaux, dit Otraco, et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, dite la Banque, relative à l'octroi à l'Otraco d'un prêt en diverses monnaies, équivalant en principal à un montant maximum de cinq millions de dollars des Etats-Unis, aux modalités fixées dans les articles 2 à 10 du présent arrêté.

Art. 2. — L'emprunt sera réalisé par la mise à la disposition de l'Otraco, dans un compte ouvert auprès de la Banque, d'un crédit en dollars, ou l'équivalent en d'autres monnaies, représentant le montant de l'emprunt.

Art. 3. — Une commission d'ouverture de crédit de 3/4 p.c. l'an est allouée à la Banque sur les montants non utilisés depuis le soixantième jour suivant la date de signature du contrat d'emprunt jusqu'à la date des prélèvements successifs opérés sur le crédit consenti.

Art. 4. — L'emprunt porte intérêt au taux de 6 p.c. l'an, à partir de la date des prélèvements effectués sur le crédit consenti.

Art. 5. — Les intérêts et autres charges de l'emprunt sont payables semestriellement, le 1<sup>er</sup> avril et le 1<sup>er</sup> octobre de chaque année.

Art. 7. — Le principal, les intérêts et autres charges et les primes éventuelles de remboursement anticipé de l'emprunt ainsi que les obligations qui peuvent être émises en représentation dudit emprunt sont exempts de tous impôts ou taxes quelconques, présents ou futurs, au profit de l'Etat belge, des provinces, des communes, du Congo belge ou de toute autorité de Belgique ou du Congo belge ayant un pouvoir de taxation.

Art. 8. — Le paiement des intérêts et des autres charges, ainsi que le remboursement du capital de l'emprunt seront effectués auprès des établissements à désigner par la Banque, en dollars des Etats-Unis ou dans la même monnaie que celle des prélèvements sur le crédit ou en monnaies que la Banque aurait dû céder pour se les procurer.

*Art. 9.* — L'Otraco se réserve la faculté de rembourser à tout moment, selon les modalités fixées par le contrat d'emprunt, tout ou partie de l'emprunt ou des obligations y afférentes restant en circulation, moyennant un préavis de quarante-cinq jours au moins et de soixante jours au plus à donner à la Banque et aux porteurs d'obligations.

*Art. 11.* — Est approuvée, la convention conclue à Washington, le 30 mars 1960 entre le Congo belge et la Banque, relative à la garantie par le Congo belge du prêt visé à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

*Art. 12.* — Le Congo belge garantit le remboursement du principal, le paiement des intérêts et autres charges aussi bien de l'emprunt que des obligations qui peuvent être émises en représentation dudit emprunt, le paiement de ces obligations ainsi que des primes éventuelles de remboursement anticipé de l'emprunt ou des obligations, et l'exécution des engagements de l'emprunteur tels que ces engagements sont stipulés dans le contrat d'emprunt.

#### Arrêté royal du 31 mars 1960

*relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat et d'exemptions fiscales à un emprunt de 5 millions de dollars, contracté par l'Office d'Exploitation des Transports coloniaux auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (Moniteur du 13 avril 1960, p. 2.749).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Est approuvée la convention conclue à Washington le 30 mars 1960, entre l'Etat belge et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, dite la Banque, attachant la garantie de l'Etat belge à l'emprunt conclu par l'Office d'Exploitation des Transports coloniaux, dit Otraco, auprès de la Banque, en diverses monnaies équivalant à un montant maximum de cinq millions de dollars des Etats-Unis (\$ 5.000.000).

*Art. 2.* — L'Etat belge garantit le remboursement du principal, le paiement des intérêts et autres charges aussi bien de l'emprunt que des obligations qui peuvent être émises en représentation dudit emprunt, le paiement de ces obligations ainsi que des primes éventuelles de remboursement anticipé de l'emprunt ou des obligations, et l'exécution des engagements de l'emprunteur tels que ces engagements sont stipulés dans la convention de prêt intervenue entre l'Otraco et la Banque.

*Art. 3.* — Le principal, les intérêts et autres charges et les primes éventuelles de remboursement anticipé de l'emprunt ainsi que des obligations qui peuvent être émises en représentation dudit emprunt sont exempts de tous impôts ou taxes quelconques, présents ou futurs, au profit de l'Etat belge, des provinces, des communes, du Congo belge ou de toute autorité de Belgique ou du Congo belge ayant un pouvoir de taxation.

#### Arrêté ministériel du 5 avril 1960

*instituant un groupe de travail interdépartemental d'organisation et d'économies (Moniteur du 9 avril 1960, p. 2.650).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Il est institué à la Vice-Présidence du Conseil de Cabinet un groupe de travail interdépartemental d'organisation et d'économies.

*Art. 2.* — Le groupe de travail est chargé de promouvoir, de suivre et de coordonner l'activité des commissions départementales d'organisation et d'économies.

Il soumettra au Gouvernement, pour le 30 juin, des conclusions se rapportant, notamment, aux objets suivants :

1<sup>o</sup> l'ajustement des crédits budgétaires pour dépenses de personnel;

2<sup>o</sup> les économies en matière d'allocations et indemnités générales quelconques au personnel de l'Etat;

3<sup>o</sup> les économies en matière de frais de déplacement;

4<sup>o</sup> les économies en matière d'achat de fournitures;

5<sup>o</sup> les économies dans l'achat et l'utilisation des véhicules automobiles;

6<sup>o</sup> l'amélioration des méthodes de travail;

7<sup>o</sup> la résorption accélérée des services nés de la guerre et, d'une manière plus générale, des services n'ayant plus de raison d'être;

8<sup>o</sup> toutes mesures touchant à l'organisation interne des services et propres à apporter des simplifications, des économies et une efficacité accrue.

#### Arrêté ministériel du 8 avril 1960

*portant modification de l'arrêté ministériel du 9 novembre 1957 relatif à l'émission de certificats de trésorerie destinés à la couverture des passifs bancaires (Moniteur du 21 avril 1960, p. 2.931).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — La répartition en certificats de la tranche A et en certificats de la tranche B, de l'emprunt spécial de 28.920.000.000 de francs, émis en exécution de l'arrêté ministériel du 9 novembre 1957, est modifiée comme suit :

le montant de la tranche A est ramené de 20.000.000.000 de francs à 19.826.000.000 de francs;

le montant de la tranche B est porté de 8.920.000.000 de francs à 9.094.000.000 de francs.

*Art. 2.* — Le capital nominal de 174.000.000 de francs dont est majoré l'encours des certificats de la tranche B est offert en souscription, sous valeur du 1<sup>er</sup> avril 1960, aux banques de moyenne circulation, par conversion au pair et sans frais d'un capital nominal égal de certificats de la tranche A détenus par ces banques.

*Art. 3.* — L'article 3 de l'arrêté ministériel du 9 novembre 1957, modifié par l'arrêté ministériel du 31 décembre 1959, est remplacé par le texte ci-après :

« Les certificats représentatifs de la tranche B sont à quatre mois de date environ.

» Ils sont émis ou renouvelés à leur échéance à un taux d'intérêt égal au taux d'escompte officiel, — diminué de vingt-cinq centimes (F 0,25), — pratiqué à cette date par la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque.

» Cet intérêt est payable anticipativement. »

#### Arrêté ministériel du 8 avril 1960

*approuvant l'émission d'un emprunt de 325 millions de francs, à 5 ou 10 ans, par la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (Moniteur du 20 avril 1960, p. 3.179).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — La Caisse Nationale de Crédit Professionnel est autorisée à émettre un emprunt d'un montant nominal de 325 millions de francs.

*Art. 2.* — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur de 1.000, 5.000, 25.000 et 100.000 francs, portant intérêt aux taux indiqués ci-après :

5 p.c. l'an à partir du 8 avril 1960 jusqu'au 7 avril 1965;

5,25 p.c. l'an à partir du 8 avril 1965 jusqu'au 7 avril 1970.

Ces obligations sont munies de 10 coupons d'intérêt annuels pour les échéances du 8 avril de chacune des années 1961 à 1970.

*Art. 3.* — Le prix d'émission, fixé au pair de la valeur nominale, est payable intégralement au moment du dépôt des souscriptions.

*Art. 4.* — Les obligations sont remboursables au gré du porteur, le 8 avril 1965 au pair de la valeur nominale ou le 8 avril 1970 à 102 p.c. de la valeur nominale.

*Art. 5.* — Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

*Art. 6.* — Les intérêts de l'emprunt sont exempts de la taxe mobilière.

### Loi du 13 avril 1960

*autorisant le Ministre des Finances à attacher la garantie de l'Etat à un emprunt à émettre par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique (Moniteur du 18 avril 1960, p. 2.882).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Le Ministre des Finances est autorisé à attacher la garantie de l'Etat au remboursement en principal et au paiement des intérêts d'un emprunt au montant nominal maximum de trois milliards de francs, portant intérêt au taux de deux pour cent (2 p.c.) l'an et remboursable après trente ans, à émettre à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1960 en dix tranches annuelles, par la Fondation nationale pour le

financement de la recherche scientifique, en vue de l'accomplissement de sa mission statutaire.

Les intérêts de l'emprunt sont exempts de tous impôts et taxes réels quelconques, présents et futurs, au profit de l'Etat, des provinces et des communes.

*Art. 2.* — La Fondation nationale mettra le produit de l'emprunt à la disposition de l'Etat pour financer le développement de la recherche scientifique, au fur et à mesure que les décisions d'affectation des fonds empruntés seront prises.

### Arrêté royal du 14 avril 1960

*mettant à la disposition du Ministre chargé des affaires économiques et financières du Congo belge et du Ruanda-Urundi une somme de 150 millions de francs prélevée sur le produit de la taxe exceptionnelle de conjoncture (Moniteur du 18 avril 1960, p. 2.883).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Une somme de 150 millions de francs, prélevée sur le produit de la taxe exceptionnelle de conjoncture, est mise en 1960 à la disposition du Ministre chargé des affaires économiques et financières du Congo belge et du Ruanda-Urundi qui l'affectera au développement de l'enseignement universitaire et de la recherche scientifique au Congo belge.

## III. — LEGISLATION AGRICOLE

### Arrêté ministériel du 28 mars 1960

*fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 7 avril 1960, p. 2.558).*

## V. — LEGISLATION DU TRAVAIL

### Arrêté royal du 21 mars 1960

*rendant obligatoires les décisions du 23 novembre 1959 de la Commission paritaire nationale de l'industrie cinématographique, relatives à la réduction de la durée du travail (Moniteur du 5 avril 1960, p. 2.506).*

## VIII. — LEGISLATION DES TRANSPORTS

### Loi du 16 février 1960

*portant approbation de la convention relative à la constitution d' « Eurofima », Société européenne pour le Financement de Matériel ferroviaire, du protocole de signature et du protocole additionnel à cette convention signés à Berne, le 20 octobre 1955 (Moniteur du 25 avril 1960, p. 3.034).*

## IX. — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

### Arrêté royal du 15 mars 1960

*rendant obligatoire la décision du 24 décembre 1959 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des cuirs et peaux, modifiant les décisions du 14 décembre 1955, concernant la fixation des salaires minimums dans l'industrie de la ganterie et le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, rendues obligatoires par arrêté royal du 14 mai 1956 (Moniteur du 14 avril 1960, p. 2.782).*

### Arrêté royal du 15 mars 1960

*rendant obligatoire la décision du 24 décembre 1959 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des cuirs et peaux modifiant la décision du 14 décembre 1955 concernant la fixation des sa-*

*laires minimums dans l'industrie de la maroquinerie, articles de voyage, selleries et équipements militaires ainsi que le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 24 avril 1956 (Moniteur du 30 avril 1960, p. 3.220).*

### Arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> avril 1960

*fixant le prix maximum de vente au consommateur du lait de consommation (Moniteur du 6 avril 1960, p. 2.542).*

### Loi du 12 avril 1960

*unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail (Moniteur du 16 avril 1960, p. 2.834).*

## X. — LEGISLATION SOCIALE (PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

### Arrêté ministériel du 8 mars 1960

*modifiant l'arrêté ministériel du 22 septembre 1955 portant exécution de l'arrêté royal organique de l'assurance maladie-invalidité et des conventions bilatérales et multilatérales de sécurité sociale en ce qu'elles visent l'assurance maladie-invalidité (Moniteur du 2 avril 1960, p. 2.423).*

### Loi du 28 mars 1960

*relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (Moniteur du 4 avril 1960, p. 2.458).*

### Arrêté royal du 29 mars 1960

*modifiant l'arrêté royal du 22 septembre 1955, organique de l'assurance maladie-invalidité (Moniteur du 1<sup>er</sup> avril 1960, p. 2.397).*

### Arrêté royal du 7 avril 1960

*fixant les conditions d'agrément des caisses de pension pour travailleurs indépendants et le fonctionnement d'organismes qui participent à l'exécution de la loi du 28 mars 1960, relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. (Moniteur du 9 avril 1960, p. 2.657).*

# STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

## MARCHE DE L'ARGENT

### Ia. — TAUX OFFICIELS D'ESCOMPTE ET DE PRETS

### Ib. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME <sup>1</sup>

2

Epoques	Taux officiels de la Banque Nationale de Belgique					
	Escompte				Avances en compte courant et prêts *	
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations de banque préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées, non domiciliées en banque	Traites non acceptées domiciliées en banque	Traites non acceptées et non domiciliées en banque, promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 366 jours	Tous autres effets publics
1958 Moyenne	3,95	4,66	5,37	5,66	(2)	5,66
1959 Moyenne	3,27	3,77	4,27	4,77	(2)	4,76
1959 Mars	3,25	3,75	4,25	4,75	(2)	4,75
Avril	3,25	3,75	4,25	4,75	(2)	4,75
Mai	3,25	3,75	4,25	4,75	(2)	4,75
Juin	3,25	3,75	4,25	4,75	(2)	4,75
Juillet	3,25	3,75	4,25	4,75	(2)	4,75
Août	3,25	3,75	4,25	4,75	(2)	4,75
Septembre	3,25	3,75	4,25	4,75	(2)	4,75
Octobre	3,25	3,75	4,25	4,75	(2)	4,75
Novembre	3,25	3,75	4,25	4,75	(2)	4,75
Décembre (dep. le 24)	4,—	4,50	4,75	5,25	(2)	5,—
1960 Janvier	4,—	4,50	4,75	5,25	(2)	5,—
Février	4,—	4,50	4,75	5,25	(2)	5,—
Mars	4,—	4,50	4,75	5,25	(2)	5,—
Avril	4,—	4,50	4,75	5,25	(2)	5,—
Mai	4,—	4,50	4,75	5,25	(2)	5,—

	Moyennes	1 jour	5 jours	10 jours
1958	1,41	1,56	1,69	
1959 <sup>3</sup>	1,01	1,06	1,11	
1959 Mars	1,03	1,08	1,13	
Avril	1,—	1,05	1,10	
Mai	1,—	1,05	1,10	
Juin	1,—	1,05	1,10	
Juillet	1,—	1,05	1,10	
Août	1,—	1,05	1,10	
Septembre	1,—	1,05	1,10	
Octobre	1,—	1,05	1,10	
Novembre <sup>4</sup>	1,—	1,05	1,10	
Décembre <sup>1</sup>	2,17	—	—	
1960 Janvier	2,19	—	—	
Février	2,08	—	—	
Mars	1,95	—	—	
Avril	1,75	—	—	
Mai	2,19	—	—	

<sup>1</sup> Depuis décembre 1959 : moyenne pondérée des taux journaliers moyens. L'argent à 5 et 10 jours n'est plus prêté ou emprunté depuis le 17 novembre 1959. — <sup>2</sup> Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %. — <sup>3</sup> Moyenne du 1er janvier au 16 novembre 1959. — <sup>4</sup> Jusqu'au 16 novembre 1959.

\* Quantité de l'avance au 31 mai 1960

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours max. 95 % | Autres effets publics ..... max. 80 %  
Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

### Ic. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE

Moyennes	Certificats de trésorerie à très court terme					Epoques	Certificats de trésorerie à court terme Taux moyen des adjudications		
	15 jours	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois		6 mois	9 mois	12 mois
1958	1,94	2,18	2,48	2,89	3,45		—	—	—
1959	1,06	1,43	1,68	1,93	2,32		—	—	—
1959 Mars	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	1959 :			
Avril	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	2 juin	3,289	3,50	3,701
Mai	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	7 juillet	3,345	3,544	3,741
Juin	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	4 août	3,448	3,55	3,75
Juill.	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	1 sept.	3,456	3,59	3,85
Août	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	6 oct.	3,459	3,653	3,861
Sept.	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	3 nov.	3,497	3,70	3,90
Oct.	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	1 déc.	3,619	3,889	4,067
Nov.	1,24	1,44	1,69	1,94	2,31	1960 :			
Déc.	—	2,19	2,44	2,69	2,94	5 janv.	4,171	—	4,354
1960 Janv.	—	2,97	3,22	3,47	3,72	2 févr.	4,195	4,300	4,393
Févr.	—	3,—	3,25	3,50	3,75	1 mars	4,198	4,300	4,400
Mars	—	3,—	3,25	3,50	3,75	5 avril	4,190	4,298	4,397
Avril	—	3,—	3,25	3,50	3,75	3 mai	4,238	4,340	—
Mai	—	3,—	3,25	3,50	3,75	7 juin	4,268	4,348	4,446

<sup>1</sup> Moyenne de quatre banques. — <sup>2</sup> Depuis le 1er janvier 1958, majoration d'intérêts de 0,30 % pour les sommes qui sont restées inscrites toute l'année. — Depuis le 1er janvier 1959, cette majoration est supprimée.

### II. — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE <sup>4</sup>

Epoques	Banques — Comptes de dépôts à 1					Caisse Générale d'Epargne (dépôts d'épargne des particuliers)	
	vue	15 jours de préavis	1 mois	3 mois	6 mois	jusqu'à fr. 250.000	au delà de 250.000 fr.
1958 Moyenne	0,50	1,04	1,77	2,17	2,59	3,— <sup>2</sup>	2,— <sup>2</sup>
1959 Moyenne	0,50	0,85	1,20	1,62	1,95	3,—	2,—
1959 Mars	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Avril	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Mai	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Juin	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Juillet	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Août	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Septembre	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Octobre	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Novembre	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Décembre	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
1960 Janvier	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,—	2,—
Février	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,—	2,—
Mars	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,—	2,—
Avril	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,—	2,—
Mai	0,50	1,05	1,90	3,—	3,10	3,—	2,—

MARCHE DE L'ARGENT (suite)

8

III. — Marché de l'argent au jour le jour  
et à très court terme \*  
(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés		Capitaux empruntés		Total (5) = (1) + (2) ou (3) + (4)
	Banques de dépôts (1)	Autres organismes 1 (2)	Banques de dépôts (3)	Autres organismes 2 (4)	
1958 .....	2.078	1.829			3.907
1959 * .....	2.176	1.164			3.340
1959 Août .....	2.000	921			2.921
Septembre ...	2.293	979			3.272
Octobre .....	2.135	949			3.084
Novembre 4 ...	1.945	1.277			3.222
Décembre .....	2.115	2.647	565	4.197	4.762
1960 Janvier .....	2.157	2.981	800	4.338	5.138
Février .....	2.357	2.839	591	4.605	5.196
Mars .....	2.729	2.002	716	4.015	4.731
Avril .....	2.920	1.769	681	4.008	4.689
26 au 2/5 ..	2.559	2.515	959	4.115	5.074
Mai :	2.259	3.232	1.085	4.406	5.491
3 au 9 ...	1.689	4.922	1.254	5.357	6.611
10 au 16 ...	2.612	2.802	893	4.521	5.414
17 au 23 ...	2.513	2.228	927	3.814	4.741
24 au 30 ...	2.074	2.876	1.265	3.685	4.950

METAUX PRECIEUX

9

Cours de l'or et de l'argent  
à Londres 5

Moyennes journalières	Or en sh./d. par oz. fin	Argent en pence par oz. fin
1958 .....	249/ 9 3/8	76
1959 .....	249/ 5 3/4	79
1959 Mars .....	249/ 3 3/4	79
Avril .....	249/ 1 1/2	79
Mai .....	249/ 6 1/4	79
Juin .....	249/ 8 3/8	78
Juillet .....	249/10 1/4	78
Août .....	249/11 5/8	79
Septembre .....	250/ 6 1/2	79
Octobre .....	250/ 1 5/8	80
Novembre .....	250/ 2	80
Décembre .....	250/ 5 3/4	80
1960 Janvier .....	250/ 7 1/2	80
Février .....	250/ 4 1/4	79
Mars .....	250/ 1 1/2	79
Avril .....	249/11 5/8	79
Mai .....	250/ 1 7/8	79

\* Jusqu'au 16 novembre 1959, les chiffres comprennent l'encours de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours, s'il y a lieu. — Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours.

1 Notamment le Crédit Communal de Belgique, la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et depuis le 17 novembre 1959, le Fonds des Rentes. — 2 Notamment l'Institut de Récompte et de Garantie, l'Office National du Dueroire, la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, et, depuis le 17 novembre 1959, le Fonds des Rentes. — 3 Moyenne du 1er janvier au 16 novembre 1959. — 4 Moyenne du 1er au 16 novembre 1959. — 5 Prix de l'oz d'or fin à New-York : 85 \$ depuis le 1er février 1954.

MARCHE DES CHANGES

Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles 10<sup>1</sup>  
(francs belges)

Moyennes	1 franc suisse	1 \$ U.S.A.	100 fr. français ou 1 NF	1 \$ canadien		1 Livre Sterling	100 Escudos	1 fl. P.B.	1 Cr. suéd.	1 Cr. dan.	1 D.M.	1 Cr. norv.	100 livres italiennes	100 schillings autrichiens
				Câble	Courrier									
1958 .....	11,40	49,89	11,84	51,397	51,395	139,41	174,04	13,17	9,63	7,21	11,90	6,97	7,99	192,21
1959 .....	11,56	49,96	10,19	52,110	52,108	140,33	174,98	13,24	9,66	7,25	11,96	7,01	8,05	193,14
1959 Mars .....	11,57	50,00	10,20	51,552	51,550	140,63	175,32	13,25	9,67	7,26	11,96	7,02	8,06	193,05
Avril .....	11,54	49,90	10,18	51,787	51,785	140,54	175,24	13,23	9,65	7,25	11,93	7,01	8,04	192,88
Mai .....	11,53	49,85	10,17	51,784	51,782	140,30	174,89	13,21	9,64	7,24	11,92	7,00	8,03	192,61
Juin .....	11,58	49,93	10,19	52,067	52,064	140,43	175,08	13,23	9,65	7,25	11,95	7,02	8,05	193,00
Juillet .....	11,58	49,92	10,18	52,147	52,145	140,35	175,00	13,24	9,65	7,25	11,94	7,01	8,04	193,36
Août .....	11,58	49,96	10,19	52,334	52,333	140,37	174,98	13,22	9,66	7,25	11,94	7,01	8,05	193,65
Septembre ..	11,57	50,02	10,20	52,562	52,560	140,25	174,85	13,24	9,67	7,25	11,96	7,01	8,06	193,89
Octobre ...	11,53	50,00	10,19	52,766	52,765	140,34	174,96	13,25	9,66	7,26	11,97	7,01	8,06	193,65
Novembre ..	11,52	50,02	10,20	52,637	52,635	140,20	174,78	13,24	9,66	7,25	11,99	7,01	8,06	193,17
Décembre ..	11,57	50,01	10,19	52,576	52,575	139,95	174,45	13,26	9,65	7,24	11,99	7,00	8,06	192,72
1960 Janvier ...	11,54	49,90	10,16	52,361	52,356	139,72	174,14	13,23	9,63	7,22	11,97	6,98	8,04	192,01
Février ...	11,50	49,87	10,16	52,397	52,396	139,80	174,23	13,22	9,63	7,22	11,96	6,98	8,03	191,83
Mars .....	11,50	49,87	10,16	52,446	52,443	139,91	174,34	13,22	9,63	7,23	11,96	6,99	8,03	191,82
Avril .....	11,49	49,84	10,16	51,771	51,768	140,02	174,46	13,22	9,65	7,23	11,95	7,00	8,03	191,53
Mai .....	11,53	49,86	10,17	51,012	51,011	139,91	174,33	13,22	9,64	7,22	11,96	6,99	8,03	191,48

1 Moyenne du 1er au 28 pour le mois de décembre 1958.

# MARCHE DES CAPITAUX

## I. — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

Désignation des titres	Cotation pour	Cours au				
		1 février 1960	1 mars 1960	1 avril 1960	2 mai 1960	1 juin 1960
<b>I. — Dette intér. dir. de l'Etat Belge (Intérêts à bonif.)</b>						
Dette 3 1/2 %, 1937	100,—	88,70	88,60	88,60	88,40	88,40
Dette 3 1/2 %, 1943	100,—	85,50	85,40	85,30	84,20	83,60
Dette Unifiée 4 % 1 <sup>re</sup> s.	100,—	94,40	94,10	93,80	93,80	93,60
Emprunt de la Libération, 4 %, 1945	100,—	90,20	90,20	90,—	90,—	89,70
Emprunt 4 1/2 %, 1952-1962, à 10 ans	100,—	102,20	102,20	102,50	102,10	101,70
Emprunt 4 1/2 %, 1952-1964, à 12 ans	100,—	100,20	100,30	100,90	99,60	100,30
Emprunt 4 1/2 %, 1953-1973, à 20 ans	100,—	96,—	95,90	95,90	95,80	96,—
Emprunt 4 1/2 %, 1953-1968, à 15 ans	100,—	95,90	96,30	96,60	96,30	96,30
Emprunt 4 1/2 %, 1954-1972, à 18 ans	100,—	94,10	94,30	94,50	94,60	94,90
Emprunt 4 1/4 %, 1954-1974, à 20 ans, 1 <sup>re</sup> série	100,—	92,60	92,50	93,30	93,50	93,10
Emprunt 4 1/4 %, 1954-1974, à 20 ans, 2 <sup>e</sup> série	100,—	92,—	91,90	92,40	92,50	92,30
Emprunt 4 %, 1955-1975, à 20 ans	100,—	90,—	89,80	90,40	90,70	91,20
Emprunt 4 1/4 %, 1956-1971, à 15 ans	100,—	95,40	95,80	95,90	95,40	95,50
Emprunt 4 1/4 %, 1956-1973, à 17 ans	100,—	94,60	94,60	94,80	94,80	94,80
Emprunt 5 %, 1957-1969, à 12 ans	100,—	98,50	98,30	98,80	99,20	99,—
Certif. de Trés. à 20 ans au plus, 4 %, 1943	100,—	110,70	110,40	110,30	110,50	110,50
Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1949	100,—	105,—	104,90	105,10	—	—
Certif. de Trés. à 5 ans, 5 1/2 %, 1957	100,—	101,60	101,80	101,70	101,70	101,—
Emprunts à lots 1941, 4 %	1.000,—	960,—	961,—	966,—	972,—	970,—
Emprunts à lots 1953 (2 %, 5 % dès 1967)	1.000,—	1.079,—	1.078,—	1.100,—	1.084,—	1.060,—
Emprunt de l'Exposition à Lots 1958, 2 %	1.000,—	992,—	997,—	—	—	—
<b>II. — Dette indir. et dette gar. par l'Etat (Int. à bonif.)</b>						
Dommages de guerre à lots 1923, 4 %	1.050,—	1.024,—	1.020,—	1.021,—	1.024,—	1.024,—
Empr. de la Reconstr. 1 <sup>re</sup> tr. 1947, 5 %	100,—	100,—	100,20	100,40	99,80	99,90
Empr. de la Reconstr. 2 <sup>e</sup> tr. 1949, 5 %	100,—	100,20	100,20	100,20	99,80	99,90
Empr. de la Reconstr. 3 <sup>e</sup> tr. 1950, 5 %	1.000,—	1.014,—	1.015,—	1.002,—	98,70 <sup>1</sup>	99,10 <sup>1</sup>
Emprunt du Fonds des Routes 4 1/4 %, à 10 ans, 1955-1965	100,—	96,70	96,50	96,90	96,60	96,40
Soc. Nat. Ch. de fer belges (tr. belge), act. priv. 4 %	500,—	466,—	472,—	481,—	482,—	482,—
Caisse autonome des Domm. de Guerre 1 <sup>re</sup> tr. 5 % 1953	100,—	97,90	97,90	97,90	97,70	97,70
Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 1/2 %, 1953, 1 <sup>re</sup> s.	100,—	98,50	98,90	99,40	99,30	98,70
Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 1/2 %, 1953, 2 <sup>e</sup> s.	100,—	98,60	98,60	98,60	98,30	98,30
Régie des Télégr. et Téléph. à 20 ans, 4 1/4 %, 1954, 1 <sup>re</sup> s.	100,—	98,70	93,70	93,40	93,30	93,50
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 1/4 %, 1954-1974	100,—	92,90	92,90	92,80	92,90	93,—
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 %, 1955-1975 1 <sup>re</sup> s.	100,—	90,80	90,20	90,30	90,30	90,90
Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 1/2 %, 1951	100,—	102,10	102,20	101,80	101,50	101,80
Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 1/2 %, 1952 2 <sup>e</sup> s.	100,—	103,40	104,—	104,30	104,10	103,50
<b>III. — Dette directe de la Colonie.</b>						
Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888 ...						
	100,—	255,—	243,—	261,—	253,—	250,—
Intérêts à bonifier :						
Dette coloniale 1936, 4 %	100,—	80,40	80,—	79,80	67,—	62,70
Dette coloniale 1954-1974, 4 1/4 %	100,—	73,20	67,—	57,—	45,50	46,30
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1950	100,—	104,40	103,90	—	—	—

<sup>1</sup> Cotation pour 100 fr.

## II. — INDICES MENSUELS DES ACTIONS COTÉES AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS <sup>15</sup>

MARCHE AU COMPTANT

Source : Institut National de Statistique.

Dates	Indice général	Secteur financier et immobilier	Sociétés à portefeuille (non spécialisées)	Holdings (Transports & électricité)	Transports	Entreprises d'électricité et de gaz	Distribution d'eau	Industries de la métallurgie	Industries des fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Industries chimiques	Charbonnages	Glaceries et verreries	Industries de la construction	Industries textiles	Industries de l'alimentation	Industries diverses	Commerces et services	Congo belge et Ruanda-Urundi	Plantations
<b>Indices par rapport aux cours du mois précédent</b>																				
1960 11 avril ...	98	104	95	101	103	103	—	102	103	97	105	100	102	102	100	101	98	103	87	101
10 mai ...	96	93	94	98	95	99	—	95	97	98	102	95	102	98	101	98	94	98	91	98
<b>Indices par rapport à la moyenne de l'année 1953</b>																				
1959 11 mai ...	141	192	174	207	128	156	210	177	145	217	170	98	268	196	91	171	166	278	94	125
10 juin ...	142	195	177	217	129	159	219	176	150	217	177	93	288	201	99	173	172	283	91	120
10 juillet ...	140	206	175	218	128	158	215	189	151	219	183	89	316	201	105	176	166	298	85	112
10 août ...	145	217	182	217	129	158	215	192	155	221	192	105	331	207	119	183	171	321	86	126
10 septemb.	137	210	174	207	125	156	210	181	147	215	177	90	325	202	118	181	161	304	80	122
10 octobre ...	135	209	170	217	121	157	209	183	149	213	179	82	329	202	122	176	155	307	75	119
10 novemb.	134	214	152	222	126	157	212	188	154	228	192	81	341	204	134	184	154	315	69	123
10 décemb.	134	206	161	217	122	152	221	185	153	223	194	78	371	209	137	188	152	323	72	129
1960 10 janvier ...	138	217	171	222	120	153	—	195	160	235	206	79	362	218	140	198	160	311	72	124
10 février ...	129	212	159	211	109	150	—	179	159	221	202	76	360	212	139	192	149	305	59	121
10 mars ...	121	199	150	207	98	147	—	170	153	211	193	60	355	210	140	187	136	305	53	116
11 avril ...	119	207	142	210	101	151	—	174	158	205	202	60	361	215	140	189	133	314	46	117
10 mai ...	114	193	133	205	96	149	—	166	154	202	206	57	367	211	142	185	125	307	42	115

## III. — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

 15<sup>2</sup>

Source : Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.

Périodes	Nombre de séances	Obligations de sociétés		Actions 1		Total 1	
		Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)
1958 .....	246	145	158	14.928	17.148	15.073	17.306
1959 .....	247	188	210	19.747	25.719	19.935	25.929
1959 Février .....	20	18	19	1.725	2.081	1.743	2.100
Mars .....	20	19	21	1.566	1.810	1.585	1.831
Avril .....	22	15	18	1.941	2.415	1.956	2.433
Mai .....	17	15	17	1.802	2.319	1.817	2.336
Juin .....	22	18	20	1.756	2.418	1.774	2.438
Juillet .....	20	13	15	1.350	1.978	1.363	1.993
Août .....	21	12	14	1.357	1.895	1.369	1.909
Septembre ...	22	16	18	1.258	1.685	1.274	1.703
Octobre .....	22	13	15	1.695	2.024	1.708	2.039
Novembre ...	19	13	15	1.593	2.119	1.606	2.134
Décembre ...	22	16	18	1.434	1.786	1.450	1.804
1960 Janvier .....	20	13	15	1.484	2.023	1.497	2.038
Février .....	21	12	14	1.573	1.900	1.585	1.914
Mars .....	23	12	13	1.900	2.015	1.912	2.028
Avril .....	19	11	12	1.539	1.558	1.550	1.570

1 Marchés au comptant et à terme.

## IV. — RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES

16

(en pourcentages)

Début de mois	Dette unifiée (rendement au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans	Echéance de 5 à 10 ans	Echéance de 5 à 20 ans		Echéance à plus de 20 ans		Taux médian (non compris la Dette unifiée)
		Paraétat. et Villes	Villes	Etat	Paraétat. et Villes	Etat Emprunts à lots		
		(remboursement à date fixe)	(remboursement par annuités constantes)	(remboursement par annuités variables)		Dette directe	Dette indirecte	
		4 % 1 <sup>re</sup> s.	4,5 à 5,5 %	4 %	4 à 5 %	3 à 5 %	4 %	
1959 Mars .....	4,27	4,37	5,06	4,87	4,96	4,75	5,33	4,9
Avril .....	4,28	4,40	5,01	4,88	4,96	4,74	5,32	4,9
Mai .....	4,28	4,43	4,97	4,95	4,97	4,72	5,25	5,0
Juin .....	4,28	4,57	4,93	4,97	4,99	4,71	5,09	5,0
Juillet .....	4,27	4,54	4,87	5,04	5,04	4,69	5,19	5,0
Août .....	4,27	4,51	4,79	5,04	5,01	4,67	5,14	5,0
Septembre .....	4,27	4,47	4,93	5,04	5,01	4,66	5,12	5,0
Octobre .....	4,27	4,61	4,95	5,18	5,09	4,64	5,13	5,1
Novembre .....	4,24	4,62	4,93	5,06	5,08	4,64	5,15	5,0
Décembre .....	4,22	4,59	4,90	5,11	5,08	4,64	5,13	5,0
1960 Janvier .....	4,21	4,79	4,92	5,21	5,10	4,63	5,24 5,12 <sup>1</sup>	5,1
Février .....	4,24	4,82	4,94	5,32	5,13	4,61	5,09	5,1
Mars .....	4,25	4,83	4,94	5,31	5,15	4,60	5,10	5,1
Avril .....	4,26	4,73	4,95	5,23	5,14	4,54	5,08	5,1
Mai .....	4,26	4,84	4,96	5,26	5,17	4,52	5,06	5,1

N.B. Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation de février 1956, p. 84.

1 A partir de janvier 1960, le rendement a été obtenu après déduction de la taxe mobilière.

Tableau rétrospectif

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Constitutions de sociétés			Augmentations de capital				Emissions d'obligations		Ensemble des émissions	Primes d'émission	Libération sans espèces		Emissions nettes
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Montant nominal	Montant nominal		1	2	

A. — Sociétés belges (sociétés anonymes et en commandite par actions, sociétés de personnes à responsabilité limitée)

1958	2.473	1.892	1.588	716	17.970	7.184	6.412	p 129	p 2.937	p12.013	210,5	1.952	2.562	p6.634
1959	2.687	3.702	3.420	760	17.178	6.626	6.222	p 25	p 1.801	p12.129	138,5	4.539	1.903	p5.129 <sup>5</sup>
1959 Janvier	317	235	211	49	167	120	110	3	155	510	0,2	128	43	305
Février	237	160	147	27	393	282	275	1	320	762	—	120	218	404
Mars	265	259	249	69	449	284	275	2	120	663	20,0	177	59	428
Avril	233	408	356	96	3.716	1.177	1.158	5	310	1.895	4,5	649	378	792 <sup>5</sup>
Mai	174	282	262	68	3.396	989	927	1	50	1.321	0,1	380	287	572
Juin	239	143	133	80	728	307	303	1	26	476	—	138	148	176
Juillet	212	568	549	64	967	726	561	6	124	1.418	—	721	182	331
Août	136	70	66	23	912	90	88	1	20	180	4,0	63	27	88
Septembre	196	186	124	52	816	433	419	1	75	694	0,8	111	339	169
Octobre	201	254	244	61	1.316	412	398	2	401	1.067	100,0	312	43	788
Novembre	180	214	180	60	837	248	232	3	2.200	2.662	1,3	204	94	2.315
Décembre	300	923	900	111	4.874	1.556	1.474	—	—	2.479	7,5	1.535	84	763
1960 Janvier	p	210	188			497	410			707	17,0	144	17	454
Février	p	229	180			147	102			376	0,5	130	11	141
Mars	p	552	294			270	216			822	0,2	179	64	267

B. — Sociétés congolaises (sociétés par actions et sociétés de personnes)

1958	281	631	475	100	3.851	1.375	1.280	p 10	p 327	p 2.333	—	562	452	p1.068
1959	237	733	509	74	2.813	1.609	1.547	p —	p —	p 2.342	—	597	960	p 499
1958 Octobre	21	83	54	8	68	39	37	—	—	122	—	61	5	25
Novembre	20	29	22	2	—	2	2	—	—	31	—	15	—	9
Décembre	29	91	69	15	2.686	537	537	—	—	628	—	150	106	350
1959 Janvier	24	48	46	13	102	173	148	—	—	221	—	93	67	34
Février	20	62	43	3	305	201	202	—	—	263	—	216	17	12
Mars	19	23	18	5	27	12	9	—	—	35	—	7	3	17
Avril	20	123	122	10	153	147	146	—	—	270	—	88	39	141
Mai	14	17	14	3	77	43	43	—	—	60	—	6	40	11
Juin	24	75	45	9	756	255	230	—	—	330	—	28	134	113
Juillet	19	45	16	6	810	273	265	—	—	318	—	6	250	25
Août	18	223	116	9	617	164	164	—	—	387	—	56	140	84
Septembre	26	47	35	5	208	269	269	—	—	316	—	16	265	23
Octobre	21	18	16	6	207	56	56	—	—	74	—	58	—	14
Novembre	18	24	12	2	9	5	4	—	—	29	—	4	—	12
Décembre	14	28	27	3	7	10	10	—	—	38	—	18	6	13

1 Non comprises dans les montants libérés.

2 Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

3 Compris dans les augmentations de capital.

4 Comprendent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations sans espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

5 Déduction faite d'un emprunt de conversion de 10 millions de fra.

V. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES

Détail des émissions

(millions de francs)

ANNEE 1959

Source : Institut National de Statistique.

Rubriques	Constitutions de sociétés						Augmentation de capital (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)				Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés)	Libérations sans espèces				Dissolutions de sociétés (sociétés anonymes) (sociétés en comman- dite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)				Réductions de capital (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (sociétés de personnes à responsab. limitée)			
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale		Apports en nature		Augmentation de capital	Incorporations de réserves (comprises dans les augmentations de capital)	Liquidations 3		Fusions		Nombre	Montant		
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale						anonymes et en commandite par actions	de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Montant	Nombre	Montant			Nombre	Montant
	Constitutions de sociétés		de capital		Nombre	Montant																	
Banques .....	—	—	—	—	—	9	2.612,0	542,5	542,5	104,0	—	—	—	310,0	—	—	—	—	—	—			
Assurances .....	3	16,9	4,3	—	—	7	39,7	36,8	32,8	—	1,1	0,9	26,0	1	0,1	—	—	2	11,0				
Opérat. financières et immobilières	56	790,9	746,7	22	22,4	55	3.291,4	1.409,0	1.329,5	4,4	490,0	18,1	587,5	221,0	49	445,7	2	20,5	11	57,7			
Commerce de détail .....	39	23,3	22,0	407	120,5	52	798,4	398,9	398,9	20,0	7,0	79,4	8,3	19,5	118	36,1	1	0,1	4	1,6			
Comm. de gros et comm. extérieur	164	149,7	123,4	419	182,3	121	265,3	308,1	302,3	0,1 <sup>4</sup>	37,8	113,0	103,5	86,9	192	122,7	5	8,4	10	9,5			
Fabrications métalliques 1 .....	39	165,7	138,5	90	52,1	88	1.048,0	840,0	797,7	8,9	80,4	36,6	462,7	109,2	51	105,5	11	324,2	6	17,9			
Métallurgie du fer .....	1	2,4	2,4	4	6,1	5	1.558,5	459,0	458,7	—	1,3	6,0	2,5	50,0	3	2,1	—	—	1	2,5			
Métaux non ferreux .....	—	—	—	2	0,6	4	96,7	113,7	113,7	—	—	0,5	0,4	107,5	4	12,2	—	—	1	4,0			
Industries textiles .....	19	82,0	74,9	91	101,6	36	678,6	209,5	183,0	—	30,9	62,9	52,4	106,6	67	164,3	2	10,3	9	84,8			
Industries alimentaires .....	13	46,4	46,4	46	20,5	33	309,8	140,0	139,5	—	34,2	11,8	49,5	52,5	33	43,3	2	1,8	6	28,1			
Industrie du bois .....	8	24,2	22,8	63	32,1	20	41,2	51,6	48,8	0,8	12,6	24,2	9,3	25,4	25	9,5	—	—	8	27,9			
Industries chimiques .....	16	80,7	35,6	22	12,1	39	909,0	625,2	422,5	0,1	5,4	9,5	225,6	97,5	23	8,5	1	10,0	11	69,1			
Industrie du verre .....	1	2,5	1,3	3	1,2	8	119,3	113,8	113,8	—	—	0,4	1,6	61,1	1	3,0	—	—	—	—			
Electricité .....	—	—	—	—	—	2	2.500,0	264,0	264,0	—	—	—	234,0	—	—	—	—	—	1	89,0			
Gaz .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Eau .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Cuir .....	2	0,8	0,8	13	9,2	9,2	0,3	0,9	0,9	—	—	6,4	0,9	—	19	55,1	—	—	—	—			
Papier et imprimerie .....	11	59,9	19,9	48	31,3	17	35,8	57,6	57,3	—	2,3	28,3	13,2	38,9	9	33,3	—	—	2	4,4			
Transport .....	25	124,4	123,6	77	25,3	38	233,5	170,3	169,3	—	99,1	15,8	18,9	114,1	51	26,8	1	0,3	1	0,3			
Tourisme .....	8	2,6	2,6	85	25,7	9	10,1	7,2	6,6	—	0,6	13,3	0,8	2,3	38	11,4	—	—	2	0,6			
Intermédiaires .....	51	17,6	13,4	233	26,7	44	18,0	54,1	51,0	—	3,6	7,6	18,6	12,1	58	8,1	—	—	5	1,1			
Déchets et matières de récupérat.	3	9,4	7,8	9	1,9	1	3,4	1,0	1,0	—	4,5	1,0	—	—	2	0,9	—	—	—	—			
Construction .....	28	95,0	87,9	124	98,9	68	242,7	149,9	131,4	0,1	67,1	77,4	22,2	71,7	41	45,9	—	—	2	20,3			
Charbon .....	2	1.000,0	1.000,0	—	—	3	418,9	4,4	4,4	—	1.000,0	—	0,3	4,1	2	158,0	3	192,6	1	0,3			
Terre cuite .....	1	5,0	5,0	5	8,9	3	40,8	8,1	8,1	—	1,5	7,8	6,9	1,2	1	0,2	1	4,0	—	—			
Ciment et industries connexes .....	4	8,0	6,8	10	13,8	8	1.768,0	473,0	464,9	—	5,0	12,4	124,0	312,8	2	2,1	—	—	—	—			
Carrières .....	7	11,5	11,5	11	6,9	9	36,9	33,8	33,8	0,1 <sup>2</sup>	9,2	5,6	3,9	27,7	5	19,9	1	5,0	—	—			
Chaux .....	1	1,6	1,6	—	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	2	1,2	—	—	—	—			
Industries céramiques .....	1	1,3	1,3	—	—	2	41,0	40,3	40,3	—	0,5	—	40,3	—	2	8,1	—	—	1	40,0			
Industrie du tabac .....	1	2,1	2,1	1	0,1	3	20,0	10,0	10,0	—	2,0	—	6,0	3,7	2	0,6	—	—	—	—			
Industrie du diamant .....	4	4,9	4,9	2	0,3	2	0,8	1,1	1,1	—	0,3	—	0,1	—	1	0,1	—	—	—	—			
Editions, librairies, presse .....	14	7,0	6,9	26	3,1	4	1,4	2,7	2,5	—	1,6	1,5	0,1	0,7	11	10,5	—	—	—	—			
Films, théâtres, attractions .....	10	22,5	22,5	17	2,2	5	16,7	12,8	8,6	—	13,4	1,0	1,3	—	10	12,1	—	—	1	0,1			
Artisanat .....	24	15,2	8,8	239	70,1	37	31,0	42,6	42,1	—	4,7	46,2	19,1	18,7	79	24,2	—	—	3	4,6			
Agric., hortic., élev., pêche .....	1	2,5	1,5	23	14,8	5	5,0	3,5	2,3	—	0,5	10,1	—	—	6	1,0	—	—	—	—			
Divers non dénommés .....	14	31,2	14,4	24	3,8	21	45,3	40,9	38,3	—	6,6	1,5	2,8	21,4	47	28,5	3	1,2	4	7,5			
<b>Totaux ...</b>	<b>571</b>	<b>2.807,2</b>	<b>2.561,6</b>	<b>2.116</b>	<b>894,5</b>	<b>857,7</b>	<b>17.177,5</b>	<b>6.625,7</b>	<b>6.221,6</b>	<b>138,5</b>	<b>1.923,8</b>	<b>598,3</b>	<b>2.017,6</b>	<b>1.902,6</b>	<b>955</b>	<b>1.401,0</b>	<b>33</b>	<b>578,4</b>	<b>92</b>	<b>482,3</b>			

1 Non compris une augmentation de capital de 11.250.000 fr.; 2 non compris une prime d'émission de 5.062.000 fr. libérée en nature; 3 non compris 8 liquidations, capital inconnu; 4 non compris une prime d'émission de 80.000 fr. libérée par apport de créances.

N. B. — Sociétés coopératives : 125 constitutions, capital minimum 20.043.940 fr. plus 1 constitution, capital minimum inconnu — 98 dissolutions, capital minimum 20.641.245 fr. plus 3 dissolutions, capital minimum inconnu — 8 sociétés ont augmenté leur capital minimum de 4.211.450 fr. — 1 société a diminué son capital minimum de 777.600 fr.

V. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES CONGOLAISES

Détail des émissions

(millions de francs)

ANNEE 1959

Source : Institut National de Statistique.

Rubriques	Constitutions de sociétés (1)			Augmentations de capital				Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés)	Libérations sans espèces			Dissolutions sociétés par actions et sociétés de personnes				Réductions de capital Sociétés par actions et sociétés de personnes	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale		Apports en nature		Incorporations de réserves comprises dans les augmentations de capital	Liquidations		Fusions		Nombre	Montant
									Constitutions de sociétés	Augmentations de capital		Nombre	Montant	Nombre	Montant		
Banques, sociétés financières .....	7	27,8	27,1	6	704,2	159,9	126,7	—	3,0	2,0	100,3	2	2,2	2	7,5	2	14,3
Sociétés commerciales .....	146	242,7	208,9	19	84,3	94,7	87,3	—	129,0	15,4	15,2	56	118,5	1	10,0	10	44,3
Sociétés industrielles .....	23	140,2	90,3	18	1.190,9	547,0	546,9	—	29,5	252,2	284,5	13	28,2	1	185,0	8	75,9
Sociétés agricoles .....	24	248,4	129,9	17	462,5	603,8	583,8	—	49,9	81,0	433,7	13	42,6	—	—	1	16,2
Mines .....	—	—	—	4	329,0	185,0	184,0	—	—	—	115,4	1	60,0	—	—	1	13,1
Construction, bâtiments .....	14	40,5	19,8	2	1,8	3,2	3,2	—	11,8	—	—	5	9,0	—	—	2	10,5
Transports .....	8	4,2	4,2	4	30,6	2,8	2,6	—	1,3	—	2,0	3	0,7	1	0,5	1	1,7
Divers .....	15	29,0	28,5	4	9,9	12,5	12,5	—	18,3	3,0	9,0	2	12,7	—	—	1	0,3
Totaux ...	237	732,8	508,7	74	2.813,2	1.608,9	1.547,0	—	242,8	353,6	960,1	95	273,9	5	203,0	26	176,3

1 Sociétés coopératives : 10 constitutions, capital minimum : 1.440.000 fr.; 18 constitutions et 3 dissolutions, capital inconnu. S.C.P.R.L. : non compris 7 liquidations et 1 réduction, capital inconnu.

V. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES ET CONGOLAISES

Groupement selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

(millions de francs)

ANNEE 1959

Source : Institut National de Statistique.

Classification	Constitutions de sociétés						Augmentations de capital (sociétés anonymes) (sociétés en commandite par actions) (sociétés de personnes à responsabilité limitée)				Primes d'émission (non comprises dans les montants libérés)	Libérations sans espèces		Dissolutions Sociétés par actions et sociétés de personnes		Réductions de capital Sociétés par actions et sociétés de personnes
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée 1			Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale		Apports en nature 2	Incorporations de réserves 3	Liquidations	Fusions	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale										

1. — selon le lieu où s'exerce leur activité

Belgique .....	808	3.540,0	3.070,3	2.116	894,5	857,7	759	16.777,5	6.525,2	6.121,1	138,5	4.439,2	1.902,6	1.133,0	578,4	481,8
Etranger .....	—	—	—	—	—	—	1	400,0	100,5	100,5	—	100,5	—	284,0	—	0,5
Congo belge .....	—	—	—	—	—	—	74	2.813,2	1.608,9	1.547,0	—	596,4	960,1	257,9	203,0	176,3
Totaux ...	808	3.540,0	3.070,3	2.116	894,5	857,7	834	19.990,7	8.234,6	7.768,6	138,5	5.136,1	2.862,7	1.674,9	781,4	658,6

2. — selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

Un million et moins .....	531	212,0	188,8	1.957	462,9	439,0	399	793,2	184,2	171,0	1,2	350,1	48,5	258,0	6,5	27,2
Plus de 1 à 5 millions .....	204	499,0	409,4	146	296,6	287,7	248	1.383,6	645,2	598,4	1,4	598,1	223,0	302,0	17,6	108,4
Plus de 5 à 10 millions .....	33	264,2	213,0	9	57,0	57,0	76	1.424,7	581,9	543,6	—	305,2	228,5	194,0	51,3	128,7
Plus de 10 à 20 millions .....	21	327,3	244,4	4	78,0	74,0	42	1.426,6	655,8	612,7	4,0	325,9	313,9	246,1	31,0	107,8
Plus de 20 à 50 millions .....	10	337,5	217,5	—	—	—	38	2.064,4	1.257,4	1.169,6	20,0	374,6	441,9	172,3	106,0	138,1
Plus de 50 à 100 millions .....	2	125,0	125,0	—	—	—	14	3.740,6	1.103,6	1.026,7	7,5	154,6	719,4	190,0	384,0	148,4
Plus de 100 millions .....	7	1.775,0	1.672,2	—	—	—	17	9.157,6	3.806,5	3.646,6	104,5	3.027,6	887,5	312,5	185,0	—
Totaux ...	808	3.540,0	3.070,3	2.116	894,5	857,7	834	19.990,7	8.234,6	7.768,6	138,5	5.136,1	2.862,7	1.674,9	781,4	658,6

1 Sociétés belges uniquement. — 2 Compris dans les constitutions et les augmentations de capital. — 3 Comprises dans les augmentations de capital.

## VI. — EMPRUNTS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITE PUBLIQUE <sup>1</sup>

18

(long et moyen terme)

Périodes	Emissions publiques en Belgique	Emprunts à l'étranger
	(millions de francs)	(millions)
1958 .....	26.559	U.S. \$ 97
1959 .....	28.308	U.S. \$ 62,25 D.M. 40 F.S. 50
1959 Juillet ...	400	—
Août .....	—	—
Septembre .	8.166	—
Octobre ...	750	U.S. \$ 20
Novembre .	2.000	U.S. \$ 20
Décembre .	—	—
1960 Janvier ...	12.848	D.M. 120
Février ...	—	F.S. 50
Mars .....	1.500	U.S. \$ 25
Avril .....	8.078	U.S. \$ 35
Mai .....	—	—

## VII. — OPERATIONS BANCAIRES DU CREDIT COMMUNAL

19

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses).

Périodes	Dépenses extraordinaires		Dépenses ordinaires
	Prélèvements sur comptes 2	Rembourse- ments nets	Encours moyen des avances 3
	(millions de francs)		
1959 Moyenne .	681	161	1.177
1959 Mars .....	687	63	840
Avril .....	495	321	1.390
Mai .....	482	43	1.009
Juin .....	621	83	1.496
Juillet ...	883	158	1.914
Août .....	555	38	1.447
Septembre .	797	58	1.500
Octobre ...	875	250	1.310
Novembre .	809	75	721
Décembre .	832	102	1.137
1960 Janvier ...	614	631	1.741
Février ...	668	106	1.772
Mars .....	741	105	1.526

## VIII. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES <sup>4</sup>

Périodes	Montant selon droits d'inscription perçus
	(millions de francs)
1958 Moyenne .	1.768
1959 Moyenne .	2.133
1959 Avril .....	1.972
Mai .....	2.192
Juin .....	2.458
Juillet ...	1.629
Août .....	2.797
Septembre .	2.157
Octobre ...	2.514
Novembre .	2.243
Décembre .	2.502
1960 Janvier ...	1.994
Février ...	1.970
Mars .....	2.466
Avril .....	2.333

<sup>1</sup> Emprunts de l'Etat, du Congo belge, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie). — <sup>2</sup> Y compris les retraits sur subsides accordés par la province et l'Etat. — <sup>3</sup> Soldes moyens mensuels des avances non encore remboursées, accordées pour la couverture de dépenses ordinaires. — <sup>4</sup> Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 p.c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

## FINANCES PUBLIQUES

25<sup>1</sup>

### I. — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

(millions de francs)

Fin de mois	Dettes consolidées			Dettes à moyen terme <sup>3</sup>			Dettes à court terme <sup>4</sup>			Avoirs des partic. en C.C.P.	Dettes totales 1 5	
	intérieures			intérieure	extérieure	totale	intérieure	extérieure	totale			
	directe	indirecte	totale									
1959 Février .....	182.012	17.639	199.651	17.894	25.417	329	26.246	71.737	11.759	83.496	23.526	350.813
Mars .....	181.718	17.612	199.330	17.814	23.974	951	24.925	73.797	12.775	86.572	24.529	353.170
Avril .....	181.252	20.089	201.341	18.523	24.011	1.431	25.442	76.143	14.036	90.179	24.212	359.697
Mai .....	181.134	20.072	201.206	18.877	24.011	1.432	25.443	74.245	14.387	88.632	25.166	359.324
Juin .....	184.664	20.044	204.708	18.785	23.595	1.435	25.030	71.624	13.602	85.226	25.632	359.381
Juillet .....	184.374	19.948	204.322	18.717	22.926	1.535	24.461	72.701	14.162	86.863	26.887	361.250
Août .....	184.260	19.933	204.193	18.755	22.700	1.535	24.235	73.674	14.506	88.180	26.366	361.729
Septembre ...	192.322	19.909	212.231	18.669	22.700	1.536	24.236	66.693	15.256	81.949	26.574	363.659
Octobre .....	191.916	19.834	211.750	18.681	22.700	1.533	24.233	75.236	14.611	89.847	26.952	371.463
Novembre .....	191.244	19.812	211.056	18.627	22.700	1.534	24.234	76.980	14.698	91.678	26.842	372.437
Décembre ...	190.824	19.785	210.609	18.527	23.002	1.359	24.361	75.559	15.163	90.722	29.053	373.272
1960 Janvier .....	189.603	19.756	209.359	20.003	24.253	1.356	25.609	77.362	14.826	92.188	26.952	374.111
Février .....	202.002	19.726	221.728	20.005	21.165	1.355	22.520	74.536	14.399	88.935	27.237	380.425
Mars .....	201.829	19.692	221.521	19.861	20.965	1.354	22.319	76.460	14.250	90.710	27.156	381.567
Avril .....	203.542	19.670	223.212	19.836	17.613	1.354	18.967	82.421	14.928	97.349	27.170	386.534

<sup>1</sup> Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918. — <sup>2</sup> Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. — <sup>3</sup> Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an. — <sup>4</sup> Certificats à un an d'échéance au plus. — <sup>5</sup> Non compris la Dotation des Combattants.

**II. — AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE** **25<sup>2</sup>**  
(millions de francs)

Fin de mois	A 120 jours au maximum	A plus de cinq ans		Total
	Certificats de trésorerie 1	Créance consolidée sur l'Etat 2	Effets publics nationaux 3	
1956 Septembre .....	7.973	34.660	2.071	44.704
Décembre .....	5.989	34.660	2.072	42.721
1957 Mars .....	7.132	34.456	2.232	43.820
Juin .....	7.588	34.456	2.230	44.274
Septembre .....	8.727	34.456	2.235	45.418
Décembre .....	6.616	34.456	2.239	43.311
1958 Mars .....	8.690	34.243	2.375	45.308
Juin .....	8.615	34.243	2.372	45.230
Septembre .....	2.115	34.243	2.376	38.734
Décembre .....	7.840	34.243	2.379	44.462
1959 Mars .....	9.465	34.030	2.465	45.960
Juin .....	7.315	34.030	2.463	43.808
Septembre .....	5.315	34.030	2.466	41.811
Décembre .....	8.215	34.030	2.469	44.714
1960 Mars .....	8.990	34.000	2.523	45.513

1 Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 18 de la loi organique de la B.N.B. — 2 Art. 3 § b), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la B.N.B. — 3 Art. 14 de la loi organique de la B.N.B.

**III. — APERÇU DE L'EXECUTION DES BUDGETS** **25<sup>3</sup>**  
(millions de francs)

Source : *Moniteur Belge*.

Recettes	Du 1/I au 30/IV/1960		Dépenses	Du 1/I au 30/IV/1960	
	Pour compte exerc. 1959	Pour compte exerc. 1960		Pour compte exerc. 1959	Pour compte exerc. 1960
<i>Voies et moyens :</i>			<i>Dépenses ordinaires :</i>		
Impôts .....	6.094	26.399	Dette publique .....	1.117	4.268
Taxes, péages et redevances .....	54	1.677	Pensions .....	328	4.672
Revenus patrimoniaux .....	375	244	Dotations .....	—	148
Remboursements .....	307	161	Non-valeurs et remboursements .....	58	53
Produits divers .....	87	315	Administration { rémunérations .....	280	8.844
Impôts d'assainissement monétaire ...	—	—	générale { matériel .....	1.627	947
Recettes résultant de la guerre .....	6	8	Subventions .....	2.730	13.628
			Travaux .....	181	76
			Autres dépenses .....	550	1.340
Total ...	6.923	28.804	Total ...	6.871	33.976
<i>Recettes extraordinaires :</i>			<i>Dépenses extraordinaires :</i>		
Produits d'emprunts consolidés .....	—	16.101	Service de la dette publique .....	—	1.168
Diverses .....	19	53	Crédits relatifs aux avances .....	—	886
			Crédits relatifs aux participations .....	—	—
			Crédits relatifs { immob. nouv. ...	— 37	4.262
			aux immobilis. { rest. du dom. pub.	—	186
			Autres dépenses .....	—	1.924
Total ...	19	16.154	Total ...	— 37	8.426
<b>TOTAL GENERAL ...</b>	<b>6.942</b>	<b>44.958</b>	<b>TOTAL GENERAL ...</b>	<b>6.834</b>	<b>42.402</b>
			Boni ...	108	2.556

## a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les centimes additionnels provinciaux et communaux  
et les sommes attribuées au Trésor de la Colonie)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

Périodes	Contributions directes 1	Douanes et Accises	Enregistrement	Recettes globales 1	Recettes globales cumulatives depuis janvier 1
1958 Moyenne mensuelle	3.069	1.514	2.738	7.321	—
1959 Moyenne mensuelle	3.230	1.636	2.994	7.860	—
1959 Février .....	2.225	1.359	2.618	6.202	16.728
Mars .....	2.210	1.608	2.946	6.764	23.492
Avril .....	2.661	1.630	2.833	7.124	30.616
Mai .....	3.021	1.606	2.863	7.490	38.106
Juin .....	3.588	1.550	2.923	8.061	46.167
Juillet .....	6.371	1.726	2.884	10.981	57.148
Août .....	2.410	1.434	2.783	6.627	63.775
Septembre .....	3.631	1.633	2.960	8.224	71.999
Octobre .....	2.787	1.840	3.237	7.864	79.863
Novembre .....	2.130	1.783	3.006	6.919	86.782
Décembre .....	2.502	1.810	3.223	7.535	94.317
1960 Janvier .....	6.065	1.592	2.902	10.559	10.559
Février .....	2.315	1.456	2.880	6.651	17.210
Mars .....	2.487	1.968	3.360	7.815	25.025
Avril .....	2.510	1.851	3.107	7.468	32.493

## b) Recettes totales effectuées jusqu'au 30 avril 1960 pour les exercices 1959 et 1960

(non compris les centimes additionnels provinciaux et communaux  
et les sommes attribuées au Trésor de la Colonie)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

	Exercice 1959 2		Exercice 1960		avril 1960
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exerc. 1960
<b>I. Contributions directes</b> 1 .....	<b>39.491</b>	<b>38.670</b>	<b>7.694</b>	<b>7.567</b>	<b>2.510</b>
<b>II. Douanes et accises</b> .....	<b>19.623</b>	<b>20.223</b>	<b>6.465</b>	<b>6.983</b>	<b>1.851</b>
dont douanes .....	5.370	5.700	2.013	1.900	524
accises .....	13.353	14.253	4.130	4.993	1.259
taxes spéciales de consommat.	650		231		57
<b>III. Enregistrement</b> .....	<b>35.925</b>	<b>35.701</b>	<b>12.240</b>	<b>12.672</b>	<b>3.107</b>
dont enregistrement .....	3.653	3.550	1.266	1.296	315
successions .....	1.789	1.790	563	706	100
timbres et taxes assimilées ...	30.075	29.920	10.247	10.506	2.649
<b>Total</b> 1 ...	<b>95.039</b>	<b>94.594</b>	<b>26.399</b>	<b>27.222</b>	<b>7.468</b>
<b>Différence par rapport aux éval. budgét.</b>	<b>+ 445</b>		<b>- 823</b>		<b>- 194</b>

1 Y compris le produit des versements anticipatifs à valoir sur la taxe professionnelle.

2 L'exercice 1959 commencé le 1<sup>er</sup> janvier 1959 s'est clôturé le 31 mars 1960.

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

# REVENUS ET EPARGNE

30<sup>2</sup>

## I. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Tableau rétrospectif

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Nombre de sociétés			Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividende brut mis en paiement	Dettes obligataires <sup>1</sup>	Coupons d'obligations bruts
	recensées	en bénéficiaires	en perte			bénéfice	perte			
1958 <sup>2</sup> .....	13.974	10.454	3.520	193.699	111.775	30.464	2.256	17.785	53.221 <sup>3</sup>	2.655
1959 .....	14.492	10.209	4.283	207.100	122.521	26.941	4.125	16.894	63.485 <sup>3</sup>	2.809
1958 Octobre .....	511	364	147	12.222	5.389	1.367	127	913	4.033	181
Novembre .....	366	265	101	14.235	6.737	1.657	195	1.024	3.890	176
Décembre .....	345	249	96	8.205	4.723	728	102	447	5.746	285
1959 Janvier .....	120	83	37	2.439	989	240	86	149	5.959	274
Février .....	180	132	48	664	1.707	367	13	311	4.443	182
Mars .....	1.558	1.143	415	16.670	9.832	2.286	458	1.367	5.536	246
Avril .....	2.730	1.957	773	34.114	23.697	3.706	589	1.978	5.337	233
Mai .....	2.958	2.123	835	61.665	34.173	9.174	1.179	6.360	4.818	209
Juin .....	1.686	1.211	475	31.679	19.136	4.413	386	2.552	6.106	290
Juillet .....	576	411	165	14.276	8.831	1.661	327	1.274	5.320	231
Août .....	195	139	56	1.438	1.084	200	83	98	4.120	162
Septembre .....	293	217	76	2.326	1.796	342	131	154	5.361	230
Octobre .....	523	354	169	9.380	3.635	1.075	253	703	4.754	203
Novembre .....	401	285	116	17.262	8.713	1.731	117	1.218	5.146	229
Décembre .....	351	233	118	7.627	4.069	773	95	471	6.584	320

<sup>1</sup> En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

<sup>2</sup> Déduction faite des doubles emplois.

<sup>3</sup> Au 31 décembre.

## II. — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE 31 ET DE RETRAITE

Dépôts sur livrets des particuliers  
à la Caisse d'Épargne<sup>1</sup> (épargne pure)  
(millions de francs)

Périodes	Versements	Remboursements	Excédents	Soldes des dépôts à fin de période
1958 Moyenne mens. ...	1.576	1.193	383	66.700 <sup>2</sup>
1959 Moyenne mens. ...	1.828	1.353	475	74.442 <sup>2</sup>
1959 Février .....	1.675	1.080	595	68.343
Mars .....	1.571	1.338	233	68.576
Avril .....	1.822	1.420	402	68.978
Mai .....	1.683	1.317	366	69.344
Juin .....	1.863	1.503	360	69.704
Juillet .....	2.075	1.358	717	70.421
Août .....	1.730	1.189	541	70.962
Septembre .....	1.757	1.474	283	71.245
Octobre .....	1.824	1.419	405	71.650
Novembre .....	1.688	1.266	422	72.072
Décembre .....	1.989	1.655	334	74.442 <sup>2</sup>
1960 Janvier .....	2.327	1.186	1.138	75.580
Février .....	1.856	1.532	324	75.904
Mars .....	1.853	1.636	217	76.121
Avril .....	1.787	1.723	64	76.185

<sup>1</sup> Y compris les livrets des prisonniers de guerre. Nombre de livrets au 31 décembre 1957 : 6.697.202 et au 31 décembre 1958 : 6.878.076.

<sup>2</sup> Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice.

## III. — INDICE DES REMUNÉRATIONS 32 HORAIRES BRUTES DES OUVRIERS

Base 1953 = 100

Méthode d'établissement et conditions d'utilisation :  
voir Bulletin de novembre 1957, page 413

Périodes	Gain moyen brut par heure prestée (hommes + femmes)	Salaire horaire type	
		ouvrier qualifié <sup>1</sup>	ouvrier non qualifié <sup>1</sup>
1955 Décembre .....	107,6	106,4	107,2
1956 Mars .....	109,4	109,5	110,1
Juin .....	113,8	113,2	113,9
Septembre .....	115,2	115,1	115,5
Décembre .....	119,5	118,3	118,1
1957 Mars .....	121,9	121,8	122,0
Juin .....	125,4	124,1	124,4
Septembre .....	124,9	125,1	124,7
Décembre .....	128,9	127,7	127,8
1958 Mars .....	128,8	128,2	128,4
Juin .....	130,9	128,8	129,0
Septembre .....	130,5	129,0	129,0
Décembre .....	132,3	128,6	129,3
1959 Mars .....	131,2	128,6	129,8
Juin .....	132,1	129,9	131,4
Septembre .....	133,6	131,1	132,6
Décembre .....	136,9	133,0	133,8
1960 Mars .....	135,3	132,6	134,1

<sup>1</sup> Non compris les ouvriers du transport.

# MOUVEMENT DES AFFAIRES

## I. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

35

### Mouvement du débit

Périodes	Nombre de chambres à fin de période	Bruxelles										Province		Bruxelles et province	
		Argent à 1, 5 et 10 jours <sup>1</sup>		Titres effets publics et coupons		Virem. chèques prom., quitt., etc.		Opérations sur l'étranger		Totaux		milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs
		milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs				
1958 Moyenne .....	38	2,1	112,7	2,1	14,6	240,3	111,6	2,9	5,4	247,4	244,3	234,9	63,1	482,3	307,4
1959 Moyenne .....	38	1,9	123,6	2,2	15,1	243,1	120,7	2,9	7,1	250,1	266,5	236,5	63,7	486,7	330,2
1959 Février .....	38	1,9	112,6	1,7	15,1	226,2	119,1	2,9	6,9	232,7	253,7	216,7	59,1	449,4	312,8
Mars .....	38	1,8	128,9	3,7	14,2	234,5	107,2	2,9	6,7	242,9	257,0	227,5	62,5	470,4	319,5
Avril .....	38	1,9	134,6	2,2	20,9	252,2	122,4	2,9	7,0	259,2	284,9	247,2	67,8	506,4	352,7
Mai .....	38	1,6	113,8	3,6	14,7	222,2	118,5	2,7	6,1	230,1	253,1	219,9	62,3	450,0	315,4
Juin .....	39	1,6	120,3	2,5	7,5	251,7	124,1	2,8	6,6	258,6	258,5	247,6	66,6	506,2	325,1
Juillet .....	39	1,7	93,0	2,0	12,8	246,8	124,2	2,5	6,1	253,0	236,0	238,1	66,0	491,1	302,0
Août .....	39	1,7	87,8	1,5	14,4	216,0	114,2	2,4	5,6	221,6	222,0	213,4	56,1	435,0	278,1
Septembre .....	39	1,8	114,4	1,9	19,9	240,8	119,6	2,7	6,8	247,2	260,7	241,2	63,8	488,4	324,5
Octobre .....	39	1,8	100,3	1,7	13,1	248,5	119,2	2,9	8,1	254,9	240,7	241,3	65,1	496,2	305,9
Novembre .....	39	2,0	130,4	1,5	16,0	248,5	123,0	3,3	7,8	255,3	277,2	241,4	60,2	496,7	337,4
Décembre .....	39	2,6	204,4	1,8	16,7	233,4	128,2	3,6	8,2	291,4	357,5	265,3	64,1	556,8	421,6
1960 Janvier .....	39	2,4	197,5	1,4	13,7	238,5	114,9	3,1	9,4	245,4	335,5	220,4	58,8	465,8	394,2
Février .....	39	3,2	214,2	1,6	22,1	263,6	128,2	3,2	8,0	271,6	372,5	246,4	59,5	518,0	432,0
Mars .....	39	3,1	212,8	1,9	20,5	235,6	122,3	3,2	8,0	293,8	363,6	257,8	59,6	551,7	423,1
Avril .....	39	2,8	182,0	1,7	22,4	244,2	123,6	3,0	8,8	251,7	336,8	224,5	53,6	476,2	390,4

<sup>1</sup> Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille au jour le jour, ou précédemment à 5 et 10 jours. — Depuis le 17 novembre 1959, y compris les opérations effectuées entre organismes qui, auparavant, n'étaient pas représentés en Chambre de Compensation.

## II. — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX

36

(milliards de francs)

Périodes	Milliers de comptes à fin de période	Avoir global (moyenne journalière)	Avoirs des particuliers	Crédit		Débit		Mouvement général	Opérations sans emploi de numéraire %	Vitesse de circulation <sup>2</sup>
				Versements	Virements	Chèques et divers	Virements			
1958 Moyenne .....	789 <sup>1</sup>	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,8	91	4,21
1959 Moyenne .....	819 <sup>1</sup>	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91	4,11
1959 Février .....	794	30,2	23,5	36,7	93,4	38,0	93,4	261,5	92	4,33
Mars .....	796	30,4	23,8	36,0	88,8	33,6	88,8	247,3	92	4,08
Avril .....	798	31,0	24,0	37,4	94,3	38,4	94,3	264,3	91	4,18
Mai .....	800	32,1	24,7	38,8	94,0	37,1	94,0	263,9	92	4,50
Juin .....	802	33,4	25,1	40,1	96,4	38,2	96,4	271,3	91	3,93
Juillet .....	803	37,3	25,7	46,3	112,3	46,8	112,3	317,8	92	4,14
Août .....	805	33,8	26,2	37,7	90,8	37,4	90,8	256,6	92	3,82
Septembre ...	810	34,4	25,9	39,3	97,7	38,6	97,7	273,3	90	3,84
Octobre .....	814	34,6	26,3	40,9	105,6	42,3	105,6	294,5	91	4,00
Novembre ...	816	33,8	26,5	37,2	93,6	37,4	93,6	261,7	90	4,07
Décembre .....	819	34,8	26,6	44,4	107,5	40,1	107,5	299,4	91	4,11
1960 Janvier .....	820	36,3	26,0	40,5	104,4	41,1	104,4	290,5	92	4,04
Février .....	823	36,3	26,1	41,3	103,4	43,2	103,4	291,4	92	4,07
Mars .....	825	36,0	26,4	40,7	102,1	39,2	102,1	284,1	92	3,66
Avril .....	826	35,2	26,6	40,7	100,2	41,0	100,2	282,2	92	4,21

<sup>1</sup> Au 31 décembre.

<sup>2</sup> Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

\* Ces avoirs comprennent : les avoirs libres et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

# PRIX

## a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

45<sup>1</sup>

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

Périodes	Indice général	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux					Produits chimiques			Peaux et cuirs	
					Indice général du groupe	Charbon	Sous-produits du charbon	Produits pétroliers	Minerais et métaux bruts	Produits des carrières	Indice général du groupe	Produits chimiques		Engrais chimiques
<b>Nombre de produits .....</b>	<b>135</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>2</b>	<b>19</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>11</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>5</b>
1958 Moyenne .....	422	359	470	356	455	668	481	290	410	471	327	350	274	327
1959 Moyenne .....	420	371	447	359	446	629	451	316	399	471	326	350	269	387
1959 Février .....	416	356	460	354	454	650	465	322	399	474	330	350	283	343
Mars .....	415	348	460	360	452	640	465	322	398	474	328	347	284	359
Avril .....	419	366	462	367	449	625	462	325	399	469	328	347	284	397
Mai .....	421	372	462	370	449	625	458	321	402	471	327	349	275	408
Juin .....	419	367	447	366	444	624	458	312	393	472	323	349	262	414
Juillet .....	419	376	442	357	440	624	436	311	395	470	325	349	268	408
Août .....	422	389	437	351	439	619	437	309	398	471	321	351	254	407
Septembre .....	423	386	442	354	440	620	439	310	398	471	319	348	251	409
Octobre .....	423	376	442	358	444	624	441	312	405	470	321	351	252	402
Novembre .....	424	376	425	361	443	624	441	312	401	470	327	353	269	391
Décembre .....	426	370	420	361	447	624	441	331	403	470	328	353	271	386
1960 Janvier .....	430	376	425	361	441	621	407	333	406	470	331	353	280	397
Février .....	426	357	418	358	441	621	407	326	411	470	332	354	280	390
Mars .....	425	358	418	357	437	596	407	326	410	470	332	353	281	387
Avril .....	424	353	417	360	434	599	398	324	408	468	331	352	281	389

## a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE (suite)

45<sup>1</sup>

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

Périodes	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles					Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques				
				Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute		Fibres artificielles	Indice général du groupe	Sidérurgie	Fabr. métalliques	Non ferreux
<b>Nombre de produits .....</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>21</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>13</b>	<b>26</b>	<b>9</b>	<b>13</b>	<b>4</b>
1958 Moyenne .....	278	619	485	336	367	266	447	329	248	514	480	557	455	406
1959 Moyenne .....	347	592	465	326	373	271	412	290	240	516	481	551	452	434
1959 Février .....	299	577	473	316	344	251	419	285	242	513	478	546	451	431
Mars .....	313	576	459	313	343	249	411	287	243	513	480	546	452	437
Avril .....	333	573	459	318	367	249	413	287	240	513	479	546	452	431
Mai .....	348	573	459	318	379	249	403	287	239	513	481	549	453	434
Juin .....	327	573	464	321	373	264	402	287	241	518	480	552	453	426
Juillet .....	346	574	464	323	380	266	404	277	240	518	480	553	453	424
Août .....	369	597	464	328	399	270	407	280	238	518	484	553	455	437
Septembre .....	356	609	464	332	397	284	411	275	238	518	483	557	453	433
Octobre .....	372	614	464	335	390	299	412	269	239	518	484	554	453	443
Novembre .....	429	625	464	343	389	315	416	298	237	518	485	556	452	443
Décembre .....	394	643	466	351	391	317	422	363	237	520	486	559	453	447
1960 Janvier .....	396	650	466	358	397	319	431	390	237	542	485	558	450	452
Février .....	395	650	467	353	390	320	428	360	238	542	484	555	449	456
Mars .....	409	653	467	352	387	311	425	388	238	542	483	553	449	452
Avril .....	414	658	467	355	387	311	426	421	238	542	483	553	449	450

b) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE **45**<sup>2</sup>  
ET A L'ETRANGER

Base : moyenne 1953\* = 100

Périodes	Belgique Ministère des Affaires économiques	Pays-Bas (Central Bureau voor de Statistiek)	France (Statistique générale de la France)	Italie (Banca di Roma)	Allemagne occidentale (Statistische Bundesamt) <sup>1</sup>	Royaume-Uni* (Board of Trade) 1954 = 100	Etats-Unis (Department of Labor Bureau Labor Statistics)	Suisse (Office fédéral de l'industrie, des Arts et Métiers et du Travail)
1958 Moyenne	102	105	121	101	106	111	108	102
1959 Moyenne	101	106	126	98	105	111	108	100
1959 Février	100	106	126	98	105	111	109	100
Mars	100	105	125	97	105	112	109	100
Avril	101	104	125	97	105	111	109	99
Mai	101	104	126	97	105	111	109	99
Juin	101	105	124	97	105	111	109	99
Juillet	101	105	125	97	105	111	109	100
Août	102	105	126	97	105	111	108	100
Septembre	102	106	127	98	105	112	109	100
Octobre	102	108	129	99	105	112	108	101
Novembre	102	108	129	99	106	112	108	102
Décembre	103	107	130	99	106	112	108	101
1960 Janvier	104	106	131	99	106	112	108	102
Février	103	105	129	99	106	p112	108	101
Mars	102	104	129	99	106	p112	109	101
Avril	102			98	106	p112	109	101

<sup>1</sup> Produits finis industriels.

\* Royaume-Uni : nouvel indice sur base 1954 = 100 (tous produits manufacturés).

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL **46**  
EN BELGIQUE

Base : moyenne 1953 = 100

Source : Ministère des Aff. économ. (Service de l'Index).

Périodes	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services
Nombre de prod.	65	35	25	5
1958 Moyenne	108,31	107,9	106,2	114,6
1959 Moyenne	109,64	109,5	106,6	120,0
1959 Mars	108,80	108,5	106,0	118,7
Avril	108,93	108,7	105,9	119,6
Mai	109,22	108,9	106,2	120,1
Juin	109,59	109,2	106,8	120,5
Juillet	109,60	109,1	106,8	120,6
Août	110,14	110,0	106,9	120,7
Septembre	110,23	110,0	107,2	120,9
Octobre	110,38	110,4	107,0	121,0
Novembre	110,62	110,8	107,1	121,1
Décembre	110,53	110,6	107,1	121,5
1960 Janvier	110,28	110,1	107,1	121,5
Février	110,17	109,8	107,1	121,7
Mars	109,89	109,3	107,0	122,0
Avril	109,79	109,1	106,8	122,3
Mai	109,76	109,3	106,7	122,2

PRODUCTION

50

I. — INDICE DE L'ACTIVITE ET DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base : moyenne 1953 = 100

Périodes	Indices de l'activité industrielle							Indices de la production industrielle					
	Source : Institut National de Statistique							Source : Inst. de Recherches Econ. et Sociales					
	Indice général	Indice des industries extractives	Indices des industries manufacturières					Indice général	dont				
			Ensemble	dont					Combustible et énergie	Sidérurgie	Fabrications métalliques	Fila-tures	Tissages
Sidé-rurgie				Fabri-cations métalliques	Fila-tures	Tissages							
1958 Moyenne	106,4	91,4	110,4	127,9	100,7	97,1	103,6	115,1	98,1	128,9	126,8	98,7	96,1
1959 Moyenne	106,8	79,4	114,3	140,0	94,1	112,5	116,7	119,1	87,6	139,7	131,7	115,5	108,4
1959 Janvier	106,2	83,5	112,4	135,0	96,0	121,5	114,2	112,3	94,4	131,2	116,1	121,0	103,0
Février	95,9	65,0	104,4	122,5	89,1	104,8	108,3	112,4	81,7	130,5	125,5	111,3	105,4
Mars	107,0	83,8	113,3	133,6	95,4	107,0	111,5	118,6	94,3	132,6	131,4	108,6	105,1
Avril	111,5	86,1	118,5	143,9	99,7	110,4	117,3	120,7	90,2	141,8	133,6	107,9	105,0
Mai	100,3	77,9	106,5	130,7	87,0	100,2	100,5	119,7	84,8	134,6	136,6	110,2	103,4
Juin	110,7	81,1	118,8	146,2	97,9	119,5	119,6	121,1	86,3	145,0	132,8	118,6	110,4
Juillet	92,6	67,1	99,6	131,1	77,5	94,4	103,5	104,3	72,7	128,8	116,3	92,5	93,1
Août	99,9	71,4	107,7	126,9	84,8	107,1	105,0	111,2	78,7	127,0	119,7	112,1	97,3
Septemb.	112,8	80,7	121,6	149,5	99,9	120,9	127,5	124,8	87,2	148,0	140,2	118,4	114,1
Octobre	118,9	86,6	127,8	160,0	102,9	126,6	136,7	127,1	90,1	153,2	140,6	121,0	116,8
Novemb.	110,9	83,4	118,4	144,6	96,4	110,9	125,6	131,4	95,6	151,8	150,3	135,4	129,2
Décembre	114,7	85,8	122,6	156,1	102,7	126,4	130,8	125,4	95,0	152,4	138,9	128,5	117,9
1960 Janvier	108,1	74,6	117,2	148,0	96,7	131,3	121,6	123,0	92,4	147,0	136,5	137,7	114,4
Février								127,4	94,3	160,2		124,9	112,2
Mars								128,3	91,4	163,4			

Source : Ministère des Affaires économiques (Direction générale des Mines).

Périodes	Mines de houille									
	Nombre moyen d'ouvriers présents (milliers)		Production par bassin (milliers de tonnes)						Nombre moyen de jours d'extraction	Stock à fin de période (milliers de tonnes)
	du fond	fond et surf.	Mons	Centre	Charleroi	Liège	Campine	Total		
1936-1938 Moyenne .....	87	125	408	353	640	451	541	2.425 <sup>1</sup>	24,0	1.502
1958 Moyenne .....	91	122	300	245	540	339	831	2.255	21,3	6.928
1959 Moyenne .....	78	106	215	172	460	318	731	1.896	18,7	7.496
1959 Mars .....	85	114	247	186	513	354	738	2.038	19,3	7.347
Avril .....	84	113	249	188	497	371	752	2.057	19,5	7.541
Mai .....	81	110	200	171	470	324	686	1.861	17,5	7.555
Juin .....	79	108	217	177	484	325	702	1.905	18,4	7.627
Juillet .....	74	102	175	144	362	224	696	1.601	16,4	7.690
Août .....	72	99	199	161	391	289	658	1.698	18,2	7.763
Septembre .....	73	100	210	174	457	326	715	1.882	19,5	7.753
Octobre .....	73	100	221	187	498	355	755	2.016	20,6	7.767
Novembre .....	73	99	222	179	465	314	812	1.992	19,7	7.716
Décembre .....	72	98	221	184	486	343	819	2.053	20,3	7.496
1960 Janvier .....	70	95	203	173	434	310	784	1.904	19,8	7.341
Février .....	67	92	203	170	475	316	768	1.932	20,2	7.386
Mars .....			215	174	491	337	824	2.041		7.440
Avril .....			214	166	464	316	754	1.914		7.448
Mai .....										

<sup>1</sup> Y compris 32.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi.

Sources : Ministère des Affaires économiques (Direction générale des Mines et Institut National de Statistique) — Ministère des Finances (Accises).

Périodes	Cokes		Agglomérés		Pétroles bruts mis en œuvre (milliers de kilolitres)	Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période)	Production métallurgique (milliers de tonnes)		
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers			Fonte	Acier brut	Acier et fer finis
1936-1938 Moyenne .....	435	3.831	142	855	—	37	261	253	202
1958 Moyenne .....	576	4.632	86	477	630	49	460	501	349
1959 Moyenne .....	601	4.539	83	453	644	50	497	536	386
1959 Janvier .....	602	4.594	117	488	709	49	481	507	376
Février .....	534	4.570	85	493	564	48	431	465	340
Mars .....	599	4.575	84	499	753	49	485	505	369
Avril .....	586	4.475	90	471	675	49	486	541	406
Mai .....	604	4.525	105	483	767	47	473	485	364
Juin .....	595	4.558	71	462	564	47	505	568	404
Juillet .....	592	4.507	46	420	623	45	485	521	352
Août .....	594	4.549	56	423	650	48	470	506	340
Septembre .....	602	4.519	72	415	620	47	517	573	416
Octobre .....	635	4.544	82	397	577	49	557	619	442
Novembre .....	623	4.519	91	437	578	50	520	549	399
Décembre .....	652	4.529	103	450	641	50	555	604	429
1960 Janvier .....	646	4.551	115	491	698	51	540	562	408
Mars .....	610	4.476	96	482	700		536	593	437
					683				

### III. — PRODUITS TEXTILES

56<sup>1</sup>

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Production de fils (tonnes)							Production de rayonne (tonnes)	Production de tissus écrus tombés de métiers (pour compte propre, services publics et ordres à façon) (tonnes)				
	Fil de lin	Fil de jute	Fil de chanvre	Fil de coton		Fil de laine			Lin	Jute 1	Coton	Laine 2	Rayonne
				fin	cardé	peignée	cardée						
1958 Moyenne .	729	6.110	70	6.232	349	1.924	1.248	2.251	562	3.331	5.597	2.056	703
1959 Moyenne .	950	6.591	61	7.189	344	2.427	1.446	2.366	628	3.106	6.224	2.437	752
1959 Janvier ...	929	6.802	75	8.747	408	2.395	1.266	2.570	566	3.312	6.099	2.386	731
Février ...	859	7.027	74	6.931	381	1.976	1.277	2.200	549	2.925	5.795	2.214	749
Mars ...	916	6.767	42	6.707	372	2.144	1.362	2.459	605	2.787	5.984	2.263	783
Avril .....	999	6.585	79	6.717	364	2.289	1.482	2.420	598	2.611	6.113	2.516	796
Mai .....	752	5.773	37	6.251	281	2.225	1.357	2.270	489	2.446	5.546	2.123	596
Juin .....	958	7.061	60	7.466	308	2.742	1.498	2.423	632	3.101	6.437	2.490	770
Juillet ...	888	5.662	57	6.680	316	1.471	1.296	2.647	577	2.746	5.698	2.152	601
Août .....	735	5.502	56	6.710	241	2.674	1.415	2.417	526	2.665	5.363	2.342	638
Septembre .	1.035	6.880	66	7.458	384	2.831	1.629	2.258	691	3.449	6.680	2.707	811
Octobre ...	1.129	7.315	62	7.616	378	2.953	1.681	2.448	733	3.905	7.150	2.870	897
Novembre .	1.053	6.444	65	7.314	338	2.831	1.486	2.514	737	3.608	6.848	2.556	775
Décembre .	1.141	7.274	64	7.672	366	2.882	1.607	2.774	831	3.720	6.975	2.622	881
1960 Janvier ...	1.090	6.655	42	9.378	356	2.784	1.492	2.597	707	2.647	6.968	2.420	761
Février ...								2.606	695	3.223	6.646	2.377	827
Mars .....								2.528					

1 Y compris les tapis en jute.

2 Y compris couvertures et tapis en laine.

### IV. — PRODUITS DIVERS

56<sup>2</sup>

Sources : Institut National de Statistique et Administration des Douanes et Accises.

Périodes	Ciment	Craux	Calcaires	Ammoniaque de synthèse et dérivés		Engrais composés	Papier		Briques		Sucres				Brasseries 4	Distilleries (milliers d'hectolitres)	Allumettes (millions de tiges)	Pêche Vente de poisson 5		
				Azote primaire	Azote dans les engrais finis		Papier	Cartons	Briques ordinaires	Briques de parement	Production		Stocks (sucres bruts et raf.) 3	Déclarations en consomm.				Quantités (milliers de tonnes)	Valeurs (millions de francs)	
											sucres bruts	sucres raffinés								
(milliers de tonnes)						(millions de pièces)				(milliers de tonnes)										
1936-1938 Moy. .	250 <sup>1</sup>	117 <sup>2</sup>	154 <sup>2</sup>				15,5 <sup>1</sup>					17,5	17,2	159	20,7	16,4	35,0	4.421	2,9	7,2
1958 Moyenne .	338	147	239	22,9	20,6	20,1	26,2	4,0	171	12,8		40,9	16,4	303	22,2	13,7	18,1	4.651	3,7	38,0
1959 Moyenne .	370	148	282	25,3	22,6	19,8	27,3	4,3	165	14,1		17,6	14,9	167	22,2	14,4	17,4	4.336	3,3	35,4
1959 Février ...	147	124	210	22,7	20,7	24,8	27,0	3,7	76	7,3		—	12,8	258	18,8	11,5	21,7	4.511	3,7	35,9
Mars .....	399	148	245	26,2	23,9	28,2	25,8	4,2	96	11,0		—	14,3	235	18,7	14,1	14,3	4.262	4,3	47,1
Avril .....	402	150	285	25,9	23,7	21,4	28,6	4,6	132	15,4		—	13,3	213	19,7	15,7	9,9	4.613	3,5	34,1
Mai .....	423	133	293	27,0	24,6	15,4	25,1	4,1	173	12,9		—	10,0	194	20,7	15,6	13,2	3.936	2,6	27,5
Juin .....	434	148	317	25,3	23,1	12,1	29,2	5,2	223	14,9		—	10,5	143	26,4	16,1	25,9	4.223	3,1	32,0
Juillet .....	405	143	261	23,2	21,2	11,4	21,0	3,2	204	16,6		—	12,8	107	25,7	17,7	12,2	3.752	2,9	27,5
Août .....	434	145	302	23,9	20,2	17,5	25,0	4,6	198	16,0		—	11,0	61	26,3	15,7	10,9	3.776	3,1	30,1
Septembre .	447	166	345	23,1	19,9	18,9	30,1	4,8	218	17,7		0,2	14,4	35	23,2	14,6	18,2	3.538	3,6	37,6
Octobre ...	426	171	340	26,4	23,0	22,1	31,3	4,3	208	17,0		55,3	20,4	62	26,9	14,7	23,7	5.212	3,1	37,5
Novembre .	388	155	277	27,1	23,8	19,0	27,3	4,2	178	15,9		127,7	27,4	163	21,5	12,1	12,3	4.129	3,3	42,3
Décembre .	334	154	284	26,1	22,8	28,9	29,7	4,8	165	15,1		17,7	16,8	167	18,6	12,6	29,7	5.240	2,6	37,1
1960 Janvier ...	250	141	219	26,9	24,3	22,8	29,7	4,4	121	10,0		—	14,2	170	19,9	12,2	17,1	4.336	3,9	44,6
Février ...	249	p158	p244	25,6	22,9	32,0	29,7	4,2	p104	p 8,7		3,8	13,2	169	18,0	12,9	21,5	4.523		
Mars .....	426	p183	p323	27,5	24,4	39,9	p32,3	p5,0				—	15,5	160	19,7	14,4	13,8	5.269		
Avril .....	408											—	14,2	137	19,6	16,2	11,3			

1 Moyenne 1936.

2 Moyenne 1937-1938-1939.

3 Fin de période.

4 Quantités de matières premières déclarées (substances farineuses et substances sucrées). Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

5 Vente aux minques d'Ostende, Nieuport, Zeebrugge et Blankenberge; en 1936-1937-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement. Non compris les harengs, esprots et crevettes.

## V. — ENERGIE ELECTRIQUE \*

(millions de kWh)

58

Source : Ministère des Affaires économiques — Direction Energie Electrique.

Périodes	Production 1					Importations (6)	Exportations (7)	Solde importation exportation (8) = (6) — (7)	Total énergie absorbée par les réseaux (9) = (5) + (8)
	Centrales des producteurs industriels		Entreprises mixtes (3)	Centrales des auto- producteurs industriels (4)	Total pour la Belgique (5) = (1) à (4)				
	Régies communales (1)	Sociétés privées (2)							
1958 Moyenne .....	36,9	516	45,5	445	1.043	24,7	19,5	5,2	1.048
1959 Moyenne .....	34,9	552	46,1	465	1.098	22,1	31,0	- 8,9	1.089
1959 Janvier .....	46,5	599	37,2	473	1.156	26,2	20,9	5,3	1.161
Février .....	38,8	496	73,4	414	1.022	15,1	12,0	3,1	1.025
Mars .....	38,3	521	60,7	456	1.076	21,5	10,1	11,4	1.087
Avril .....	37,9	529	56,0	455	1.078	14,6	23,9	- 9,3	1.068
Mai .....	32,2	497	38,8	421	989	30,3	7,2	23,1	1.012
Juin .....	30,9	514	41,9	430	1.017	21,5	4,3	17,2	1.034
Juillet .....	22,8	473	22,8	420	939	21,5	6,8	14,7	954
Août .....	29,6	515	15,1	437	997	17,4	11,9	5,5	1.002
Septembre .....	32,0	566	44,0	484	1.126	17,3	59,0	-41,7	1.085
Octobre .....	34,4	626	44,2	554	1.258	23,9	95,6	-71,7	1.186
Novembre .....	34,3	626	46,7	523	1.230	27,7	70,2	-42,5	1.187
Décembre .....	41,2	662	72,7	509	1.285	26,8	50,4	-23,6	1.261
1960 Janvier .....	44,5	612	101,1	472	1.232	27,3	29,7	- 2,4	1.229
Février .....	43,4	557	112,3	469	1.181	24,3	24,0	0,3	1.181
Mars .....	44,8	552	137,2	487	1.221	24,0	11,1	12,9	1.234

\* Nombre de centrales en activité au début de l'année 1958 : 160; au début de l'année 1959 : 151.

1 Production nette des centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

## VI. — GAZ

(Production, Importation et Exportation) <sup>1</sup>

(millions de mètres cubes)

59

Source : Ministère des Affaires économiques (Administration de l'Industrie).

Périodes	Production					Importations (6)	Exportations (7)	Solde importation exportation (8) = (6) — (7)	Total de gaz disponible en Belgique (9) = (5) + (8)
	des usines à gaz 2 (1)	des cokeries		des charbon- nages (4)	total (5) = (1) + (2) + (4)				
		total (2)	dont production destinée aux fournitures industrielles directes (3)						
1958 Moyenne .....	0,23	171,55	100,30	16,20	188	0,76	6,58	-5,82	182
1959 Moyenne .....	0,23	176,49	102,91	16,00	193	0,75	5,60	-4,95	188
1959 Janvier .....	0,22	184,62	105,36	20,03	205	0,69	6,44	-5,75	199
Février .....	0,21	168,73	95,40	18,07	187	0,63	5,62	-4,99	182
Mars .....	0,23	178,62	105,28	16,70	196	0,66	5,89	-5,23	190
Avril .....	0,23	177,76	106,60	15,29	193	0,67	6,07	-5,40	188
Mai .....	0,25	172,15	100,93	14,87	187	0,71	5,77	-5,06	182
Juin .....	0,26	172,62	101,80	14,70	188	0,75	6,14	-5,39	182
Juillet .....	0,21	161,32	97,34	11,92	173	0,59	5,27	-4,68	169
Août .....	0,22	162,22	94,87	11,92	174	0,78	3,30	-2,52	172
Septembre .....	0,21	174,12	101,50	13,69	188	0,86	5,40	-4,54	183
Octobre .....	0,21	186,28	109,02	16,46	203	0,81	5,97	-5,16	198
Novembre .....	0,20	181,89	103,57	18,53	201	0,87	6,04	-5,17	195
Décembre .....	0,30	197,49	113,22	19,85	218	0,93	6,45	-5,52	212
1960 Janvier .....	8,41	196,50	108,32	11,78	217	0,96	6,50	-5,54	211
Février .....	7,89	189,72	107,00	10,83	208	0,89	6,48	-5,59	203
Mars .....	12,14	197,86	116,43	10,82	221	1,04	6,53	-5,49	215

1 Pour les conditions d'utilisation de cette statistique cfr. Bulletin de décembre 1957, p. 528.

2 A partir de janvier 1960, y compris la production du gaz à partir d'hydrocarbures, laquelle était comprise dans la production de gaz des charbonnages.

# CONSOMMATION \*

## I. — Indices mensuels des ventes à la consommation : base moyenne 1953 = 100

**65<sup>2</sup>**

Source : Institut National de Statistique.

Mois	Indice général	Grands magasins à rayons multiples																				
		Alimentation				Habilleinent				Ameublement			Ménage			Tabacs	Librairie-Papeterie		Parf.			
		Périssable	Non périssable	Restaurant	Total	Amalgés	Deusss hommes	Deusss femmes	Bonneterie, lingerie, chemiserie, chapel.	Total 1	Textiles	Meubles, lustrerie	Total	Articles de ménage	Appareils ménagers, électricité	Total	Articles pour fumeurs	Librairie	Papeterie	Total	Toilette	Jeux, jouets, sports, voyage
1959 Mars .....	139	150	157	157	153	136	187	144	153	142	125	136	130	126	223	143	144	136	118	121	121	71
Avril .....	141	144	127	162	140	140	199	155	164	154	124	141	132	140	227	154	146	117	125	124	129	77
Mai .....	139	133	128	144	132	124	212	169	187	160	112	142	126	125	234	143	135	98	103	103	124	92
Juin .....	138	126	129	148	129	126	198	151	198	159	119	138	125	121	223	138	159	102	103	103	131	112
Juillet .....	146	123	128	158	128	121	216	157	220	168	121	139	129	127	272	152	153	111	104	105	149	154
Août .....	126	125	130	150	129	84	121	106	137	113	111	123	117	127	226	144	146	110	238	220	126	82
Septembre ..	130	131	150	145	138	123	120	112	143	124	112	142	126	123	253	145	142	121	205	193	117	55
Octobre .....	154	156	162	159	158	133	228	168	191	169	123	129	125	127	290	155	152	138	130	131	126	126
Novembre ..	167	153	169	159	159	117	195	134	193	163	115	116	115	113	271	140	164	319	164	187	118	446
Décembre ..	199	172	229	196	192	106	185	148	242	196	119	144	131	170	360	202	346	816	264	272	192	305
1960 Janvier ...	135	155	149	148	153	111	120	102	190	140	148	110	130	106	260	132	153	130	127	127	112	49
Février ...	132	151	163	148	154	108	108	91	147	116	124	148	135	128	266	151	140	117	117	117	120	69
Mars .....	151	160	182	170	167	160	178	142	159	147	142	165	153	138	296	164	158	123	124	124	130	75

1 Le total comprend, en outre, les rubriques : mercerie, rubans, patrons; chaussures, pantoufles; articles divers de parure.  
 \* Pour la consommation de sucre, voir tableau 562.

**65<sup>3</sup>**

Mois	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement				Coopératives										Magasins à succursales		Gros-sistes	Entreprises à succursales
	Hommes	Dames	Sous-vêtements accessoires, articles de parure	Indice général	Boulangerie	Alimentation sauf boulangerie	Habilleinent	Ameublement	Articles de ménage	Tabacs	Librairie papeterie	Parfumerie articles de luxe	Restaurant, tea-room	Divers	Sous-vêtements et mercerie, articles de parure	Chaussures	Alimentation générale	Alimentation
1959 Février .....	p109	54	58	122	99	129	117	120	108	90	67	150	100	136	93	p 67	p127	131
Mars .....	p178	114	103	129	110	136	132	168	119	98	94	138	118	111	112	p127	p137	p134
Avril .....	p186	131	106	129	118	138	114	163	108	124	110	137	117	113	123	p138	p149	p130
Mai .....	p173	94	102	132	114	138	107	127	106	106	79	133	126	172	113	p154	p140	p137
Juin .....	p143	66	108	129	119	137	101	146	98	111	97	135	108	147	137	p137	p149	p130
Juillet .....	p132	68	161	127	115	141	85	160	88	116	190	165	132	111	143	p139	p159	p136
Août .....	p 92	49	59	124	114	137	76	128	112	102	274	131	118	116	87	p105	p150	p133
Septembre ...	p 98	86	70	130	117	139	98	170	114	103	222	130	119	130	98	p107	p153	p133
Octobre .....	p146	151	101	140	125	151	115	137	126	114	249	174	111	130	116	p134	p150	p143
Novembre ...	p121	90	87	127	113	134	115	170	110	106	120	144	112	122	p117	p118	p134	p140
Décembre .....	p135	77	129	p156	p133	p168	p130	p141	p138	p177	p177	p220	p128	p143	p144	p140	p165	p168
1960 Janvier .....	p140	68	146	p138	p110	p150	p116	p103	p144	p110	p 92	p114	p100	p147	p107	p124	p140	p136
Février .....	p 92	46	56											p 96	p 70			p138

## II. — CONSOMMATION DE TABAC 66

(Fabrication et importation)

Source : Administration des Douanes et Accises.

Périodes	Cigares	Cigarillos	Cigarettes	Tabacs à fumer, priser et mâcher
	(millions de pièces)			(tonnes)
1936-1938 Moy. .	16,2	49,4	430	1.097
1958 Moyenne .	16,1	46,7	873	739
1959 Moyenne .	18,1	49,7	859	732
1959 Avril .....	14,5	48,3	1.073	909
Mai .....	15,2	46,2	779	649
Juin .....	20,1	67,8	1.049	801
Juillet .....	16,9	43,5	811	680
Août .....	16,2	58,3	870	718
Septembre	24,7	64,7	921	802
Octobre ...	23,2	52,9	829	700
Novembre ..	21,4	53,5	738	653
Décembre .	18,1	52,6	897	779
1960 Janvier ...	17,8	41,8	862	747
Février ...	14,9	38,7	726	564
Mars .....	15,6	46,2	929	660
Avril .....	15,8	56,0	918	734

## III. — ABATTAGES DANS LES 67

12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

Périodes	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux, chèvres
	(milliers de têtes)				
1936-1938 Moy. .	16,5	0,7	12,2	26,7	6,5
1958 Moyenne .	20,8	2,6	9,6	33,9	4,8
1959 Moyenne .	21,2	3,3	9,8	34,3	5,1
1959 Avril .....	21,9	2,9	11,2	35,6	3,3
Mai .....	19,8	3,0	10,4	35,0	2,5
Juin .....	20,3	3,2	10,5	36,4	2,1
Juillet ...	20,2	3,1	10,2	33,9	1,6
Août .....	19,6	3,2	9,1	33,5	1,6
Septembre .	25,3	3,8	10,7	36,2	3,9
Octobre ...	21,7	3,8	8,4	31,9	7,2
Novembre .	21,3	3,0	8,6	33,1	9,7
Décembre .	23,8	3,7	10,3	35,9	9,8
1960 Janvier ...	20,1	3,3	8,9	32,9	8,3
Février ...	19,5	3,2	9,7	33,8	5,1
Mars .....	22,8	3,6	11,3	35,3	3,9
Avril .....	19,0	3,2	10,3	32,2	4,0

# TRANSPORTS

## I. — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

70<sup>1</sup>

### a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

Périodes	Recettes				Dépenses	Excédent des recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploitation
	Voyageurs et bagages	Marchandises	Diverses <sup>2</sup>	Total			
1938 Moyenne <sup>1</sup>	74	147	5	226	239	- 13	106
1958 Moyenne	304	512	346	1.162	1.136	26	98
1959 Moyenne	300	513	349	1.162	1.108	54	95
1959 Janvier	280	497	355	1.132	1.155	- 23	102
Février	237	442	342	1.021	1.080	- 51	106
Mars	306	487	342	1.135	1.108	27	98
Avril	286	517	342	1.145	1.125	20	98
Mai	303	491	343	1.137	1.075	62	95
Juin	286	528	359	1.173	1.122	51	96
Juillet	374	479	346	1.199	1.090	109	91
Août	354	468	344	1.166	1.080	86	93
Septembre	318	519	345	1.182	1.090	92	92
Octobre	293	568	354	1.215	1.131	84	93
Novembre	274	565	344	1.183	1.084	99	92
Décembre	291	588	377	1.256	1.155	101	92
1960 Janvier	301	518	318	1.137	1.100	37	97
Février	254	529	310	1.093	1.076	17	98
Mars	283	556	311	1.150	1.116	34	97

<sup>1</sup> Y compris le Nord-Belge.

<sup>2</sup> Y compris les subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

### b) Nombre de wagons fournis à l'industrie<sup>1</sup>

### c) Statistique du trafic

#### 1° Trafic général

70<sup>2</sup>

Périodes	A	B	C	A+C	Voyageurs		Wagons complets <sup>2</sup>				
					Nombre	Voyageurs km.	Tonnes transp.	Tonnes-km.			Total
								Service interne belge	Service international	Transit	
(milliers)				(millions)	(milliers)	(millions)					
1938 Moyenne <sup>3</sup>	389	115	91	480	16,8	535	6.169	186	154	88	428
1958 Moyenne	214	66	64	278	22,0	755	4.816	128	246	112	486
1959 Moyenne	204	64	70	274	21,2	710	4.874	127	256	122	505
1959 Janvier	193	68	64	257	23,3	r747	4.594	116	240	115	471
Février	173	55	62	235	20,8	r683	4.170	103	236	110	449
Mars	199	62	65	264	22,3	r733	4.657	117	248	113	478
Avril	210	64	68	278	22,3	r731	4.898	131	254	113	498
Mai	196	64	66	262	20,6	r704	4.706	128	250	112	490
Juin	213	64	70	283	20,0	r690	4.967	139	260	114	513
Juillet	190	56	68	258	19,4	r744	4.475	115	239	115	469
Août	194	56	62	256	18,8	r699	4.537	125	233	108	466
Septembre	213	63	68	281	21,4	r700	5.007	134	261	116	511
Octobre	228	69	81	309	22,0	r699	5.570	144	289	146	579
Novembre	219	71	75	294	21,4	r689	5.313	142	272	132	546
Décembre	220	74	85	305	22,6	r699	5.582	135	288	167	590
1960 Janvier	197	70	74	271	p23,4	p739	5.028	125	276	133	534
Février	203	67	75	278	p21,2	p667	5.069	120	279	133	532
Mars	224	69	75	299	p23,0	p726	5.470	138	301	130	569

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.

B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

<sup>1</sup> Wagons chemins de fer et particuliers.

<sup>2</sup> Depuis janvier 1956, y compris les transports militaires.

<sup>3</sup> Y compris le Nord-Belge, sauf en ce qui concerne les tonnes-km.

r : Chiffres rectifiés.

## c) Statistique du trafic

## 2° Transport des principales grosses marchandises

## A. — Ensemble du trafic

Périodes	Tonnes km.	Total	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Huiles industrielles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de constructions, produits des carrières	Textiles	Produits chimiques	Divers
	(millions)										
1958 Moyenne .....	485	4.818	180	1.810	66	959	713	742	13	271	64
1959 Moyenne .....	505	4.874	131	1.808	58	1.043	757	725	14	275	63
1959 Janvier .....	471	4.594	105	1.913	62	965	698	556	11	232	52
Février .....	449	4.170	101	1.613	62	916	657	509	11	244	57
Mars .....	478	4.657	106	1.711	57	1.020	722	688	11	277	65
Avril .....	498	4.898	108	1.789	61	1.022	781	803	14	253	67
Mai .....	490	4.706	86	1.788	52	1.036	700	729	14	245	56
Juin .....	513	4.967	92	1.815	58	1.096	762	788	15	274	67
Juillet .....	469	4.475	94	1.631	53	1.007	676	697	14	234	69
Août .....	466	4.537	88	1.597	52	1.026	688	751	15	262	58
Septembre ...	511	5.007	101	1.801	57	1.072	793	851	15	256	61
Octobre .....	579	5.570	209	1.962	62	1.159	881	887	16	324	70
Novembre ...	546	5.313	321	1.938	53	1.055	797	750	18	324	57
Décembre ...	590	5.582	165	2.134	63	1.143	933	691	18	373	62
1960 Janvier .....	534	5.028	135	2.013	65	1.102	783	558	17	298	57
Février .....	532	5.069	122	1.897	66	1.136	847	594	17	335	55
Mars .....	569	5.470	118	1.893	68	1.271	944	762	15	334	65

## B. — Service interne belge

Périodes	Total	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Huiles industrielles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de constructions, produits des carrières	Textiles	Produits chimiques	Divers	II Soc. Nat. des Chemins de fer vicinaux T.-km. trans- portées (milliers)
1958 Moyenne .....	2.329	81	1.238	20	121	229	493	1	125	21	618
1959 Moyenne .....	2.296	46	1.240	16	132	250	468	1	123	20	364
1959 Janvier .....	2.167	23	1.296	17	135	216	348	1	118	13	292
Février .....	1.842	20	1.083	15	102	187	309	1	110	15	280
Mars .....	2.189	21	1.175	16	132	232	456	1	138	18	419
Avril .....	2.373	19	1.249	17	140	279	532	—	116	21	412
Mai .....	2.249	17	1.235	17	129	239	486	1	108	17	333
Juin .....	2.403	25	1.252	17	140	273	528	1	143	24	375
Juillet .....	2.052	28	1.084	14	119	219	438	2	120	28	253
Août .....	2.212	24	1.117	14	146	256	507	2	125	21	265
Septembre ...	2.421	22	1.249	17	139	278	558	—	136	22	290
Octobre .....	2.615	108	1.337	18	143	285	568	—	132	24	471
Novembre ...	2.563	207	1.372	16	130	258	455	1	106	18	760
Décembre .....	2.477	42	1.427	16	140	274	429	1	129	19	218
1960 Janvier .....	2.256	17	1.394	17	117	259	327	1	107	17	125
Février .....	2.223	18	1.309	17	107	274	358	1	127	12	189
Mars .....	2.522	19	1.374	16	119	326	485	1	163	19	232

### III. — MOUVEMENT DES PORTS

71<sup>1</sup>

#### a) Port d'Anvers

Sources : Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

Périodes	Navigation maritime						Navigation fluviale					
	Entrées			Sorties			Entrées			Sorties		
	Nombre de navires	Tonnage net belge (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) <sup>1</sup>	Nombre de navires		Marchandises (milliers de tonnes métriques) <sup>1</sup>	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m <sup>3</sup> )	Marchandises (milliers de tonnes métriques) <sup>2</sup>	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m <sup>3</sup> )	Marchandises (milliers de tonnes métriques) <sup>2</sup>
chargés				sur lest								
1958 Moyenne	1.357	3.545	1.723	1.166	190	1.210	4.208	2.063	807	4.091	2.018	1.139
1959 Moyenne	1.335	3.622	1.668	1.158	172	1.266	4.264	2.129	831	4.104	2.065	1.019
1959 Avril	1.326	3.624	1.740	1.208	143	1.378	4.279	2.193	981	4.211	2.127	950
Mai	1.340	3.715	1.515	1.161	155	1.269	3.919	1.965	859	3.916	2.024	904
Juin	1.298	3.528	1.779	1.115	175	1.127	4.283	2.119	866	4.113	2.044	1.042
Juillet	1.313	3.625	1.329	1.170	150	1.297	3.988	2.016	842	3.833	1.957	969
Août	1.332	3.646	1.646	1.150	160	1.225	3.921	1.936	728	3.817	1.890	964
Septembre	1.345	3.523	1.518	1.178	187	1.325	4.439	2.242	779	4.271	2.176	1.003
Octobre	1.422	3.816	1.597	1.262	170	1.463	4.626	2.309	778	4.471	2.231	983
Novembre	1.418	3.892	1.890	1.174	193	1.270	4.556	2.242	865	4.280	2.102	1.036
Décembre	1.306	3.643	1.997	1.132	191	1.337	4.698	2.285	802	4.511	2.229	1.129
1960 Janvier	1.457	4.060	1.923	1.245	182	1.629	4.551	2.203	809	4.521	2.158	1.259
Février	1.390	3.866		1.269	146		4.245	2.126	843	4.267	2.125	1.078
Mars	1.524	4.018		1.345	173		4.515	2.225	916	4.492	2.177	1.134
Avril	1.424	3.802		1.272	162		4.400	2.124	839	4.287	2.109	1.028

1 Trafic international. — 2 Trafic international et intérieur.

#### b) Port de Gand

71<sup>2</sup>

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

Périodes	Navigation maritime						Navigation fluviale	
	Entrées			Sorties			Marchandises <sup>1</sup>	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) <sup>1</sup>	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) <sup>1</sup>	Entrées	Sorties
(milliers de tonnes métriques)								
1958 Moyenne	219	163	169	217	156	82	125	73
1959 Moyenne	194	145	152	194	147	83	160	83
1959 Avril	188	117	100	191	129	68	152	74
Mai	200	161	161	194	161	92	178	71
Juin	187	155	182	180	137	88	187	114
Juillet	202	153	134	199	150	75	180	118
Août	213	190	234	213	181	91	188	70
Septembre	186	134	182	190	132	90	152	101
Octobre	185	129	125	185	141	75	159	61
Novembre	181	125	161	183	148	69	159	70
Décembre	160	139	137	166	153	57	128	86
1960 Janvier	188	135	90	177	120	104	142	82
Février	174	126		182	143			
Mars	205	177		206	171			
Avril	183	133		187	142			

1 Trafic international.

### IV. — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

72

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Bateaux chargés														
	Trafic intérieur					Importations					Exportations				
	Nombre					Milliers de tonnes métriques					Millions de tonnes-km.				
1958 Moyenne	6.842	3.698	2.745	636	13.921	1.866	1.307	932	164	4.269	181,5	89,1	66,9	23,0	360,5
1959 Moyenne	7.148	3.889	2.970	791	14.798	1.968	1.366	999	201	4.534	190,5	101,4	82,1	28,4	402,4
1959 Février	5.441	2.442	2.017	479	10.379	1.491	841	700	128	3.160	141,7	65,3	56,2	17,9	281,1
Mars	7.287	3.586	3.003	701	14.577	1.975	1.299	1.031	174	4.479	194,5	101,5	79,0	22,5	397,5
Avril	7.118	3.893	2.892	768	14.676	1.919	1.380	999	201	4.499	182,7	107,0	79,5	27,6	396,8
Mai	6.711	3.370	3.079	849	14.009	1.835	1.218	1.029	221	4.303	171,4	94,0	84,0	29,6	379,0
Juin	7.599	3.632	3.551	994	15.776	2.016	1.285	1.196	255	4.752	203,2	99,5	99,4	35,6	437,7
Juillet	6.583	4.034	3.383	998	14.998	1.811	1.415	1.215	262	4.703	177,1	106,5	104,0	37,9	425,5
Août	6.879	3.735	3.179	888	14.681	1.922	1.285	1.075	236	4.518	188,9	102,3	88,6	32,8	412,6
Septembre	7.600	3.852	3.228	766	15.446	2.101	1.315	1.019	192	4.627	212,1	100,6	87,5	28,6	428,8
Octobre	8.380	5.927	3.460	902	18.669	2.334	1.980	1.078	218	5.610	227,9	136,4	94,1	33,7	492,1
Novembre	7.800	4.694	2.766	808	16.068	2.179	1.658	891	196	4.924	207,6	109,9	73,5	27,4	418,4
Décembre	8.169	4.597	2.838	856	16.460	2.313	1.614	935	207	5.069	220,6	111,8	73,8	29,0	435,2
1960 Janvier	6.454	3.474	2.800	702	12.930	1.914	1.355	824	176	4.269	186,1	88,6	64,0	25,1	363,8
Février	7.198	4.143	2.746	792	14.879	1.939	1.589	939	200	4.667	191,7	102,9	72,4	28,3	395,3

# COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

## NOMENCLATURE DES SECTIONS DU COMMERCE SPECIAL D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DU COMMERCE INTERNATIONAL (C.T.C.I.)

75

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	(0) Produits alimen- taires	(1) Boissons et tabacs	(2) Mat. brutes non comest. à l'ex- ception des car- burants	(3) Com- bustibles miné- raux lu- brifiants et produits connexes	(4) Huiles et graisses d'origine animale ou végétale	(5) Produits chimi- ques	(6) Art. manuf., classés princi- palement d'après la mat. première	(7) Ma- chines et matériel de transport	(8) Articles manu- facturés divers	(9) Mar- chan- dises non dénom- mées ailleurs	Totaux	Prix moyen par tonne (francs)	Excédent (+) ou déficit (-) de la balance commerciale (millions de francs)	Rapport des exporta- tions aux importa- tions en p.c.
<i>Importations</i>														
1958 Moyenne .....	1.720	224	2.366	1.761	118	853	2.792	2.454	720	29	13.037	2.744		
1959 Moyenne .....	1.846	231	2.652	1.649	123	949	3.380	2.679	802	30	14.341	2.910		
1959 Mars .....	2.081	225	2.482	2.097	109	952	3.388	2.757	873	28	14.992	2.813		
Avril .....	1.644	247	2.440	1.756	185	989	3.021	2.713	908	31	13.934	2.812		
Mai .....	1.538	217	2.491	1.626	123	877	2.827	2.292	771	28	12.790	2.715		
Juin .....	1.669	248	2.826	1.572	114	949	3.484	3.153	771	31	14.817	3.012		
Juillet .....	1.599	210	2.715	1.223	107	872	3.249	2.617	762	28	13.382	2.795		
Août .....	1.600	189	2.745	1.495	80	899	3.180	1.920	748	26	12.882	2.661		
Septembre .....	1.797	229	2.599	1.265	103	907	3.660	2.629	925	31	14.145	2.967		
Octobre .....	2.110	257	2.777	1.610	124	1.007	3.690	2.898	994	37	15.504	2.930		
Novembre .....	2.376	231	2.975	1.572	152	1.003	3.810	2.638	776	29	15.562	3.073		
Décembre .....	2.248	296	3.173	1.858	160	1.078	3.751	3.341	755	32	16.692	3.082		
1960 Janvier .....	2.105	221	3.301	1.583	137	996	3.409	3.375	618	30	15.775	3.182		
Février .....	1.902	219	3.220	1.776	125	1.064	3.870	3.971	833	29	17.009	3.406		
Mars .....											16.977	2.937		
Avril .....											15.711	3.073		
<i>Exportations</i>														
1958 Moyenne .....	598	38	714	793	56	962	6.999	1.775	597	159	12.691	5.499	- 346	97,3
1959 Moyenne .....	594	46	861	716	54	1.074	7.844	1.778	669	94	13.730	5.620	- 611	95,7
1959 Avril .....	599	44	833	714	51	1.189	8.121	2.150	669	92	14.462	5.590	+ 528	103,8
Mai .....	468	40	882	765	50	1.042	7.199	1.421	558	86	12.511	5.170	- 279	97,8
Juin .....	638	55	901	777	46	1.026	7.590	1.692	710	88	13.523	5.328	-1.294	91,3
Juillet .....	599	54	803	774	48	976	8.323	2.145	712	95	14.529	5.456	+1.147	108,6
Août .....	512	47	670	644	35	1.011	6.413	1.437	597	81	11.447	4.983	-1.435	88,9
Septembre .....	588	48	934	721	53	1.070	8.270	1.982	778	104	14.548	5.648	+ 403	102,9
Octobre .....	629	47	971	625	57	1.099	8.971	1.670	811	94	14.974	6.085	- 530	96,6
Novembre .....	641	45	911	626	68	1.222	8.564	1.529	719	104	14.429	5.790	-1.133	92,7
Décembre .....	601	48	1.196	586	71	1.202	8.714	2.469	718	113	15.718	5.944	- 974	94,2
1960 Janvier .....	602	46	1.189	821	67	1.255	9.095	2.083	683	132	15.973	6.020	+ 198	101,3
Février .....	564	50	1.201	669	57	1.270	8.787	1.765	702	125	15.190	6.188	-1.819	89,3
Mars .....											17.162	5.922	+ 185	101,1
Avril .....											16.312	6.217	+ 601	103,8
<i>Importations</i>														
1958 Moyenne .....	304	18,1	2.465	1.606	9,9	152	146	43,1	7,1	1,2	4.752			
1959 Moyenne .....	330	27,3	2.603	1.561	10,6	161	175	51,3	8,0	1,4	4.929			
1959 Mars .....	362	12,2	2.578	1.962	9,6	173	171	51,6	7,9	1,3	5.329			
Avril .....	251	50,5	2.612	1.642	16,9	168	155	49,9	8,4	1,3	4.955			
Mai .....	228	12,2	2.584	1.523	10,1	133	156	54,2	7,8	1,4	4.710			
Juin .....	277	13,2	2.684	1.527	9,5	153	192	54,9	8,3	1,3	4.920			
Juillet .....	274	62,8	2.861	1.184	9,3	152	165	69,0	8,5	1,1	4.787			
Août .....	289	10,2	2.724	1.417	7,0	153	189	42,4	7,6	1,3	4.841			
Septembre .....	356	12,3	2.782	1.222	9,0	123	191	62,5	9,1	1,5	4.768			
Octobre .....	421	68,8	2.871	1.506	9,8	171	186	47,3	9,4	1,8	5.292			
Novembre .....	462	12,3	2.669	1.469	12,4	189	199	42,0	7,9	1,2	5.064			
Décembre .....	424	15,0	2.691	1.810	14,3	199	202	49,6	7,9	1,4	5.415			
1960 Janvier .....	398	47,8	2.573	1.497	11,4	179	181	61,3	6,7	1,6	4.957			
Février .....	316	12,3	2.548	1.660	10,4	173	206	57,9	8,3	1,5	4.993			
Mars .....											5.780			
Avril .....											5.113			
<i>Exportations</i>														
1958 Moyenne .....	92	1,7	417	553	4,2	367	782	30,5	5,9	54,7	2.308			
1959 Moyenne .....	80	7,9	527	529	4,4	383	866	33,0	6,8	5,9	2.443			
1959 Avril .....	83	1,7	549	519	4,1	435	949	33,4	6,4	6,1	2.587			
Mai .....	62	1,7	550	545	4,2	411	812	22,9	5,5	5,2	2.420			
Juin .....	89	2,6	607	561	3,9	352	887	22,5	7,3	5,3	2.538			
Juillet .....	81	2,7	649	609	3,8	340	929	35,5	7,2	5,8	2.663			
Août .....	70	2,9	557	478	2,8	356	787	31,5	6,7	5,5	2.297			
Septembre .....	80	2,1	617	518	4,2	399	903	38,7	7,4	6,4	2.576			
Octobre .....	93	1,6	533	468	4,6	358	957	32,0	8,3	6,0	2.461			
Novembre .....	75	1,6	521	501	5,3	432	921	20,5	7,8	6,4	2.492			
Décembre .....	60	74,4	532	488	5,5	460	926	33,6	7,6	7,4	2.645			
1960 Janvier .....	61	1,8	477	663	5,0	453	944	33,9	6,5	8,2	2.653			
Février .....	61	1,7	469	526	4,4	457	895	25,4	7,2	7,6	2.454			
Mars .....											2.898			
Avril .....											2.624			

# CHOMAGE

## I. — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

81<sup>1</sup>

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Nombre de chômeurs contrôlés						Nombre de journées perdues		
	Chômeurs inscrits au cours du mois			Moyenne journalière			Chômeurs		Totaux
	Chômeurs		Totaux	Chômeurs		Totaux	complets	partiels et accidentels	
	complets	partiels et accidentels		complets	partiels et accidentels				
	(milliers)								
1959 Avril	157	220	377	132	73	205	3.043	1.666	4.709
Mai	151	214	365	117	60	177	3.290	1.679	4.969
Juin	134	186	320	108	57	165	2.593	1.374	3.967
Juillet	122	171	293	104	48	152	2.382	1.113	3.495
Août	131	174	305	100	46	146	2.904	1.343	4.247
Septembre	132	167	299	102	49	151	2.449	1.180	3.629
Octobre	133	179	312	106	51	157	2.542	1.229	3.771
Novembre	143	185	333	116	45	161	3.258	1.247	4.505
Décembre	153	205	358	125	74	199	2.910	1.457	4.367
1960 Janvier	175	324	499	147	105	252	4.412	3.136	7.548
Février	161	253	414	138	91	229	3.318	2.170	5.488
Mars	150	176	326	127	50	176	3.033	1.204	4.237
Avril				115	46	161			

## II. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR PROVINCE

81<sup>2</sup>

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Nombre de jours ouvrables	Royaume	Anvers	Brabant	Flandre occidentale	Flandre orientale	Hainaut	Liège	Limbourg	Luxembourg	Namur
		(milliers)									

### Moyenne journalière par mois

1959 Mai	28	177,5	32,6	24,9	26,2	35,3	27,8	14,9	13,1	0,6	2,1
Juin	24	165,1	30,1	23,4	22,7	32,3	26,5	13,9	13,8	0,5	1,9
Juillet	23	151,9	29,1	23,4	19,5	30,8	20,9	13,7	12,0	0,5	2,0
Août	29	146,4	27,8	22,1	17,3	29,0	23,5	13,0	11,3	0,5	1,9
Septembre	24	151,2	28,5	21,3	20,4	28,5	24,3	12,7	13,0	0,6	1,9
Octobre	24	157,1	30,1	21,1	23,1	30,0	25,0	12,6	12,5	0,7	2,0
Novembre	28	160,9	31,3	23,7	25,2	31,6	22,8	13,1	9,7	1,1	2,4
Décembre	22	198,5	39,1	28,4	31,5	41,9	25,6	15,2	11,7	2,2	2,9
1960 Janvier	30	251,6	43,2	37,2	38,4	50,7	30,9	19,5	17,1	4,3	5,3
Février	24	228,6	44,6	34,2	34,6	45,2	27,6	17,1	16,4	4,1	4,8
Mars	24	176,7	34,5	25,3	26,2	34,0	25,2	13,8	13,3	1,5	2,9
Avril	23	161,3	31,1	23,0	22,7	31,8	24,0	13,3	12,3	0,7	2,4

### Moyenne journalière par semaine

1960 Avril	3 au 9 ...	6	164,6	31,8	23,5	23,7	32,8	22,9	13,1	13,6	0,9	2,3
	10 au 16 ...	6	165,9	31,6	23,3	22,8	31,9	25,0	15,0	13,0	0,7	2,6
	17 au 23 ...	5	155,4	31,8	22,7	22,1	31,6	22,3	12,7	9,4	0,6	2,2
	24 au 30 ...	6	158,5	29,5	22,3	22,2	31,0	25,6	12,4	12,6	0,6	2,3
Mai	1 au 7 ...	5	153,4	28,7	21,3	20,8	29,2	23,3	13,1	14,3	0,6	2,1
	8 au 14 ...	6	149,0	27,6	20,9	20,3	29,5	23,4	12,7	12,0	0,5	2,1
	15 au 21 ...	6	149,2	27,9	20,8	19,6	28,7	23,4	13,2	12,8	0,5	2,3
	22 au 28 ...	5	145,9	26,9	21,3	20,7	29,2	20,9	13,0	11,3	0,6	2,0

## III. — MOYENNE JOURNALIERE DES CHOMEURS CONTROLES

81<sup>3</sup>

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Ensemble			Chômeurs complets			Chômeurs partiels		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	(milliers)								
1958 Moyenne <sup>1</sup>	132,3	48,6	180,9	81,3	28,5	109,8	51,0	20,1	71,1
1959 Moyenne	150,3	48,9	199,2	92,1	32,9	125,0	58,2	16,0	74,2
1959 Avril	153,1	51,7	204,8	96,8	35,5	132,3	56,3	16,2	72,5
Mai	130,0	47,5	177,5	84,4	33,1	117,5	45,6	14,4	60,0
Juin	121,0	44,1	165,1	77,3	30,4	107,7	43,7	13,7	57,4
Juillet	110,0	41,9	151,9	74,3	29,2	103,5	35,7	12,7	48,4
Août	106,8	39,6	146,4	71,6	28,5	100,1	35,2	11,1	46,3
Septembre	112,0	39,2	151,2	72,9	29,1	102,0	39,1	10,1	49,2
Octobre	115,7	41,4	157,1	75,7	30,2	105,9	40,0	11,2	51,2
Novembre	116,6	44,3	160,9	84,3	32,0	116,3	32,3	12,3	44,6
Décembre	145,1	53,4	198,5	98,7	33,6	132,3	46,4	19,8	66,2
1960 Janvier	200,2	51,4	251,6	112,1	35,0	147,1	88,1	16,4	104,5
Février	183,5	45,1	228,6	105,1	33,1	138,2	78,4	12,0	90,4
Mars	134,4	42,3	176,7	94,7	31,7	126,4	39,7	10,6	50,3
Avril	120,9	40,4	161,3	85,5	29,5	115,0	35,4	10,9	46,3

<sup>1</sup> Dans ces chiffres ne sont pas compris les chômeurs dont l'interruption de travail résulte de l'incidence des grèves dans les secteurs gaz et électricité.

IV. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPES DE PROFESSIONS

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés) (milliers)

81<sup>4</sup>

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Agriculture	Forêt chasse, pêches	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois, ameuble- ment	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussure	Alimentation Tabac	Transport	Dockers	Réparateurs de navires	Hôtels- restaurants	Gens de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Total
<b>Chômeurs complets</b>																									
1959 Mars	9,4	0,5	2,8	1,2	5,6	1,4	28,6	7,7	24,6	1,7	1,0	0,9	16,2	6,4	2,4	7,0	11,4	—	—	4,8	2,9	0,5	8,8	0,8	146,5
Avril	8,4	0,5	2,8	1,0	3,4	1,3	22,6	6,5	22,7	1,7	0,9	0,9	16,8	5,7	2,4	6,6	10,7	—	—	4,6	2,8	0,5	8,6	0,9	132,3
Mai	4,7	0,5	3,5	0,9	2,5	1,2	18,6	5,8	20,7	1,6	0,8	0,8	15,8	5,6	2,3	5,6	10,0	—	—	4,0	2,8	0,5	8,3	1,0	117,5
Juin	6,3	0,5	3,7	0,8	2,1	1,1	16,0	5,0	18,3	1,4	0,7	0,8	14,2	5,5	2,2	4,6	9,2	—	—	3,4	2,7	0,5	7,8	0,9	107,7
Juillet	5,9	0,5	3,8	0,7	2,0	1,1	15,1	4,8	17,5	1,4	0,7	0,8	13,3	5,8	2,2	4,5	8,9	—	—	2,7	2,7	0,5	7,7	0,9	103,5
Août	5,0	0,6	3,7	0,8	1,9	1,0	15,4	4,6	16,6	1,4	0,6	0,7	12,4	5,7	2,1	4,6	8,8	—	—	2,6	2,7	0,4	7,6	0,9	100,1
Septembre	5,5	0,5	3,5	0,8	2,3	1,1	15,5	4,3	16,3	1,4	0,6	0,8	12,2	5,4	2,1	4,7	8,9	—	—	3,9	2,8	0,5	8,1	0,8	102,0
Octobre	4,8	0,5	3,4	0,8	3,7	1,0	17,5	4,5	16,3	1,3	0,7	0,7	12,5	5,4	2,1	4,6	9,0	—	—	4,7	2,8	0,5	8,4	0,7	105,9
Novembre	6,5	0,6	3,6	0,9	4,2	1,1	21,2	5,1	17,2	1,4	0,7	0,7	12,3	6,0	2,3	5,1	9,3	—	—	5,3	2,9	0,5	8,7	0,7	116,3
Décembre	8,7	0,6	3,7	1,0	5,2	1,2	27,5	6,0	18,8	1,5	0,7	0,8	13,2	6,9	2,4	5,7	10,2	—	—	5,3	2,9	0,5	8,8	0,7	132,3
1960 Janvier	9,7	0,7	4,0	1,2	5,9	1,3	34,9	6,5	19,8	1,6	0,7	0,8	13,9	7,6	2,6	6,4	11,0	—	—	5,3	2,8	0,5	9,2	0,7	147,1
Février	9,3	0,6	3,7	1,1	5,4	1,3	32,0	5,9	18,6	1,5	0,7	0,8	13,2	6,6	2,5	6,3	10,7	—	—	5,2	2,8	0,5	8,8	0,7	138,2
Mars	8,3	0,6	3,7	1,0	4,0	1,2	27,0	5,3	17,6	1,4	0,7	0,8	12,7	5,5	2,4	6,2	10,3	—	—	5,0	2,7	0,6	8,7	0,7	126,4

Chômeurs partiels et accidentels

1959 Mars	0,8	0,5	16,7	0,6	0,9	0,5	7,6	2,8	10,3	0,8	0,6	0,3	27,7	4,8	1,8	2,4	3,0	5,1	1,1	0,3	0,3	0,0	0,3	0,0	89,3
Avril	0,6	0,4	25,8	0,3	0,5	0,5	3,0	1,5	7,8	0,7	0,4	0,2	13,1	4,4	1,8	2,1	2,3	5,0	1,1	0,4	0,3	0,0	0,2	0,0	72,4
Mai	1,0	0,3	20,6	0,2	0,3	0,6	2,3	1,3	6,4	0,5	0,3	0,2	10,3	4,5	2,0	1,6	1,8	4,3	0,8	0,3	0,2	0,0	0,2	0,0	60,0
Juin	1,0	0,3	21,9	0,2	0,4	0,4	1,9	1,1	5,0	0,5	0,3	0,2	7,4	5,3	2,4	1,6	1,7	3,9	1,1	0,3	0,3	0,0	0,2	0,0	57,4
Juillet	0,9	0,2	15,9	0,2	0,3	0,5	1,9	1,1	4,5	0,5	0,3	0,2	7,0	5,0	2,0	1,6	1,5	3,1	1,0	0,2	0,3	0,0	0,2	0,0	48,4
Août	0,9	0,2	17,1	0,1	0,3	0,4	1,9	1,0	4,1	0,5	0,2	0,1	5,9	4,9	1,2	1,3	1,4	3,0	1,1	0,2	0,3	0,0	0,2	0,0	46,3
Septembre	1,0	0,3	19,2	0,1	0,3	0,4	1,9	1,0	4,2	0,4	0,2	0,1	5,3	4,9	1,3	1,1	1,4	4,0	1,5	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0	49,2
Octobre	1,0	0,4	18,2	0,1	0,3	0,4	2,9	1,2	4,1	0,4	0,2	0,1	5,0	5,5	2,1	1,4	1,5	4,6	1,1	0,3	0,2	0,0	0,2	0,0	51,2
Novembre	0,7	0,4	10,8	0,2	0,4	0,5	4,2	1,5	4,1	0,5	0,1	0,1	4,7	6,5	2,1	1,5	1,6	2,8	1,0	0,4	0,3	0,0	0,2	0,0	44,6
Décembre	1,2	0,8	11,0	0,4	0,6	0,8	9,8	3,0	5,7	0,7	0,3	0,1	7,6	10,9	3,0	2,2	2,4	3,4	1,4	0,4	0,3	0,0	0,2	0,0	66,2
1960 Janvier	2,0	1,3	10,3	2,2	1,2	0,5	43,9	5,6	6,2	0,5	0,2	0,2	7,3	9,0	1,7	2,2	4,2	3,5	1,4	0,4	0,3	0,1	0,3	0,0	104,5
Février	1,6	1,3	10,2	1,3	0,9	0,5	39,6	4,5	4,4	0,5	0,2	0,2	6,4	5,8	1,2	1,9	3,5	3,9	1,6	0,4	0,2	0,0	0,3	0,0	90,4
Mars	0,5	0,3	15,6	0,3	0,4	0,5	5,8	1,3	3,0	0,4	0,1	0,1	5,8	4,1	1,5	1,8	1,9	4,8	1,2	0,4	0,3	0,0	0,2	0,0	50,3

Total des chômeurs contrôlés

1959 Mars	10,2	1,0	19,5	1,7	6,5	1,9	36,2	10,5	34,9	2,5	1,6	1,2	43,9	11,2	4,2	9,4	14,4	5,1	1,1	5,1	3,2	0,5	9,2	0,8	235,8
Avril	9,0	0,9	28,6	1,3	3,9	1,8	25,6	8,0	30,5	2,4	1,3	1,1	29,9	10,1	4,2	8,7	13,0	5,0	1,1	5,0	3,1	0,5	8,8	0,9	204,7
Mai	5,7	0,8	24,1	1,1	2,8	1,8	20,9	7,1	27,1	2,1	1,1	1,0	26,1	10,1	4,3	7,2	11,8	4,3	0,8	4,3	3,0	0,5	8,5	1,0	177,5
Juin	7,3	0,8	25,6	1,0	2,5	1,5	17,9	6,1	23,3	1,9	1,0	1,0	21,6	10,8	4,6	6,2	10,9	3,9	1,1	3,7	3,0	0,5	8,0	0,9	165,1
Juillet	6,8	0,7	19,7	0,9	2,3	1,6	17,0	5,9	22,0	1,9	1,0	1,0	20,3	10,8	4,2	6,1	10,4	3,1	1,0	2,9	3,0	0,5	7,9	0,9	151,9
Août	5,9	0,8	20,8	0,9	2,2	1,4	17,3	5,6	20,7	1,9	0,8	0,8	18,3	10,6	3,3	5,9	10,2	3,0	1,1	2,8	3,0	0,4	7,8	0,9	146,4
Septembre	6,5	0,8	22,7	0,9	2,6	1,5	17,4	5,3	20,5	1,8	0,8	0,9	17,5	10,3	3,4	5,8	10,3	4,0	1,5	4,1	3,0	0,5	8,3	0,8	151,2
Octobre	5,8	0,9	21,6	0,9	4,0	1,4	20,4	5,7	20,4	1,7	0,9	0,8	17,5	10,9	4,2	6,0	10,5	4,6	1,1	5,0	3,0	0,5	8,6	0,7	157,1
Novembre	7,2	1,0	14,4	1,1	4,6	1,6	25,4	6,6	21,3	1,9	0,8	0,8	17,0	12,5	4,4	6,6	10,9	2,8	1,0	5,7	3,2	0,5	8,9	0,7	160,9
Décembre	9,9	1,4	14,7	1,4	5,8	2,0	37,3	9,0	24,5	2,2	1,0	0,9	20,8	17,8	5,4	7,9	12,6	3,4	1,4	5,7	3,2	0,5	9,0	0,7	198,5
1960 Janvier	11,7	2,0	14,3	3,4	7,1	1,8	78,8	12,1	26,0	2,1	0,9	1,0	21,2	16,6	4,3	8,6	15,2	3,5	1,4	5,7	3,1	0,6	9,5	0,7	251,6
Février	10,9	1,9	13,9	2,4	6,3	1,8	71,6	10,4	23,0	2,0	0,9	1,0	19,6	12,4	3,7	8,2	14,2	3,9	1,6	5,6	3,0	0,5	9,1	0,7	228,6
Mars	8,8	0,9	19,3	1,3	4,4	1,7	32,8	6,6	20,6	1,8	0,8	0,9	18,5	9,6	3,9	8,0	12,2	4,8	1,2	5,4	3,0	0,6	8,9	0,7	176,7

# STATISTIQUES BANCAIRES ET MONETAIRES

## I. — BELGIQUE ET CONGO BELGE SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES <sup>1</sup> (millions de francs)

85<sup>1</sup>

Rubriques	1959 31 août	1959 30 septembre	1959 31 octobre	1959 30 novembre	1959 31 décembre	1960 31 janvier	1960 29 février	1960 31 mars
<b>ACTIF</b>								
A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nation., Chèques post.	3.160	3.130	2.818	3.133	5.972	2.928	2.818	4.660
Prêts au jour le jour .....	1.525	967	1.474	1.960	1.013	2.328	2.424	2.634
Banquiers .....	5.595	5.622	5.804	6.507	6.696	7.333	7.082	7.043
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.178	1.509	1.774	2.136	2.345	1.912	1.772	2.142
Autres valeurs à recevoir à court terme	4.388	5.138	5.289	4.586	5.205	5.607	5.053	5.007
Portefeuille-effets .....	55.034	53.827	56.593	55.843	52.469	55.220	54.938	57.559
a) Portefeuille commercial <sup>2</sup> .....	17.413	17.352	19.266	18.288	18.128	19.158	19.097	20.830
b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ...	22.575	21.422	22.557	22.594	20.709	22.534	23.706	24.252
c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 % .....	15.046	15.053	14.770	14.961	13.632	13.528	12.135	12.477
Reports et avances sur titres .....	1.196	1.305	1.340	1.308	1.364	1.257	1.270	1.210
Débiteurs par acceptations .....	9.712	10.273	10.586	10.986	11.944	11.695	11.530	11.747
Débiteurs divers .....	22.394	22.727	21.924	22.337	22.792	22.286	23.770	24.184
Portefeuille-titres .....	32.391	34.321	34.326	34.700	34.988	37.036	35.827	36.344
a) Valeurs de la réserve légale .....	366	365	365	366	366	366	367	371
b) Fonds publics belges .....	29.640	31.402	31.380	31.701	32.021	34.063	32.810	33.286
c) Fonds publics étrangers .....	121	210	207	235	231	241	242	243
d) Actions de banques .....	1.282	1.358	1.383	1.402	1.340	1.340	1.341	1.317
e) Autres titres .....	982	986	991	996	1.030	1.026	1.067	1.127
Divers .....	1.378	1.483	1.317	1.426	1.730	1.298	1.055	985
Capital non versé .....	6	153	6	6	7	7	7	7
Total disponible et réalisable ...	137.957	140.455	143.251	144.928	146.525	148.907	147.546	153.522
C. Immobilisé :								
Frais de constitut. et de premier établ.	23	23	23	24	23	22	20	21
Immeubles .....	1.116	1.116	1.119	1.122	1.126	1.099	1.101	1.102
Participation dans les filiales immobil.	250	250	249	249	257	257	257	257
Créances sur filiales immobilières ...	345	347	343	346	350	343	348	343
Matériel et mobilier .....	148	145	148	150	140	140	142	145
Total de l'immobilisé ...	1.882	1.881	1.882	1.891	1.896	1.861	1.868	1.868
Total général actif ...	139.839	142.336	145.133	146.819	148.421	150.768	149.414	155.390
<b>PASSIF</b>								
A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis .....	918	905	731	1.102	415	1.505	990	460
Emprunts au jour le jour .....	79	76	101	539	644	1.115	684	1.213
a) Garantis par des sûretés réelles	—	—	—	474	571	1.069	599	1.171
b) Non garant. par des sûr. réelles	—	—	—	65	73	46	85	42
Banquiers .....	8.633	9.021	8.569	8.294	8.568	8.409	8.165	9.768
Maison-mère, succursales et filiales ...	2.120	2.193	2.158	2.275	2.398	2.145	1.771	2.299
Acceptations .....	9.713	10.273	10.586	10.987	11.945	11.695	11.533	11.748
Autres valeurs à payer à court terme	1.882	2.594	2.400	2.092	2.690	2.787	2.204	2.351
Créditeurs pour effets à l'encaissement	888	901	902	878	889	976	855	927
Dépôts et comptes courants .....	94.534	94.689	97.627	98.423	99.256	100.175	101.524	105.258
a) A vue .....	59.417	58.539	60.762	61.329	62.077	60.981	60.756	63.286
b) A un mois au plus .....	3.443	3.593	3.357	3.407	3.319	3.512	3.346	3.315
c) A plus d'un mois .....	13.336	14.153	14.953	14.897	14.800	16.260	18.412	19.554
d) A plus d'un an .....	1.638	1.625	1.646	1.628	1.495	1.507	1.219	1.245
e) A plus de deux ans .....	2.011	2.035	2.054	2.061	2.097	2.027	2.017	2.009
f) Carnets de dépôts .....	12.905	13.001	13.127	13.381	13.730	14.170	14.133	14.197
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets .....	1.784	1.743	1.728	1.721	1.738	1.718	1.641	1.652
Obligations et bons de caisse .....	6.898	6.900	6.900	6.883	6.891	6.858	6.837	6.909
Montants à libérer sur titres et partic.	659	659	661	660	664	663	662	683
Divers .....	4.283	4.592	4.953	5.138	4.451	4.809	4.501	4.012
Total de l'exigible ...	130.607	132.803	135.588	137.271	138.811	141.137	139.726	145.628
C. Non exigible :								
Capital .....	5.523	5.723	5.743	5.743	5.746	5.630	5.630	5.652
Fonds indispos. par prime d'émission ...	194	294	294	281	283	288	287	287
Réserve légale (art. 13, A. R. 185) ...	369	369	369	369	369	369	369	373
Réserve disponible .....	3.060	3.061	3.061	3.063	3.106	3.244	3.309	3.359
Provisions .....	86	86	78	92	106	100	93	91
Total du non exigible ...	9.232	9.533	9.545	9.548	9.610	9.631	9.688	9.762
Total général passif ...	139.839	142.336	145.133	146.819	148.421	150.768	149.414	155.390

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou au Congo belge, que des éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou au Congo belge apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, Succursales et Filiales ».

<sup>2</sup> L'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale de Belgique et aux instituts paratétatiques s'élevait aux 31 août, 30 septembre, 31 octobre, 30 novembre, 31 décembre 1959, 31 janvier, 29 février et 31 mars 1960 respectivement à 5.293, 5.264, 4.860, 5.114, 6.895, 5.809, 5.480 et 4.986 millions de francs, montants qui ne sont pas compris dans le portefeuille commercial.

**SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**  
(millions de francs)

**85<sup>2</sup>**

Rubriques	1960 11 avril	1960 15 avril	1960 25 avril	1960 2 mai	1960 9 mai	1960 16 mai	1960 23 mai	1960 30 mai
<b>ACTIF</b>								
<b>Encaisse en or</b> .....	59.622	59.624	59.851	59.852	59.597	59.600	59.831	59.098
<b>Monnaies étrangères</b> .....	5.916	6.736	6.308	6.472	6.307	7.621	7.086	7.234
<b>Monnaies étrangères et or à recevoir</b> ...	1.418	1.898	1.898	1.898	1.898	1.672	1.672	1.672
<b>Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :</b>								
a) U.E.P. ....	5.536	5.536	5.536	5.536	5.536	5.536	5.536	5.536
b) A.M.E. ....	10	20	20	—	15	40	47	47
c) F.M.I. ....	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388
d) autres accords .....	63	71	79	21	43	57	26	28
<b>Débiteurs pour change et or, à terme</b> ...	1.842	2.228	2.311	2.585	2.719	3.355	3.355	3.290
<b>Effets de commerce</b> .....	2.223	2.006	1.850	1.715	2.488	2.594	2.487	2.814
<b>Avances sur nantissement</b> .....	18	102	16	23	18	25	15	27
<b>Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-48 et 15-4-52) :</b>								
a) certificats du Trésor .....	9.840	8.515	7.115	9.365	7.190	7.665	7.815	7.990
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat .....	—	—	—	—	—	—	—	—
c) autres effets publics belges .....	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Monnaies divisionnaires et d'appoint</b> ...	686	691	687	661	665	684	678	672
<b>Avoirs à l'Office des Chèques Postaux</b> ...	2	1	2	1	1	1	2	2
<b>Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)</b> .....	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
<b>Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)</b>	2.523	2.523	2.521	2.521	2.524	2.524	2.524	2.524
<b>Immeubles, matériel et mobilier</b> .....	1.508	1.508	1.508	1.508	1.508	1.508	1.508	1.508
<b>Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel</b> .....	1.077	1.080	1.082	1.083	1.078	1.079	1.079	1.079
<b>Divers</b> .....	900	554	516	591	614	580	821	834
	131.572	131.481	129.688	132.220	130.589	132.929	132.870	132.743
<b>Compte d'ordre :</b>								
<b>Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Instruction Publique (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)</b> .....	1.290	1.262	1.235	1.213	1.191	1.176	1.156	1.128

<b>PASSIF</b>								
<b>Billets en circulation</b> .....	116.686	115.976	114.863	117.535	116.838	115.530	115.253	116.543
<b>Comptes courants :</b>								
<b>Trésor public</b> {								
compte ordinaire ...	7	12	6	19	2	2	18	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	84	470	3	3	3	44	44	44
compte spécial liquidation U.E.P. ...	522	498	423	360	357	332	331	331
Banques à l'étranger : comptes ordin.	245	259	266	232	228	226	223	217
Comptes courants divers .....	6.167	5.545	5.272	4.919	3.902	7.093	7.268	5.911
<b>Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :</b>								
a) A.M.E. ....	336	322	359	364	344	365	359	392
b) autres accords .....	182	181	176	181	170	173	172	162
<b>Total des engagements à vue</b> ...	124.229	123.263	121.368	123.613	121.844	123.765	123.668	123.600
<b>Monnaies étrangères et or à livrer</b> .....	3.262	4.129	4.211	4.484	4.617	5.024	5.025	4.961
<b>Caisse de Pensions du Personnel</b> .....	1.077	1.080	1.082	1.083	1.078	1.079	1.079	1.079
<b>Divers</b> .....	480	485	503	516	526	537	574	579
<b>Capital</b> .....	400	400	400	400	400	400	400	400
<b>Réserves et comptes d'amortissement</b> ...	2.124	2.124	2.124	2.124	2.124	2.124	2.124	2.124
	131.572	131.481	129.688	132.220	130.589	132.929	132.870	132.743
<b>Compte d'ordre :</b>								
<b>Ministre de l'Instruction Publique : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)</b> .....	1.290	1.262	1.235	1.213	1.191	1.176	1.156	1.128

## SITUATIONS MENSUELLES

85<sup>3</sup>

## DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO BELGE ET DU RUANDA URUNDI

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 août	1959 30 septembre	1959 31 octobre	1959 30 novembre	1959 31 décembre	1960 31 janvier	1960 29 février	1960 31 mars
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	2.673	2.397	2.100	2.106	2.113	2.118	1.901	1.907
Avoirs en monnaies convertibles en or ...	1.904	1.650	1.608	1.467	1.626	1.549	1.378	1.778
Avoirs en francs belges :								
Banques et divers organismes .....	2	1	1	1	178	1	1	1
Certificats du Trésor belge .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres avoirs .....	89	142	176	83	171	126	180	120
Avoirs en autres monnaies .....	30	25	136	172	270	469	631	619
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	31	31	132	175	263	463	625	616
Débiteurs pour change et or à terme .....	11	11	17	8	—	—	22	77
Effets commerc. sur le Congo Belge et le Ruanda-Urundi .....	474	357	356	277	281	326	616	657
Avances sur fonds publ. et subst. précieux.	322	442	642	448	593	532	950	495
Avoirs aux Offices des Chèques Postaux	10	8	10	7	9	7	12	14
Effets publics (stat. : art. 6, § 1, n° 3) émis par le Congo Belge .....	170	825	1.400	1.575	1.415	1.565	1.615	1.615
émis par le Ruanda-Urundi .....	—	—	—	225	350	375	325	200
Avances (Stat. : art. 6, § 1, n° 4, litt. a et c) : au Ruanda-Urundi .....	—	—	36	—	—	—	—	—
au Congo Belge .....	146	—	—	—	—	—	—	—
à des organismes créés ou régis par des disp. lég. partic. ou dont les engag. sont garan- tis par le Congo Belge .....	200	155	179	186	165	154	135	118
Ruanda-Urundi ...	—	—	—	4	4	1	1	1
Effets publics belges émis en francs cong.	1.629	1.429	1.276	828	—	—	—	—
Fonds publics :								
Stat. : art. 6, § 1, nos 12 et 13 .....	1.573	1.573	1.623	1.606	1.582	1.575	1.574	1.527
Stat. : art. 6, § 2, n° 4, al. 2 .....	79	81	85	88	89	91	100	103
Immeubles, matériel et mobilier .....	457	462	465	466	480	480	482	486
Divers .....	206	232	222	221	103	49	65	135
	10.006	9.821	10.464	9.943	9.692	9.881	10.613	10.469
<b>PASSIF</b>								
Billets et monnaies métalliques en circul.	6.339	6.197	6.092	6.041	6.315	6.169	6.163	6.162
Comptes courants et créditeurs divers :								
Congo Belge .....	—	11	26	12	11	13	16	23
Ruanda-Urundi .....	125	51	—	1	9	19	12	7
Comptes courants divers .....	1.239	1.154	1.375	1.239	1.383	1.251	1.017	1.131
Valeurs à payer .....	211	292	299	190	226	227	215	251
Total des engagements à vue .....	7.914	7.705	7.792	7.483	7.944	7.679	7.423	7.574
Créditeurs pour change et or à terme ...	5	5	5	5	—	—	—	—
Engagements en francs belges :								
À vue .....	846	882	1.311	1.042	403	559	1.392	1.047
À terme .....	49	78	72	77	45	22	66	69
Engagements en monnaies étrangères :								
En monnaies convertibles .....	78	9	1	5	12	148	68	43
En autres devises .....	6	—	13	1	—	—	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer .....	31	31	136	177	262	459	630	671
Divers .....	438	472	495	514	387	375	395	426
Capital .....	150	150	150	150	150	150	150	150
Fonds de réserve et d'amortissement .....	489	489	489	489	489	489	489	489
	10.006	9.821	10.464	9.943	9.692	9.881	10.613	10.469

Mois	Comptes chèques postaux 1 3	Mois	Dépôts à vue dans les banques 2 3
1959 Février .....	4,33	1959 Janvier .....	2,01
Mars .....	4,08	Février .....	1,91
Avril .....	4,18	Mars .....	1,89
Mai .....	4,50	Avril .....	1,94
Juin .....	3,93	Mai .....	2,03
Juillet .....	4,14	Juin .....	1,89
Août .....	3,82	Juillet .....	1,87
Septembre .....	3,84	Août .....	1,65
Octobre .....	4,00	Septembre .....	1,82
Novembre .....	4,07	Octobre .....	1,81
Décembre .....	3,80	Novembre .....	1,97
1960 Janvier .....	4,04	Décembre .....	2,12
Février .....	4,07	1960 Janvier .....	1,91
Mars .....	3,66	Février .....	2,06
Avril .....	4,21	Mars .....	1,98

<sup>1</sup> Voir tableau n° 86.

<sup>2</sup> Méthode d'établissement : voir notre *Bulletin d'Information et de Documentation* d'octobre 1950, p. 222.

<sup>3</sup> Chiffres réduits en mois-type de 25 jours.

Note. — Les coefficients de rotation des comptes chèques postaux et des dépôts à vue dans les banques ne sont pas comparables, parce qu'ils ne sont pas calculés sur des bases identiques. Les coefficients relatifs aux comptes bancaires sont plus précis.

STOCK MONETAIRE INTERIEUR

(en milliards de francs)

Fin de mois	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale détenue par					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	Mouvements du stock monétaire total	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire *	le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	les entreprises et particuliers **			Total				
					Comptes courants à la Banque Nationale de Belgique *	Avoirs en comptes chèques postaux *	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements paraétatiques *					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) / (10)	(12)	
1958 Janvier .....	5,4	110,2	113,1	5,6	0,5	23,0	50,0	73,5	79,1	192,2	58,8	- 5,8
Février .....	5,4	111,0	113,9	5,2	0,4	22,9	50,7	74,0	79,2	193,1	59,0	+ 0,9
Mars .....	5,4	111,7	114,5	6,4	0,4	22,2	53,5	76,1	82,5	197,0	58,1	+ 3,9
Avril .....	5,4	113,1	115,9	6,7	0,5	23,7	54,1	78,3	85,0	200,9	57,7	+ 3,9
Mai .....	5,4	114,2	116,9	6,7	0,4	23,1	56,3	79,8	86,5	203,4	57,5	+ 2,5
Juin .....	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3	+ 2,7
Juillet .....	5,5	117,4	120,2	6,3	0,4	24,1	55,7	80,2	86,5	206,7	58,1	+ 0,6
Août anc. sér. .	5,5	116,4	119,3	7,6	0,4	23,2	56,5	80,1	87,7	207,0	57,6	+ 0,3
Août n. sér. <sup>1</sup>	5,5	116,4	119,3	7,6	0,4	23,2	55,0 <sup>1</sup>	78,6 <sup>1</sup>	86,2 <sup>1</sup>	205,5 <sup>1</sup>	58,0 <sup>1</sup>	- 1,2 <sup>1</sup>
Septembre ...	5,5	115,2	118,0	8,1	0,3	22,4	53,2	75,9	84,0	202,0	58,4	- 3,5
Octobre .....	5,5	115,8	118,8	6,2	0,3	22,8	54,7	77,8	84,0	202,8	58,6	+ 0,8
Novembre .....	5,5	115,2	118,1	6,3	0,6	23,0	56,8	80,4	86,7	204,8	57,7	+ 2,0
Décembre .....	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5	82,0	89,2	209,5	57,4	+ 4,7
1959 Janvier .....	5,5	115,4	118,2	6,0	0,4	23,9	55,9	80,2	86,2	204,4	57,8	- 5,1
Février .....	5,5	116,0	118,9	6,6	0,4	23,2	56,0	79,6	86,2	205,1	58,0	+ 0,7
Mars .....	5,5	116,3	119,0	7,6	0,3	24,0	58,8	83,1	90,7	209,7	56,7	+ 4,6
Avril .....	5,5	116,8	119,8	8,2	0,3	23,9	58,5	82,7	90,9	210,7	56,9	+ 1,0
Mai .....	5,5	116,5	119,4	7,1	0,5	24,4	60,7	85,6	92,7	212,1	56,3	+ 1,4
Juin .....	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2	+ 1,9
Juillet .....	5,6	118,8	121,7	6,2	0,3	24,5	58,6	83,4	89,6	211,3	57,6	- 2,7
Août .....	5,6	117,5	120,4	7,0	0,4	23,9	59,1	83,4	90,4	210,8	57,1	- 0,5
Septembre ...	5,6	115,6	118,3	8,3	0,4	24,2	58,4	83,0	91,3	209,6	56,4	- 1,2
Octobre .....	5,6	116,0	119,1	6,6	0,4	24,6	60,2	85,2	91,8	210,9	56,5	+ 1,3
Novembre ...	5,6	116,0	118,7	7,8	0,4	24,5	60,5	85,4	93,2	211,9	56,0	- 0,5
Décembre .....	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1	+ 4,4
1960 Janvier .....	5,6	116,6	119,6	6,6	0,4	24,3	59,9	84,6	91,2	210,8	56,7	- 5,5
Février .....	5,6	115,5	118,5	7,2	0,3	24,6	59,3	84,2	91,4	209,9	56,5	- 0,9
Mars .....	5,6	115,9	118,8	7,5	0,3	24,5	61,4	86,2	93,7	212,5	55,9	+ 2,6

\* Déduction faite des encaisses des organismes émetteurs de monnaie.

\*\* Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

<sup>1</sup> Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

**BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES**  
(en milliards de francs)

85<sup>4</sup>

Dates	Stock monétaire				Avoirs extérieurs nets				Créances sur le Trésor et sur d'autres emprunteurs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Divers			Comptes pour balance	Total	Sous déduction de					Différence (20) - (21) à (25)		
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale			Total	Avoirs et engagements à vue (montants nets)	Autres avoirs et engagements nets (montants nets)	Total	Créances sur l'Etat	Créances sur d'autres emprunteurs publics	Avances nettes au Fonds des Rentes	Total	financés par les organismes monétaires	Pour mémoire financés par et hors des organismes monétaires	Solde des opérations de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et du Fonds Monétaire, autres qu'à court terme	Créances et engagements sur et envers des organismes financiers non monétaires	Solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux			Total	Engagements quasi monétaires des organismes émetteurs de monnaies envers l'économie nationale			Emprunts obligataires (banques de dépôts)			
		détenus par les entreprises et particuliers *	détenus par les pouvoirs publics	Total																	B.N.B.	Autres organismes monétaires belges	Détenus par les entreprises et particuliers			Dépôts en devises détenus par les entreprises et particuliers	Détenus par le Trésor
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)	(20)	(21)	(22)	(23)	(24)	(25)	(26)		
1952	Septembre ...	100,3	65,0	7,0	72,0	172,3	+51,9	- 4,2	+2,8	50,5	115,6	1,5	0,4	117,5	32,6	40,1	+0,3	-0,2	-1,5	+1,1	200,3	-18,9	-1,5	-1,4	-5,4	-0,8	172,3
	Décembre .....	102,0	65,1	7,4	72,5	174,5	+51,0	- 4,3	+3,7	50,4	115,1	1,4	0,3	116,8	36,5	43,3	+0,1	-0,1	-1,6	+0,2	202,3	-18,6	-1,6	-1,4	-5,2	-1,0	174,5
1953	Mars .....	101,4	65,0	6,9	71,9	173,3	+49,1	- 4,6	+3,2	47,7	118,0	1,7	—	119,7	35,9	43,5	+0,2	+0,3	-3,0	+0,6	201,4	-19,9	-1,7	-0,3	-5,1	-1,1	173,3
	Juin .....	102,6	66,3	6,9	73,2	175,8	+48,8	- 4,0	+2,7	47,5	116,7	1,7	0,7	119,1	36,1	43,7	+0,3	+0,5	-1,4	+1,5	203,6	-19,3	-1,6	-0,5	-5,2	-1,2	175,8
	Septembre ...	104,4	66,5	7,3	73,8	178,2	+49,7	- 3,4	+2,6	48,9	121,0	1,4	0,3	122,7	36,3	43,6	+0,2	+0,5	-2,0	+1,9	208,5	-19,9	-2,3	-1,2	-5,4	-1,5	178,2
	Décembre .....	105,9	67,3	7,1	74,4	180,3	+52,4	- 4,8	+2,7	50,3	120,0	1,6	—	121,6	38,7	45,4	—	+0,1	-1,9	+1,0	209,8	-20,6	-1,5	-0,2	-5,3	-1,9	180,3
1954	Mars .....	102,9	66,5	7,5	74,0	176,9	+52,3	- 6,8	+4,3	49,8	116,7	1,7	—	118,4	37,4	45,1	+0,1	+0,2	-1,5	+2,7	207,1	-21,1	-1,4	-0,1	-5,4	-2,2	176,9
	Juin .....	104,3	69,9	8,1	78,0	182,3	+49,7	- 4,8	+2,9	47,8	121,6	1,8	0,2	123,6	38,2	43,2	+0,3	+1,0	-1,9	+2,6	211,6	-19,6	-1,6	-0,1	-5,5	-2,5	182,3
	Septembre ...	105,2	67,1	7,9	75,0	180,2	+49,6	- 4,4	+2,7	47,9	120,7	2,1	—	122,8	38,8	47,0	+0,6	+0,8	-2,5	+2,0	210,4	-20,2	-1,4	-0,1	-5,7	-2,8	180,2
	Décembre .....	106,7	69,5	7,4	76,9	183,6	+50,5	- 3,7	+1,5	48,3	119,9	2,8	1,2	123,9	41,7	49,8	+0,6	+1,0	-1,2	+1,6	215,9	-21,3	-2,0	-0,1	-6,0	-2,9	183,6
1955	Mars .....	107,5	70,1	7,1	77,2	184,7	+53,7	- 4,7	+2,4	51,4	120,4	2,5	0,1	123,0	41,4	49,6	+0,7	+1,3	-1,4	+1,3	217,7	-22,3	-1,7	-0,1	-5,7	-3,2	184,7
	Juin .....	108,6	71,7	7,3	79,0	187,6	+52,9	- 4,8	+2,7	50,8	121,1	3,3	0,9	125,3	43,0	50,1	+0,7	+1,3	-2,0	+2,2	221,3	-22,4	-1,7	-0,1	-6,1	-3,4	187,6
	Septembre ...	109,7	70,3	7,4	77,7	187,4	+54,3	- 4,8	+2,9	52,4	120,9	4,1	1,4	126,4	41,4	49,5	+0,8	+1,3	-1,9	+1,0	221,4	-22,2	-2,0	-0,1	-6,2	-3,5	187,4
	Décembre .....	110,7	73,9	7,9	81,8	192,5	+56,1	- 4,8	+3,4	54,7	122,3	5,0	0,7	128,0	44,4	52,0	+0,7	+1,3	-1,8	+0,9	228,2	-23,4	-2,4	-0,1	-6,0	-3,8	192,5
1956	Mars .....	109,5	74,0	7,5	81,5	191,0	+58,8	- 4,9	+3,6	57,5	121,8	4,1	0,7	126,6	43,4	52,0	+0,7	+1,1	-1,6	+0,5	228,2	-24,5	-2,4	-0,1	-6,2	-4,0	191,0
	Juin .....	111,4	77,0	6,7	83,7	195,1	+59,2	- 3,8	+3,1	58,5	124,2	4,1	1,4	129,7	42,1	52,6	+1,0	+1,4	-1,4	+1,9	233,2	-24,5	-2,8	-0,1	-6,6	-4,1	195,1
	Septembre ...	112,8	75,5	7,7	83,2	196,0	+59,2	- 5,1	+2,3	56,4	123,4	5,0	1,3	129,7	45,1	55,3	+0,8	+1,4	-1,9	+1,8	233,3	-23,6	-2,6	—	-6,9	-4,2	196,0
	Décembre .....	114,3	77,5	6,5	84,0	198,3	+56,9	- 6,1	+3,2	54,0	123,4	5,6	2,0	131,0	49,0	58,4	+0,7	+1,2	-1,6	+0,6	234,9	-22,3	-3,2	-0,1	-6,7	-4,3	198,3
1957	Mars .....	113,6	77,4	7,2	84,6	198,2	+53,2	- 6,2	+3,4	50,4	128,6	4,0	0,7	133,3	50,1	60,3	+0,8	+1,2	-1,5	+1,5	235,8	-23,3	-3,3	—	-6,6	-4,4	198,2
	Juin .....	113,9	80,1	7,9	88,0	201,9	+53,3	- 4,8	+3,0	51,5	127,5	4,2	1,8	133,5	50,9	61,0	+0,9	+1,0	-1,9	+2,7	238,6	-21,9	-3,3	—	-7,1	-4,4	201,9
	Septembre ...	114,4	73,3	6,7	80,0	194,4	+51,4	- 4,7	+2,6	49,3	124,3	4,2	1,2	129,7	50,9	60,0	+0,8	+1,3	-2,0	+2,5	232,5	-22,1	-3,9	—	-7,6	-4,5	194,4
	Déc. anc. sér.	115,5	76,1	6,4	82,5	198,0	+57,0	- 3,9	+2,8	55,9	121,8	4,3	1,7	127,8	52,3	61,5	+0,8	+1,3	-2,3	+1,4	237,2	-23,4	-3,2	-0,2	-7,5	-4,9	198,0
	Déc. nouv. s. <sup>1</sup>	115,5	76,1	6,4	82,5	198,0	+57,0	- 3,9	+3,0	56,1	121,6	1,8	1,7	125,1	52,3	61,5	+0,8	+2,3	-0,8	+1,4	237,2	-23,4	-3,2	-0,2	-7,5	-4,9	198,0
1958	Mars .....	114,5	76,1	6,4	82,5	197,0	+60,5	- 2,4	+2,1	60,2	122,5	2,0	0,4	124,9	48,8	60,2	+1,0	+2,8	-0,6	+1,4	238,5	-25,4	-3,0	-0,4	-7,4	-5,3	197,0
	Juin .....	118,1	80,4	7,6	88,0	206,1	+67,5	- 3,8	+2,5	66,2	125,0	2,2	2,0	129,2	45,7	58,3	+1,1	+3,0	-0,1	+2,6	247,7	-25,0	-2,5	-0,5	-7,8	-5,8	206,1
	Septembre ...	118,0	75,9	8,1	84,0	202,0	+70,8	- 4,1	+3,4	70,1	120,4	1,7	3,7	125,8	43,5	55,8	+1,0	+3,6	+0,2	+2,5	246,8	-26,9	-2,6	-0,5	-8,5	-6,3	202,0
	Décembre .....	120,3	82,0	7,2	89,2	209,5	+74,1	- 5,4	+3,4	72,1	126,7	2,1	4,1	132,9	43,9	56,3	+1,1	+4,1	+0,1	+0,8	255,0	-27,4	-2,6	-0,6	-8,3	-6,6	209,5
1959	Mars .....	119,0	83,1	7,6	90,7	209,7	+70,2	- 2,9	+3,0	70,3	129,5	2,9	3,9	136,3	45,2	55,9	+0,8	+4,4	—	+1,4	258,4	-30,1	-3,3	-0,7	-7,8	-6,8	209,7
	Juin .....	120,4	85,9	7,8	93,7	214,1	+72,2	- 6,5	+4,0	69,7	129,6	3,9	5,0	138,5	44,8	55,8	+0,8	+4,7	+1,0	+2,6	262,1	-29,2	-3,1	-0,6	-8,2	-6,9	214,1
	Septembre ...	118,3	83,0	8,3	91,3	209,6	+70,3	- 5,8	+6,7	71,2	128,0	4,0	2,0	134,0	45,1	55,9	+0,7	+5,3	+1,1	+2,3	259,7	-30,9	-3,1	-0,6	-8,6	-6,9	209,6
	Décembre .....	121,3	87,4	7,6	95,0	216,3	+65,8	- 3,8	+8,7	70,7	132,4	4,0	4,6	141,0	48,1	59,6	+0,7	+5,1	+0,8	+1,7	268,1	-31,5	-4,3	-0,5	-8,6	-6,9	216,3

\* Y compris les comptes d'organismes paraétatiques administratifs.

<sup>1</sup> A partir de décembre 1957, l'adoption d'une ventilation plus détaillée des créances des organismes monétaires sur les organismes publics autres que l'Etat a entraîné une modification des rubriques suivantes : « avoirs extérieurs nets : autres avoirs et engagements nets » (colonne 8), « Créances sur d'autres emprunteurs publics » (colonne 11), « Créances et engagements sur et envers des organismes financiers non monétaires » (colonne 17) et « solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux » (colonne 18).

**ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE**  
(milliards de francs)

85<sup>4</sup>

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires				Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (6) = (1) + (5)	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital des pouvoirs publics et des donations officielles) (7)	Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation de la dette de l'Etat et autres fonds publics (10)	Crédits d'es-compte d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers nat. financées par les organismes monétaires (11)	Différence entre fonds propres et immobilisations + participations des organismes monétaires (12)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (13)	Opérations autres qu'à court terme du Fonds Monétaire et de la Caisse Nationale de Crédit professionnel (soldes) (14)	Divers		Comptes pour balance (17)	Total (18) = de (7) à (17)
		Dépôts à terme et comptes spéciaux des exportateurs vers l'U.E.P. (2)	Dépôts en devises de nationaux (3)	Avoirs du Trésor (4)	Total (5)			Etat (8)	Autres (9)						Créances et engagements sur et envers des organismes financiers non monétaires (15)	Créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux (soldes) (16)		
1953 1 <sup>er</sup> trimestre .	- 1,2	+ 1,3	+ 0,1	- 1,1	+ 0,3	- 0,9	- 0,3	+ 0,7	+ 0,4	- 0,2	- 0,5	—	- 0,1	+ 0,1	+ 0,3	- 1,4	+ 0,1	- 0,9
2 <sup>e</sup> trimestre .	+ 2,5	- 0,6	- 0,1	+ 0,2	- 0,5	+ 2,0	- 0,8	- 0,9	- 0,1	+ 1,3	+ 0,2	—	- 0,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,6	+ 0,5	+ 2,0
3 <sup>e</sup> trimestre .	+ 2,4	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,8	+ 2,1	+ 4,5	- 1,2	+ 6,5	- 0,4	—	+ 0,2	- 0,2	- 0,3	- 0,1	—	- 0,6	+ 0,6	+ 4,5
4 <sup>e</sup> trimestre .	+ 2,1	+ 0,7	- 0,8	- 1,1	- 1,2	+ 0,9	+ 1,3	- 0,9	+ 0,2	—	+ 2,3	+ 0,1	- 0,4	- 0,1	- 0,4	+ 0,1	- 1,3	+ 0,9
Total ...	+ 5,8	+ 2,0	- 0,1	- 1,2	+ 0,7	+ 6,5	- 1,0	+ 5,4	+ 0,1	+ 1,1	+ 2,2	- 0,1	- 0,9	—	+ 0,1	- 0,3	- 0,1	+ 6,5
1954 1 <sup>er</sup> trimestre .	- 3,3	+ 0,5	- 0,1	- 0,1	+ 0,3	- 3,0	- 1,0	- 3,8	+ 0,1	+ 1,0	- 1,3	- 0,1	- 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 1,7	- 3,0
2 <sup>e</sup> trimestre .	+ 5,3	- 1,4	+ 0,1	—	- 1,3	+ 4,0	- 2,8	+ 5,4	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,8	- 0,1	- 0,3	+ 0,2	+ 0,8	- 0,4	+ 0,1	+ 4,0
3 <sup>e</sup> trimestre .	+ 2,0	+ 0,5	- 0,2	—	+ 0,3	- 1,7	- 1,5	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,6	- 0,2	- 0,2	+ 0,2	- 0,2	- 0,6	- 0,8	- 1,7
4 <sup>e</sup> trimestre .	+ 3,3	+ 1,1	+ 0,7	—	+ 1,8	+ 5,1	+ 0,6	- 1,3	+ 0,6	+ 1,7	+ 2,9	- 0,3	- 0,2	—	+ 0,2	+ 1,2	- 0,3	+ 5,1
Total ...	+ 3,3	+ 0,7	+ 0,5	- 0,1	+ 1,1	+ 4,4	- 4,7	+ 0,8	+ 1,0	+ 3,2	+ 3,0	- 0,7	- 1,0	+ 0,5	+ 0,9	+ 0,7	+ 0,7	+ 4,4
1955 1 <sup>er</sup> trimestre .	+ 1,1	+ 1,0	- 0,3	—	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 2,2	- 0,6	- 0,6	- 0,4	+ 0,3	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	- 0,1	- 0,4	+ 1,8
2 <sup>e</sup> trimestre .	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,1	—	+ 0,2	+ 3,1	+ 0,5	- 1,1	+ 0,7	+ 1,6	+ 1,7	- 0,3	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,6	+ 0,8	+ 3,1
3 <sup>e</sup> trimestre .	- 0,2	- 0,2	+ 0,2	—	—	- 0,2	+ 1,7	- 0,3	+ 0,7	+ 0,6	- 1,5	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	—	+ 0,1	- 1,3	- 0,2
4 <sup>e</sup> trimestre .	+ 5,1	+ 1,2	+ 0,4	—	+ 1,6	+ 6,7	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,7	+ 0,4	+ 2,9	+ 0,1	- 0,2	—	- 0,1	+ 0,1	—	+ 6,7
Total ...	+ 8,9	+ 2,1	+ 0,4	—	+ 2,5	+ 11,4	+ 4,1	+ 3,1	+ 1,5	+ 2,0	+ 2,7	—	- 0,9	+ 0,1	+ 0,2	- 0,5	- 0,9	+ 11,4
1956 1 <sup>er</sup> trimestre .	- 1,5	+ 1,1	—	—	+ 1,1	- 0,4	+ 3,2	- 1,4	- 0,9	+ 0,2	- 1,0	- 0,2	- 0,2	+ 0,1	- 0,2	+ 0,2	- 0,2	- 0,4
2 <sup>e</sup> trimestre .	+ 4,1	—	+ 0,4	—	+ 0,4	+ 4,5	+ 1,9	+ 1,2	- 0,3	+ 1,3	- 1,3	- 0,4	- 0,1	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,2	+ 1,5	+ 4,5
3 <sup>e</sup> trimestre .	+ 0,8	- 0,9	- 0,2	—	- 1,1	- 0,3	- 1,0	- 2,1	+ 0,8	+ 0,3	+ 3,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	—	- 0,5	- 0,3	- 0,3
4 <sup>e</sup> trimestre .	+ 2,4	- 1,2	+ 0,5	—	- 0,7	+ 1,7	- 1,3	- 1,3	+ 0,6	+ 1,0	+ 3,9	+ 0,2	- 0,1	—	- 0,3	+ 0,3	- 1,3	+ 1,7
Total ...	+ 5,8	- 1,0	+ 0,7	—	- 0,3	+ 5,5	+ 2,8	- 3,6	+ 0,2	+ 2,8	+ 4,6	- 0,7	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	+ 0,2	- 0,3	+ 5,5
1957 1 <sup>er</sup> trimestre .	- 0,2	+ 1,0	+ 0,1	—	+ 1,1	+ 0,9	- 1,2	+ 3,4	- 2,0	- 1,3	+ 1,1	—	- 0,1	+ 0,1	—	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,9
2 <sup>e</sup> trimestre .	+ 3,7	- 1,4	—	—	- 1,4	+ 2,3	- 0,1	- 0,4	+ 0,1	+ 1,6	+ 0,8	- 0,5	—	+ 0,1	- 0,2	- 0,3	+ 1,2	+ 2,3
3 <sup>e</sup> trimestre .	- 7,5	+ 0,2	+ 0,6	—	+ 0,8	- 6,7	- 2,5	- 3,1	+ 0,1	- 0,3	—	- 0,4	- 0,1	+ 0,2	- 0,2	- 0,3	- 0,3	- 6,7
4 <sup>e</sup> trimestre .	+ 3,7	+ 1,3	- 0,7	+ 0,2	+ 0,8	+ 4,5	+ 5,2	- 0,4	+ 0,2	- 0,5	+ 1,5	+ 0,1	- 0,4	- 0,2	+ 0,1	- 0,3	- 0,8	+ 4,5
Total ...	- 0,3	+ 1,1	—	+ 0,2	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,4	- 0,5	- 1,6	- 0,5	+ 3,4	- 0,8	- 0,6	- 0,1	+ 0,1	- 0,7	+ 0,9	+ 1,0
1958 1 <sup>er</sup> trimestre .	- 1,0	+ 2,0	- 0,2	+ 0,1	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9	- 0,2	+ 0,2	+ 0,2	- 3,6	—	- 0,4	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,2	- 0,2	+ 0,9
2 <sup>e</sup> trimestre .	+ 9,1	- 0,5	- 0,4	+ 0,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6	+ 3,0	- 0,1	+ 1,8	- 3,0	- 0,4	- 0,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 8,3
3 <sup>e</sup> trimestre .	- 4,1	+ 2,0	—	+ 0,1	+ 2,1	- 2,0	+ 2,8	- 4,1	- 0,6	+ 2,3	- 2,2	- 0,6	- 0,5	- 0,1	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,2	- 2,0
4 <sup>e</sup> trimestre .	+ 7,5	+ 0,5	—	+ 0,1	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,0	+ 0,4	- 0,2	+ 0,4	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,5	- 0,3	- 2,3	+ 8,1
Total ...	+ 11,5	+ 4,0	- 0,6	+ 0,4	+ 3,8	+ 15,3	+ 14,9	+ 5,7	- 0,1	+ 4,1	- 8,4	- 0,8	- 1,7	+ 0,4	+ 1,7	+ 0,5	- 1,0	+ 15,3
1959 1 <sup>er</sup> trimestre .	+ 0,2	+ 2,7	+ 0,6	+ 0,1	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1	+ 1,3	+ 0,4	+ 2,5	+ 1,4	—	- 0,2	- 0,3	+ 0,2	- 0,3	+ 0,7	+ 3,6
2 <sup>e</sup> trimestre .	+ 4,3	- 0,8	- 0,1	—	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3	- 0,8	+ 1,1	+ 1,1	- 0,4	- 0,4	- 0,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,3	+ 3,4
3 <sup>e</sup> trimestre .	- 4,4	+ 1,7	—	- 0,1	+ 1,6	- 2,8	- 0,3	- 2,0	—	+ 0,3	+ 0,3	- 0,4	—	- 0,1	—	+ 0,1	- 0,7	- 2,8
4 <sup>e</sup> trimestre .	+ 6,7	+ 0,6	+ 1,2	- 0,1	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8	+ 4,4	+ 0,1	- 0,7	+ 3,1	—	—	- 0,1	- 0,3	- 0,3	- 0,6	+ 8,4
Total ...	+ 6,8	+ 4,2	+ 1,7	- 0,1	+ 5,8	+ 12,6	+ 0,7	+ 2,9	+ 1,6	+ 3,2	+ 4,4	- 0,8	- 0,3	- 0,4	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,7	+ 12,6

\* Mouvement des crédits directs aux pouvoirs publics + solde de leurs opérations en capital avec l'étranger. (Pouvoirs publics : Etat et pouvoirs subordonnés).

## BANQUE DE FRANCE

(millions de nouveaux francs français)

Rubriques	1960 7 janvier	1960 4 février	1960 8 mars	1960 7 avril	1960 5 mai	1960 12 mai	1960 19 mai	1960 25 mai
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger .....	4.072	4.077	4.258	4.747	5.159	5.086	5.287	5.393
Avances au Fonds de Stabilisation des changes <sup>1</sup> .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Monnaies divisionnaires .....	84	86	86	74	52	48	42	37
Comptes courants postaux .....	701	438	516	464	553	486	422	420
Prêts à l'Etat <sup>2</sup> .....	6.500	6.500	6.500	6.500	6.500	6.500	6.500	6.500
Avances à l'Etat <sup>2</sup> .....	3.277	3.875	3.026	3.230	1.004	1.215	1.058	599
Portefeuille d'escompte :	15.808	14.731	15.107	15.565	16.434	16.277	15.204	15.566
<i>Effets escomptés sur la France</i> .....	4.273	4.151	4.326	4.404	4.563	4.577	4.464	4.666
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	1	1	1	1	1	1	1	1
<i>Effets garantis par l'Office des céré- ales</i> <sup>3</sup> .....	715	529	510	446	321	338	300	296
<i>Effets de mobilisation de crédits à moyen terme</i> .....	10.819	10.050	10.270	10.714	11.549	11.361	10.439	10.603
Effets négociables achetés en France <sup>4</sup>	2.579	2.280	2.438	2.562	3.083	2.584	2.662	2.870
Avances à 30 jours sur effets publics ...	153	184	179	161	192	153	178	161
Avances sur titres .....	84	78	77	72	74	71	70	73
Avances sur or .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets en cours de recouvrement .....	285	376	380	223	299	363	496	582
Divers .....	586	593	603	601	599	606	598	609
Total ...	38.451	37.540	37.492	38.521	38.271	37.711	36.839	37.132

## PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation .....	34.421	33.849	34.035	34.963	34.683	34.170	33.432	33.598
Comptes courants créditeurs :	2.705	2.543	2.451	2.452	2.405	2.213	2.182	2.387
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	1	1	—	1	1	—	1	—
<i>Comptes courants des accords de coopération économique</i> .....	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères</i> .....	1.757	1.656	1.586	1.567	1.548	1.351	1.333	1.464
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i> .....	947	886	865	884	856	862	848	923
Capital de la Banque .....	150	150	150	150	150	150	150	150
Divers .....	1.175	998	856	956	1.033	1.178	1.075	997
Total ...	38.451	37.540	37.492	38.521	38.271	37.711	36.839	37.132

<sup>1</sup> Convention du 27 juin 1949.<sup>2</sup> Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.<sup>3</sup> Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.<sup>4</sup> Décret du 17 juin 1938.

BANK OF ENGLAND

(millions de £)

86<sup>2</sup>

Rubriques	1959 7 octobre	1959 4 novembre	1959 9 décembre	1960 6 janvier	1960 8 février	1960 9 mars	1960 6 avril	1960 4 mai
-----------	-------------------	--------------------	--------------------	-------------------	-------------------	----------------	-----------------	---------------

Département d'émission

ACTIF

Dette de l'Etat .....	11	11	11	11	11	11	11	11
Autres fonds publics .....	2.111	2.161	2.261	2.186	2.111	2.136	2.186	2.236
Autres titres .....	1	1	1	1	1	1	1	1
Monnaies autres que monnaies d'or .....	2	2	2	2	2	2	2	2
Montant de l'émission fiduciaire .....	2.125	2.175	2.275	2.200	2.125	2.150	2.200	2.250
Monnaies d'or et lingots .....	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
	2.125	2.175	2.275	2.200	2.125	2.150	2.200	2.250

PASSIF

Billets émis :								
En circulation .....	2.109	2.120	2.219	2.185	2.098	2.123	2.167	2.183
Au Département bancaire .....	16	55	56	15	27	27	33	67
	2.125	2.175	2.275	2.200	2.125	2.150	2.200	2.250

Département bancaire

ACTIF

Fonds publics .....	291	268	215	275	288	278	263	220
Autres titres :								
Escomptes et avances .....	4	18	23	30	27	24	25	31
Titres .....	22	21	21	21	20	21	19	18
Billets .....	16	56	56	15	27	27	33	67
Monnaies .....	1	1	1	1	1	1	1	1
	334	364	316	342	363	351	341	337

PASSIF

Capital .....	15	15	15	15	15	15	15	15
Réserves .....	3	3	3	4	4	4	3	3
Dépôts publics :	12	13	11	13	18	13	11	10
Y compris Trésor, Banques d'épargne, commissaires de la Dette publique et comptes de dividendes								
Autres dépôts :								
Banquiers .....	241	269	223	246	261	255	248	245
Autres comptes .....	63	64	64	64	65	64	64	64
	334	364	316	342	363	351	341	337

FEDERAL RESERVE BANKS <sup>1</sup>  
(millions de \$)

86<sup>3</sup>

Rubriques	1959 7 octobre	1959 4 novembre	1959 9 décembre	1960 6 janvier	1960 3 février	1960 9 mars	1960 6 avril	1960 4 mai
<b>ACTIF</b>								
Certificats-or .....	18.255	18.342	18.247	18.186	18.181	18.159	18.159	18.112
Fonds de rachat des billets des F.R. ....	943	948	970	978	970	962	950	951
Total des réserves de certificats-or .....	19.198	19.290	19.217	19.164	19.151	19.121	19.109	19.063
Billets F.R. d'autres banques .....	424	431	338	560	669	494	423	444
Autres encaisses .....	363	385	330	383	510	465	437	396
Escompte et avances .....	632	645	580	1.285	803	745	770	572
Prêts à l'économie privée .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Acceptations achetées directement .....	20	25	37	44	40	33	32	30
Acceptations détenues en vertu d'une convention de rachat .....	—	—	4	22	—	—	—	—
Fonds publics :								
Achetés directement								
Effets .....	2.562	2.552	3.152	2.606	1.414	1.224	1.263	1.597
Certificats .....	10.507	10.507	10.507	10.507	10.507	8.507	8.507	8.507
Billets .....	11.010	11.010	11.010	11.010	11.010	13.010	13.010	13.010
Obligations .....	2.484	2.484	2.484	2.484	2.484	2.484	2.484	2.484
Total achetés directement ...	26.563	26.553	27.153	26.607	25.415	25.225	25.264	25.598
Détenus en vertu d'une convention de rachat .....	50	255	49	24	34	—	57	290
Total des fonds publics .....	26.613	26.808	27.202	26.631	25.449	25.225	25.321	25.888
Total des prêts et des fonds publics .....	27.265	27.478	27.823	27.982	26.292	26.003	26.123	26.490
Avoirs sur banques étrangères .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Moyens de trésorerie non encaissés .....	5.000	5.292	5.013	6.068	5.217	4.764	4.984	5.433
Immeubles .....	98	98	99	100	101	101	103	103
Autres avoirs .....	238	308	224	278	356	211	283	364
Total actif ...	52.586	53.282	53.044	54.530	52.296	51.159	51.462	52.293

**EXIGIBLE**

Billets de la Federal Reserve .....	27.604	27.604	28.203	28.150	27.547	27.440	27.380	27.248
Dépôts :								
Banques affiliées — compte de réserve	18.051	18.415	17.971	19.243	18.021	17.381	17.661	18.217
Trésor américain — compte général ...	453	453	428	650	472	564	417	478
Etrangers .....	342	308	340	335	219	200	165	170
Autres .....	401	334	347	346	344	307	352	303
Total dépôts .....	19.247	19.510	19.086	20.574	19.056	18.452	18.595	19.168
Moyens de trésor. avec disponib. différée	4.205	4.635	4.188	4.588	4.404	3.949	4.159	4.556
Autres engagements et dividendes courus	38	38	47	28	24	33	35	41
Total exigible ...	51.094	51.787	51.524	53.340	51.031	49.874	50.169	51.013

**COMPTES DE CAPITAL**

Capital libéré .....	384	384	385	388	390	394	396	398
Surplus .....	868	869	869	775	775	775	775	775
Autres comptes de capital .....	240	242	266	27	100	116	122	107
Total passif ...	52.586	53.282	53.044	54.530	52.296	51.159	51.462	52.293
Engagements éventuels sur acceptations achetées p <sup>r</sup> correspondants étrangers ...	65	63	80	93	125	112	159	168
Engagem. d'emprunts à l'économie privée	—	—	—	—	—	—	—	—
Coefficient des réserves de certificats-or par rapport aux dépôts et billets F.R.	41,0 %	40,9 %	40,6 %	39,3 %	41,1 %	41,7 %	41,6 %	41,1 %

<sup>1</sup> Situation globale des douze banques de réserve fédérales.

**NEDERLANDSCHE BANK**  
(millions de florins)

86<sup>4</sup>

Rubriques	1959 5 octobre	1959 9 novembre	1959 7 décembre	1960 4 janvier	1960 8 février	1960 9 mars	1960 4 avril	1960 9 mai
-----------	-------------------	--------------------	--------------------	-------------------	-------------------	----------------	-----------------	---------------

**ACTIF**

Or .....	4.264	4.260	4.281	4.281	4.281	4.387	4.403	4.403
Créances et titres libellés en or ou en monnaies étrangères .....	765	791	769	801	809	845	829	855
Moyens de paiement étrangers .....	1	1	1	1	1	1	1	—
Créances en florins sur l'étranger <sup>1</sup> .....	78	74	73	70	70	68	52	51
Effets, promesses et obligat. escomptés <sup>2</sup> .....	—	—	10	6	—	—	—	—
Effets, certificats du Trésor et obligations achetés par la Banque (art. 15, 4 <sup>o</sup> , de la loi bancaire de 1948) .....	494	337	308	478	308	308	363	302
Avances en comptes courants (y compris les prêts) <sup>3</sup> .....	91	13	23	67	12	11	12	11
Avances à l'Etat (art. 20 de la loi bancaire de 1948) .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Monnaies néerlandaises .....	26	30	32	35	40	43	45	48
Placement du capital et réserves .....	162	162	161	160	161	161	159	171
Immeubles et inventaire .....	1	1	1	1	1	1	1	1
Comptes divers .....	7	5	6	7	6	8	18	8
	5.888	5.674	5.665	5.907	5.689	5.833	5.883	5.850

**PASSIF**

Billets en circulation .....	4.327	4.270	4.302	4.447	4.246	4.333	4.431	4.435
Accréditifs .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Comptes courants en florins de résidents	1.278	1.114	1.069	1.134	1.115	1.173	1.160	1.116
Trésor public .....	786	478	572	466	485	538	502	372
Banques aux Pays-Bas .....	374	515	377	524	495	503	528	617
Autres résidents .....	118	121	120	144	135	132	130	127
Comptes courants en florins de non-résidents	49	57	58	87	73	74	60	63
Banques d'émission étrangères et organismes assimilés .....	43	47	49	78	67	65	51	54
Autres non-résidents .....	6	10	9	9	6	9	9	9
Engagements libellés en monnaies étrang.	15	9	10	6	17	12	17	19
Capital .....	20	20	20	20	20	20	20	20
Réserves .....	142	142	142	142	142	142	142	152
Comptes divers .....	57	62	64	71	76	79	53	45
	5.888	5.674	5.665	5.907	5.689	5.833	5.883	5.850

<sup>1</sup> Dont, par suite de la liquidation de l'U.E.P. et d'accords bilatéraux .....

10      10      10      7      7      7      3      3

<sup>2</sup> Dont, certificats du Trésor (escomptés directement par la Banque) .....

—      —      —      —      —      —      —      —

<sup>3</sup> Dont, à l'Indonésie (Loi du 15 mars 1938 — Staatsblad, n<sup>o</sup> 99) .....

8      8      8      8      8      8      8      8

N. B. — Billets mis en circulation par la Banque pour compte de l'Etat .....

103      103      104      104      102      102      103      105

— Soldes en florins de banques d'émission étrangères et d'organismes assimilés placés en bons du Trésor néerlandais .....

—      —      —      —      —      —      —      —

**SVERIGES RIKSBANK**  
(millions de kr.)

**86<sup>5</sup>**

Rubriques	1959 30 octobre	1959 30 novembre	1959 31 décembre	1960 30 janvier	1960 29 février	1960 31 mars	1960 30 avril	1960 31 mai
<b>ACTIF</b>								
Monnaies et lingots d'or .....	421	421	421	421	378	377	377	377
Surplus de valeurs d'or .....	567	567	567	567	509	508	508	508
Fonds publics étrangers * .....	1.079	1.081	1.037	747	963	1.011	1.246	1.261
Effets sur l'étranger * .....	30	21	20	21	21	73	169	169
Créances nettes sur banques et banquiers étrangers * .....	164	184	122	76	14	69	— 5	— 7
Autres avoirs sur l'étranger .....	10	10	9	10	9	11	11	11
Effets et obligations du Trésor suédois *	4.120	3.931	4.893	4.873	4.753	4.057	4.437	3.982
Effets payables en Suède * .....	2	2	2	2	2	2	2	2
Prêts nantis * .....	149	405	239	94	89	592	43	344
Avances en comptes courants * .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts sur ventes à tempérament .....	56	56	56	57	58	58	58	57
Fonds de pensions déposés à l'administra- tion de la Dette publique .....	7	7	7	7	7	7	7	7
Monnaies (autres qu'en or) .....	32	32	23	28	31	31	29	28
Chèques et effets bancaires .....	4	2	13	4	2	39	9	6
Autres valeurs actives intérieures .....	43	49	83	69	69	53	56	47
Quota de la Suède au F.M.I. ....	776	776	776	776	776	776	776	776
Participation de la Suède au capital de la B.I.R.D. ....	103	103	103	103	103	103	103	103
Total ...	7.563	7.647	8.371	7.855	7.784	7.767	7.826	7.671

<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation <sup>1</sup> .....	5.754	5.806	6.266	5.887	5.772	5.727	5.857	5.701
Effets bancaires .....	1	2	7	2	4	1	2	1
Dépôts en comptes courants : .....	104	97	285	144	166	126	160	158
<i>Institutions officielles</i> .....	62	57	146	101	104	100	120	126
<i>Banques commerciales</i> .....	40	39	138	42	61	25	38	31
<i>Autres déposants</i> .....	2	1	1	1	1	1	2	1
Dépôts .....	333	325	387	383	399	461	415	399
Comptes d'ajustements de change .....	535	535	535	538	537	535	617	616
Autres engagements .....	111	157	166	42	48	59	50	71
Capital .....	50	50	50	50	50	50	50	50
Fonds de prêts sur ventes à tempérament	65	65	65	65	65	65	65	65
Fonds de réserve .....	20	20	20	20	20	20	20	20
Fonds de pensions .....	7	7	7	7	7	7	7	7
Bénéfices reportés .....	1	1	1	1	1	1	1	1
Bénéfices pour 1959 .....	—	—	—	133	133	133	—	—
Fonds Monétaire International .....	582	582	582	582	582	582	582	582
Banque Internationale de Reconstruction et de Développement .....	—	—	—	1	—	—	—	—
Total ...	7.563	7.647	8.371	7.855	7.784	7.767	7.826	7.671

N. B. La couverture supplémentaire des billets (art. 10 de la loi sur la Riksbank) comprend les rubriques actives marquées d'un astérisque.  
<sup>1</sup> Le montant maximum de l'émission fiduciaire autorisée est de 6.800 millions de Kr. en vertu de la loi no 188 du 22 mai 1959.

Rubriques	1959 30 septembre	1959 31 octobre	1959 30 novembre	1959 31 décembre	1960 31 janvier	1960 29 février	1960 31 mars	1960 30 avril
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	5	5	5	5	5	172	172	172
Or à l'étranger dû par l'Etat .....	2	2	2	2	2	2	2	2
Caisse <sup>1</sup> .....	11	11	11	11	10	11	11	12
Portefeuille d'escompte .....	418	422	417	430	427	425	426	430
Effets reçus à l'encaissement .....	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Avances sur titres et sur marchandises et comptes courants .....	46	65	66	46	70	84	50	81
Disponibilités en devises à l'étranger ...	62	62	62	62	62	62	62	62
Titres émis ou garantis par l'Etat .....	67	67	70	70	74	72	71	75
Immeubles .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Débiteurs divers .....	2.157	2.193	2.203	2.194	2.176	2.041	2.012	2.000
Créances diverses .....	3	3	3	3	3	3	3	3
Avances provisoires à l'Etat .....	77	77	77	77	77	77	75	75
Avances extraordinaires à l'Etat .....	343	343	343	343	343	343	343	488
Emissions des autorités militaires alliées ou pour leur compte .....	145	145	145	145	145	145	145	—
Compte courant du Trésor <sup>2</sup> .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Placements en titres pour le compte du Trésor .....	154	135	128	128	118	108	98	84
Services divers pour le compte de l'Etat	6	—	—	—	—	—	—	—
Dépenses diverses .....	26	27	29	42	2	3	5	6
Total de l'actif ...	3.522	3.557	3.561	3.558	3.513	3.548	3.475	3.490
<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation <sup>2</sup> .....	2.002	1.978	2.007	2.238	2.078	2.032	2.035	2.053
Chèques et autres dettes à vue <sup>3</sup> .....	17	13	13	28	14	14	17	14
Comptes courants à vue .....	116	98	93	130	91	74	81	80
Comptes courants à terme et réserves obligatoires des banques .....	874	922	987	772	884	825	831	808
Créditeurs divers .....	160	152	164	172	175	178	177	162
Compte courant du Trésor .....	100	333	234	146	242	324	226	268
Compte courant du Trésor, fonds spécial	212	23	17	17	17	17	17	17
Trésorerie de l'Etat - plus value provenant de la réévaluation de l'or .....	—	—	—	—	—	63	63	63
Comptes courants des Accords de coopé- ration économique .....	11	—	—	—	—	—	—	—
Services divers pour le compte de l'Etat .	—	7	13	8	6	14	17	13
Capital .....	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Fonds de réserve ordinaire .....	2	2	2	2	3	3	3	3
Fonds de réserve extraordinaire .....	2	2	2	2	1	1	2	2
Bénéfices de l'exercice en cours .....	26	27	29	43	1	3	5	7
Bénéfice provisoire de l'exercice précédent	—	—	—	—	1	1	1	—
Total du passif et du patrimoine ...	3.522	3.557	3.561	3.558	3.513	3.548	3.475	3.490
Déposants de titres et valeurs (compte d'ordre) .....	4.370	4.164	3.737	3.604	3.617	3.859	3.952	3.855
Circulation du Trésor (net) .....	57	58	60	62	63	63	65	—
Circulation bancaire et du Trésor (net) .	2.058	2.035	2.064	2.297	2.139	2.094	2.099	—
Moyens de paiement .....	6.049	6.050	6.185	6.618	6.348	6.262	—	—
Escomptes effectués .....	82	52	119	201	73	48	138	193
Avances effectuées .....	421	519	415	643	472	529	478	520
Opérations au comptant liquidées par les Chambres de compensation .....	6.690	7.167	6.118	8.402	7.953	7.821	7.415	7.262
<sup>1</sup> Comprend les billets et monnaies pour compte du Trésor .....	9	9	9	8	8	8	8	7
<sup>2</sup> Comprend les billets auprès du Trésor .....	2	1	1	2	1	1	1	—
<sup>3</sup> Comprend valeurs et assignations .....	11	10	11	16	10	10	11	10

**DEUTSCHE BUNDESBANK**  
(millions de D.M.)

**86<sup>7</sup>**

Rubriques	1959 7 octobre	1959 7 novembre	1959 7 décembre	1960 7 janvier	1960 6 février	1960 7 mars	1960 7 avril	1960 7 mai
<b>ACTIF</b>								
Or .....	10.886	10.904	10.905	10.934	10.949	10.999	11.103	11.233
Avoirs auprès des banques étrangères et placements à court terme à l'étranger .	6.056	6.686	7.483	7.668	7.923	8.291	9.046	9.849
Monnaies étrangères, lettres de change et chèques sur l'étranger .....	141	126	127	125	135	141	156	142
Crédits aux institutions internationales et crédits de consolidation aux banques centrales étrangères .....	5.298	5.163	5.156	4.819	4.515	4.521	4.499	4.465
dont : a) U.E.P. ....	3.618	3.482	3.479	3.156	2.994	2.994	2.976	2.915
b) B.I.R.D. ....	1.489	1.489	1.489	1.486	1.381	1.381	1.381	1.406
Monnaies divisionnaires allemandes .....	114	113	84	113	137	135	129	123
Avoirs en comptes chèques postaux .....	149	100	119	177	96	117	124	110
Effets sur l'intérieur .....	1.468	1.552	1.402	901	1.556	2.533	2.191	1.315
Effets du Trésor et bons du Trésor sans intérêt .....	10	44	25	—	—	82	20	—
Créances sur titres .....	23	21	46	39	25	51	36	31
Crédits de caisse .....	232	28	416	215	12	340	411	407
Titres .....	236	236	235	234	234	232	228	226
Créances de péréquation et titre d'obligation sans intérêt .....	4.663	3.521	4.248	5.691	5.298	5.461	5.369	5.137
Crédits à l'Etat pour participation au capital d'institutions internationales ...	1.175	1.181	1.181	1.211	1.211	1.247	1.262	1.277
Autres valeurs actives .....	360	375	404	330	225	206	204	198
	30.811	30.050	31.831	32.457	32.316	34.356	34.778	34.523

**PASSIF**

Billets en circulation .....	17.655	17.596	18.665	17.872	17.594	17.965	18.238	18.378
Dépôts	10.552	10.032	10.571	12.051	12.262	13.881	14.047	13.968
a) institutions de crédit (y compris les Offices des Chèques et des Epargnes Postaux) .....	7.941	8.139	8.870	9.425	9.513	11.233	11.086	11.275
b) déposants officiels .....	2.402	1.691	1.454	2.407	2.539	2.435	2.750	2.483
c) autres déposants intérieurs .....	209	202	247	219	210	213	211	210
Engagements résultant de transactions avec l'étranger .....	788	707	749	662	685	673	644	470
dépôts étrangers .....	363	300	352	289	288	282	244	314
autres .....	425	407	397	373	397	391	400	156
Fonds de prévision .....	671	671	671	655	655	655	655	806
Capital social .....	290	290	290	290	290	290	290	290
Réserves .....	522	522	522	522	522	522	522	562
Autres passifs .....	333	232	363	405	308	370	382	49
	30.811	30.050	31.831	32.457	32.316	34.356	34.778	34.523

**BANQUE NATIONALE SUISSE**  
(millions de francs suisses)

86<sup>8</sup>

Rubriques	1959 7 octobre	1959 7 novembre	1959 7 décembre	1960 7 janvier	1960 6 février	1960 7 mars	1960 7 avril	1960 7 mai
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	8.221	7.903	7.860	7.850	7.904	7.753	7.645	7.645
Devises .....	396	394	387	560	526	425	433	417
Portefeuille effets sur la Suisse .....	45	44	51	58	50	46	50	51
<i>Effets de change</i> .....	45	44	51	58	50	46	50	51
<i>Rescriptions de la Confédération Suisse</i>	—	—	—	—	—	—	—	—
Avances sur nantissement .....	8	8	9	31	6	10	11	12
Titres .....	44	44	44	44	44	44	44	44
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	—	—	—	—	1	1	1	1
<i>autres</i> .....	44	44	44	44	43	43	43	43
Correspondants :	12	12	12	16	13	16	16	15
<i>en Suisse</i> .....	7	8	7	9	7	10	11	8
<i>à l'étranger</i> .....	5	4	5	7	6	6	5	7
Autres postes de l'actif .....	34	36	40	36	27	30	28	27
<b>Total ...</b>	<b>8.760</b>	<b>8.441</b>	<b>8.403</b>	<b>8.595</b>	<b>8.570</b>	<b>8.324</b>	<b>8.227</b>	<b>8.211</b>

<b>PASSIF</b>								
Fonds propres .....	51	51	51	51	51	51	52	52
Billets en circulation .....	5.774	5.821	6.042	6.077	5.746	5.794	5.877	5.881
Engagements à vue .....	2.745	2.378	2.117	2.273	2.588	2.292	2.112	2.090
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i> .....	2.375	2.105	1.897	2.033	2.499	2.010	1.872	1.607
<i>Autres engagements à vue</i> .....	370	273	220	240	189	282	240	483
Autres postes du passif .....	190	191	193	194	185	187	186	188
<b>Total ...</b>	<b>8.760</b>	<b>8.441</b>	<b>8.403</b>	<b>8.595</b>	<b>8.570</b>	<b>8.324</b>	<b>8.227</b>	<b>8.211</b>

**TAUX D'ESCOMPTE DES PRINCIPALES BANQUES D'EMISSION (\*)**

86<sup>9</sup>

(au 31 mai 1960)

(en % depuis la date indiquée)

Allemagne .....	23 octobre 1959	4,— <sup>1</sup>	Grande-Bretagne .....	21 janvier 1960	5,—
Autriche .....	17 mars 1960	5,—	Grèce .....	1 <sup>er</sup> mai 1956	10,—
Belgique .....	24 décemb. 1959	4,— <sup>2</sup>	Irlande .....	27 novemb. 1958	4,25
Congo belge et Ruanda-Urundi	11 janvier 1960	5,— <sup>3</sup>	Italie .....	7 juin 1958	3,50
Danemark .....	26 janvier 1960	5,50	Norvège .....	14 février 1955	3,50
Espagne .....	11 avril 1960	5,75	Pays-Bas .....	16 novemb. 1959	3,50
Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York) .....	11 septemb. 1959	4,— <sup>4</sup>	Portugal .....	12 janvier 1944	2,50
Finlande .....	1 <sup>er</sup> mars 1959	6,—	Suède .....	15 janvier 1960	5,—
France .....	23 avril 1959	4,—	Suisse .....	26 février 1959	2,—
			Turquie .....	6 juin 1956	6,—

(\*) Canada : depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1956, taux d'escompte fixé le jeudi de chaque semaine.

<sup>1</sup> Depuis le 3 juin 1960 : 5 %.

<sup>2</sup> Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Autres taux, voir tableau 2.

<sup>3</sup> Taux de traites acceptées domiciliées en banque.

<sup>4</sup> Depuis le 10 juin 1960 : 8,5 %.

**III. — BANQUE INTERNATIONALE DE PAIEMENTS**  
**Situations en milliers de francs suisses or**  
 [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif	29 février 1960		31 mars 1960		30 avril 1960		Paesif		29 février 1960		31 mars 1960		30 avril 1960	
		%		%		%		%		%		%		%
<b>I. Or en lingots et monnayé .....</b>	1.569.169	45,6	1.561.449	45,5	1.513.298	44,2	<b>I. Capital :</b>							
<b>II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue .....</b>	36.165	1,1	54.839	1,6	42.927	1,3	<b>Actions libérées de 25 % .....</b>	125.000	3,6	125.000	3,6	125.000	3,7	
<b>III. Portefeuille réescomptable .....</b>	683.358		521.157		503.025		<b>II. Réserves :</b>	22.606	0,7	22.606	0,7	22.606	0,7	
1. Effets de commerce et acceptations de banque .....	73.554	2,1	74.635	2,2	74.949	2,2	1. Fonds de Réserve légale .....	9.263		9.263		9.263		
2. Bons du Trésor .....	609.804	17,7	446.522	13,0	428.076	12,5	2. Fonds de Réserve générale ...	13.343		13.343		13.343		
<b>IV. Effets divers remobilisabl. sur dem.</b>	37.219	1,1	37.755	1,1	38.307	1,1	<b>III. Dépôts (or) :</b>	1.692.580		1.662.254		1.651.947		
<b>V. Dépôts à terme et avances : .....</b>	317.133		453.887		530.973		1. Banques centrales :							
a) à 3 mois au maximum .....	299.366	8,7	434.383	12,7	479.275	14,0	a) de 6 à 9 mois .....	—	—	—	—	—	—	
b) à 3 mois au maximum (or) .	10.209	0,3	10.209	0,3	10.208	0,3	b) de 3 à 6 mois .....	75.856	2,2	65.103	1,9	99.568	2,9	
c) de 3 à 6 mois .....	6.139	0,2	7.883	0,2	16.102	0,5	c) à 3 mois au maximum .....	532.605	15,5	502.059	14,6	433.099	12,6	
d) de 6 à 9 mois .....	1.419	0,0	—	—	—	—	d) à vue .....	911.255	26,5	940.386	27,4	938.236	27,4	
e) de 9 à 12 mois .....	—	—	1.412	0,0	1.416	0,0	2. Autres déposants :							
f) à plus d'un an .....	—	—	—	—	23.972	0,7	a) de 6 à 9 mois .....	—	—	—	—	—	—	
<b>VI. Autres effets et titres : .....</b>	732.221		731.319		725.943		b) de 3 à 6 mois .....	9.338	0,3	9.338	0,3	5.893	0,2	
1. Or :							c) de 3 à 6 mois .....	31.163	0,9	31.163	0,9	34.608	1,0	
a) à 3 mois au maximum .....	88.763	2,6	111.949	3,3	64.141	1,9	d) à 3 mois au maximum .....	132.363	3,8	114.205	3,3	140.543	4,1	
b) de 3 à 6 mois .....	42.207	1,2	19.245	0,6	448	0,0	<b>IV. Dépôts (monnaies) :</b>	1.391.972		1.406.354		1.407.914		
c) de 6 à 9 mois .....	10.379	0,3	10.371	0,3	36.183	1,1	1. Banques centrales :							
d) de 9 à 12 mois .....	—	—	—	—	29.122	0,8	a) à plus d'un an .....	—	—	—	—	106.751	3,1	
e) à plus d'un an .....	—	—	—	—	—	—	b) de 9 à 12 mois .....	—	—	1.411	0,0	1.414	0,0	
2. Monnaies :							c) de 6 à 9 mois .....	—	—	—	—	—	—	
a) à 3 mois au maximum .....	438.733	12,7	491.400	14,3	441.383	12,9	d) de 3 à 6 mois .....	184.595	5,4	152.431	4,4	87.315	2,5	
b) de 3 à 6 mois .....	57.843	1,7	2.275	0,1	13.814	0,4	e) à 3 mois au maximum .....	931.162	27,0	930.302	27,1	929.420	27,1	
c) de 6 à 9 mois .....	11.107	0,3	14.504	0,4	10.665	0,3	f) à vue .....	23.940	0,7	19.379	0,6	14.034	0,4	
d) de 9 à 12 mois .....	62.979	1,8	61.410	1,8	61.643	1,8	2. Autres déposants :							
e) à plus d'un an .....	20.210	0,6	20.165	0,6	68.544	2,0	a) de 9 à 12 mois .....	—	—	—	—	—	—	
<b>VII. Actifs divers .....</b>	1.015	0,0	1.255	0,0	755	0,0	b) de 6 à 9 mois .....	—	—	—	—	—	—	
<b>VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne</b>	68.291	2,0	68.291	2,0	68.291	2,0	c) de 3 à 6 mois .....	323	0,0	30.887	0,9	30.639	0,9	
							d) à 3 mois au maximum .....	228.062	6,6	252.347	7,4	218.922	6,4	
							e) à vue .....	23.890	0,7	19.597	0,6	19.419	0,6	
							<b>V. Divers .....</b>	46.603	1,3	47.958	1,4	50.272	1,5	
							<b>VI. Compte de profits et pertes :</b>	9.280	0,3	9.280	0,3	9.280	0,3	
							Report à nouveau .....	9.280		9.280		9.280		
							<b>VII. Provision pour charges éventuelles</b>	156.500	4,5	156.500	4,6	156.500	4,6	
<b>Total actif ...</b>	<b>3.444.541</b>	<b>100,0</b>	<b>3.429.952</b>	<b>100,0</b>	<b>3.423.519</b>	<b>100,0</b>	<b>Total passif ...</b>	<b>3.444.541</b>	<b>100,0</b>	<b>3.429.952</b>	<b>100,0</b>	<b>3.423.519</b>	<b>100,0</b>	

**Exécution des accords de La Haye de 1930 :**

<b>Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)</b>					<b>Dépôts à long terme : .....</b>	228.909		228.909		228.909
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank, et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus) .....	221.019		221.019		1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3) .....	152.606		152.606		152.606
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76.181		76.181		2. Dépôt du Gouvernement allemand	76.303		76.303		76.303
<b>Total ...</b>	<b>297.200</b>		<b>297.200</b>		<b>Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)</b>	68.291		68.291		68.291
					<b>Total ...</b>	<b>297.200</b>		<b>297.200</b>		<b>297.200</b>

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (Union Européenne de Paiements), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs suisses or 149.920.880,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

# TABLE DES MATIERES

## STATISTIQUES COURANTES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

### MARCHE DE L'ARGENT.

Ia. — Taux officiels d'escompte et de prêts .....	2
Ib. — Taux de l'argent au jour le jour et à très court terme .....	2
Ic. — Taux des certificats de trésorerie .....	2
II. — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite .....	4
III. — Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme .....	8
IV. — Taux d'escompte des principales banques d'émission .....	86 <sup>o</sup>

### METAUX PRECIEUX.

Cours des métaux précieux .....	9
---------------------------------	---

### MARCHE DES CHANGES.

Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles .....	10 <sup>1</sup>
---	-----------------

### MARCHE DES CAPITAUX.

I. — Cours comparés de quelques fonds publics .....	14
II. — Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers .....	15 <sup>1</sup>
III. — Mouvement des opérations à la Bourse de Bruxelles .....	15 <sup>2</sup>
IV. — Rendement de titres à revenu fixe cotés à la Bourse de Bruxelles .....	16
V. — Emissions des sociétés industrielles et commerciales : Tableau rétrospectif .....	17 <sup>1</sup>
Année 1959 : Détail des émissions .....	
Groupement par importance du capital .....	
VI. — Emprunts des pouvoirs publics .....	18
VII. — Opérations bancaires du Crédit Communal .....	19
VIII. — Inscriptions hypothécaires .....	20

### FINANCES PUBLIQUES.

I. — Situation de la Dette publique .....	25 <sup>1</sup>
II. — Situation des avoirs en effets publics de la Banque Nationale de Belgique .....	25 <sup>2</sup>
III. — Aperçu de l'exécution des budgets .....	25 <sup>3</sup>
IV. — Rendement des impôts .....	26

### REVENUS ET EPARGNE.

I. — Rendement des sociétés par actions belges et congolaises : Tableau rétrospectif .....	30 <sup>2</sup>
II. — Caisse Générale d'Épargne et de Retraite : Dépôts sur livrets des particuliers à la Caisse d'Épargne .....	31
III. — Indice des rémunérations horaires brutes des ouvriers .....	32

### MOUVEMENT DES AFFAIRES.

I. — Activité des Chambres de Compensation : Mouvement du débit .....	35
II. — Mouvement des chèques postaux .....	36

### PRIX.

a) Indices des prix de gros en Belgique .....	45 <sup>1</sup>
b) Indices des prix de gros en Belgique et à l'étranger .....	45 <sup>2</sup>
c) Indices des prix de détail en Belgique .....	46

### PRODUCTION.

I. — Indices de l'activité et de la production industrielle .....	50
II. — Combustibles et produits métallurgiques .....	55 <sup>1</sup> et 55 <sup>2</sup>
III. — Produits textiles .....	56 <sup>1</sup>
IV. — Produits divers .....	56 <sup>2</sup>
V. — Énergie électrique .....	58
VI. — Gaz .....	59

### CONSOMMATION.

I. — Indices mensuels des ventes à la consommation : base moyenne 1953 = 100 .....	65 <sup>2</sup> et 65 <sup>3</sup>
II. — Consommation de tabac .....	66
III. — Abattages dans les 12 principaux abattoirs du pays .....	67

### TRANSPORT.

I. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer belges :	
a) recettes et dépenses d'exploitation .....	70 <sup>1</sup>
b) wagons fournis à l'industrie .....	70 <sup>2</sup>
c) trafic :	
1° trafic général .....	70 <sup>2</sup>
2° grosses marchandises .....	70 <sup>3</sup>
A) ensemble du trafic	
B) service interne belge	
II. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux .....	70 <sup>4</sup>
III. — Mouvement des ports :	
a) Port d'Anvers .....	71 <sup>1</sup>
b) Port de Gand .....	71 <sup>2</sup>
IV. — Mouvement général de la navigation intérieure ...	72

### COMMERCE EXTERIEUR.

Nomenclature des sections d'après la classification type du commerce international (C.T.C.I.) .....	75
---	----

### CHOMAGE.

I. — Chômage complet et partiel .....	81 <sup>1</sup>
II. — Répartition des chômeurs contrôlés par province ...	81 <sup>2</sup>
III. — Moyenne journalière des chômeurs contrôlés .....	81 <sup>3</sup>
IV. — Répartition des chômeurs contrôlés par groupe de professions .....	81 <sup>4</sup>

### STATISTIQUES BANCAIRES ET MONETAIRES.

I. — Belgique et Congo belge :	
Situations globales des banques .....	85 <sup>1</sup>
Banque Nationale de Belgique :	
Situations hebdomadaires .....	85 <sup>2</sup>
Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi :	
Situations mensuelles .....	85 <sup>3</sup>
Vitesse de circulation de la monnaie scripturale en Belgique .....	85 <sup>4</sup>
Stock monétaire intérieur .....	85 <sup>5</sup>
Bilans intégrés des organismes monétaires .....	85 <sup>6</sup>
Origines des variations du stock monétaire .....	85 <sup>7</sup>
II. — Banques d'émission étrangères.	
Situations :	
Banque de France .....	86 <sup>1</sup>
Bank of England .....	86 <sup>2</sup>
Federal Reserve Banks .....	86 <sup>3</sup>
Nederlandsche Bank .....	86 <sup>4</sup>
Sveriges Riksbank .....	86 <sup>5</sup>
Banca d'Italia .....	86 <sup>6</sup>
Deutsche Bundesbank .....	86 <sup>7</sup>
Banque Nationale Suisse .....	86 <sup>8</sup>
Taux d'escompte .....	86 <sup>9</sup>
III. — Banque des Règlements Internationaux, à Bâle ...	87

---

---

Prix de l'abonnement annuel } Belgique, 250 francs.  
  } Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.

---

---